

**PROSPECTUS D'ADMISSION  
SUR LE MARCHÉ LIBRE  
D'EURONEXT BRUSSELS**



**REALCO**

*... for Life*



Prospectus du 23 mai 2006



Société anonyme  
Avenue Albert Einstein 15  
1348 Louvain-la-Neuve  
RPM Nivelles n° 0444.458.750

**OFFRE EN SOUSCRIPTION PUBLIQUE D'UN MAXIMUM DE 113.500 ACTIONS NOUVELLES  
PROVENANT D'UNE AUGMENTATION DE CAPITAL AU PRIX FERME DE 8,95 EUR PAR ACTION**

**DEMANDE D'ADMISSION SUR LE MARCHÉ LIBRE D'EURONEXT BRUSSELS DE 635.700  
ACTIONS REPRESENTATIVES DE L'INTEGRALITE DU CAPITAL ET DE MAXIMUM  
20.000 ACTIONS A PROVENIR DE L'EXERCICE DE 20.000 WARRANTS**

L'offre est ouverte du 1<sup>er</sup> juin 2006 au 29 juin 2006, mais est susceptible de clôture anticipée.  
L'Offre Non Prioritaire restera ouverte durant trois jours ouvrables au moins.



Les ordres émanant des investisseurs peuvent être introduits auprès de Mélice & Cie ou  
via tout autre intermédiaire financier.

Seul le prospectus imprimé, publié conformément aux dispositions légales en Belgique, est juridiquement valable.  
En cas de divergences éventuelles d'interprétation entre le texte néerlandais et le texte français,  
ce dernier aura préséance.

Le prospectus est également accessible sur Internet aux adresses suivantes:  
[www.realco.be](http://www.realco.be) ou [www.melice.com](http://www.melice.com) ou [www.melicestockmarket.com](http://www.melicestockmarket.com)

#### **APPROBATION PAR LA COMMISSION BANCAIRE, FINANCIERE ET DES ASSURANCES**

En application de l'article 14 de la loi du 22 avril 2003 relative aux offres publiques de titres, la Commission bancaire, financière et des assurances a approuvé le présent prospectus en date du 23 mai 2006. Cette approbation ne comporte aucune appréciation de l'opportunité et de la qualité de l'opération, ni de la situation de celui qui la réalise.

#### **AVERTISSEMENT**

L'attention des investisseurs est particulièrement attirée sur les éléments suivants:

- Le Marché Libre est un marché nouvellement créé par Euronext Brussels, **REALCO** constituant une des premières sociétés qui demande son admission à la négociation sur ce marché.
- Le Marché Libre d'Euronext Brussels ne constitue pas un marché réglementé au sens de l'article 2, 3° de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers. Par conséquent, il ne présente pas les mêmes garanties en matière de contrôle et d'information au public qu'un marché réglementé. Voy. chapitre 2.
- Les Actions présentent un degré de risque élevé. Les facteurs de risque sont décrits en page 8 et suivantes du présent prospectus.





## RESTRICTIONS DE VENTE

La distribution du présent prospectus, tout comme l'offre des Actions, peuvent être restreintes dans certains pays. Les personnes qui entrent en possession du présent prospectus sont priées de s'informer et de respecter ces restrictions. La présente offre est faite exclusivement en Belgique, et dans aucun autre Etat.

Il incombe à toute personne non résidente en Belgique, qui souhaiterait participer à la présente offre de s'assurer du respect de la réglementation en vigueur dans le pays où elle réside, ainsi que de toutes les autres formalités qui pourraient y être requises, en ce compris le paiement de tous frais et taxes éventuels.

Nul ne peut donner des informations ou faire des déclarations relatives à l'offre autres que celles qui sont contenues dans ce prospectus. La remise du présent prospectus, à quelque moment que ce soit, n'implique pas qu'après la date d'impression, l'information qu'il contient soit encore totalement à jour. La mise à jour du présent prospectus sera réalisée par le biais de la diffusion de compléments conformément aux dispositions légales et réglementaires.

La mise à disposition du prospectus sur Internet ne constitue ni une offre ni une invitation à acquérir des valeurs mobilières dans les pays dans lesquels pareille offre ou invitation n'est pas autorisée. La mise à disposition de ce prospectus sur Internet est limitée aux sites World Wide Web mentionnés dans ce document. Cette version électronique ne peut être ni reproduite ni mise à disposition à quelque autre endroit que ce soit et ne peut être imprimée en vue d'une diffusion.

Le prospectus n'est juridiquement valable que dans sa version originale qui est diffusée en Belgique en conformité avec les lois et règlements applicables. La version néerlandaise de ce prospectus constitue une traduction libre de la version originale en français, établie sous la responsabilité de Mélice Stock Market. En cas de divergences éventuelles d'interprétation entre le texte néerlandais et le texte français, ce dernier aura préséance.

Les personnes qui, après avoir pris connaissance des renseignements repris dans le présent prospectus, souhaiteraient un avis relatif à l'attitude à adopter à l'égard de la présente offre, sont invitées à s'adresser à leurs conseillers financiers et fiscaux habituels.

## INFORMATIONS PRÉVISIONNELLES

Ce prospectus contient des informations prévisionnelles, portant notamment sur les attentes et les anticipations de REALCO. Ces prévisions sont fondées sur les estimations, projections et projets actuels de **REALCO**, ainsi que sur ses attentes liées à des événements et des facteurs extérieurs à **REALCO**.

Les informations prévisionnelles comportent des risques et des incertitudes inhérents à toute prévision, et reposent uniquement sur des appréciations établies à la date où elles sont formulées.

Après la clôture de l'Offre, **REALCO** ne s'engage en aucune façon à mettre à jour ces informations, même si **REALCO** venait à prendre connaissance de nouveaux éléments ou événements, sans préjudice toutefois des exigences de droit belge en la matière.

**REALCO** avertit les investisseurs que certains facteurs importants pourraient aboutir à ce que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux escomptés.

SANIQ

SANIKUAT

# SANIKUAT



- Dangers :**
- R38: Irritant pour la peau
  - R41: Risques de lésions oculaires graves
- Précautions :**
- S02: Tenir hors de portée des enfants
  - S13: Conserver à l'écart des aliments et boissons, y compris ceux pour animaux
  - S26: En cas de contact avec les yeux, laver immédiatement et abondamment avec de l'eau abondamment
  - S37/38: Porter des gants appropriés et un appareil de protection des yeux/du visage
  - S45: En cas d'ingestion, consulter immédiatement un médecin et lui montrer l'étiquette
  - S61: Éviter le rejet dans l'environnement. Consulter les instructions spéciales, de préférence les fiches de données de sécurité

Ce produit contient une matière qui est très toxique pour les organismes aquatiques, il doit être traité avec précaution.

- Geveens :**
- R38: Irriterend voor de huid
  - R41: Gevaar voor ernstig oogletsel
- Voorschriften :**
- S02: Buiten bereik van kinderen bewaren
  - S13: Verspreiden houden van eet- en drinkwater en van voer voor dieren
  - S26: Bij aanraking met de ogen onmiddellijk veel schoon water abondant en langdurig wassen
  - S37/38: Draag geschikte handschoenen en een beschermingsapparaat voor de ogen/ het gezicht
  - S45: In geval van inslikken onmiddellijk een arts raadplegen en verpakking en etiket meegeven
  - S61: Voorkomen lozing in het milieu. Vraag om speciale instructies voor afvalverwerking

Dit product bevat een stof die zeer giftig is voor waterorganismen, het moet daarom met voorzichtigheid worden gebruikt.

- Dangers :**
- R38: Irritation to skin
  - R41: Risk of serious damage to eyes
- Precautions :**
- S02: Keep out of the reach of children
  - S13: Keep away from food, drink, and animal feeding stuffs
  - S26: In case of contact with eyes, rinse immediately with plenty of water and seek medical advice
  - S37/38: Wear suitable gloves and eye/face protection
  - S45: In case of ingestion, seek medical advice immediately and show this label to the doctor
  - S61: Avoid release to the environment. Refer to special instructions / safety data sheets

This product contains a matter which is very toxic to aquatic organisms, therefore it must be handled with care.

Product Name: Saniquat

## LEXIQUE

Actions	les actions émises par <b>REALCO</b> . Les Actions sont toutes des actions ordinaires, sans mention de valeur nominale.
Actionnaires de Contrôle	La société anonyme OXYGEN, ayant son siège social Rue Bois Eloi, 23 à 1380 Lasne, Monsieur Gordon Blackman, administrateur délégué de <b>REALCO</b> , et la société anonyme ECOTECH FINANCE, ayant son siège social Avenue Maurice Destenay 13 à 4000 Liège.
Mélice Stock Market	la société anonyme Mélice Stock Market, en abrégé MSM, ayant son siège social à 1410 Waterloo, Chaussée de Louvain, 279/2.
Mélice & Cie	la société de bourse Mélice & Cie S.A., ayant son siège social à 1000 Bruxelles, Rue du Marché aux Herbes 105, boîte 8.
Membre	un établissement ou un intermédiaire financier membre d'Euronext Brussels.
Offre	la présente offre publique en souscription d'Actions.
Offre Prioritaire	80% des titres offerts dans le cadre de l'Offre, soit maximum 90.800 Actions, alloués par <b>REALCO</b> par l'intermédiaire de Mélice & Cie afin de servir prioritairement les investisseurs qui souhaiteraient acquérir des Actions dans le cadre de l'Offre par l'intermédiaire direct de Mélice & Cie.
Offre Non Prioritaire	20% des titres offerts dans le cadre de l'Offre, soit maximum 22.700 Actions, alloués par <b>REALCO</b> par l'intermédiaire des Membres auprès desquels les investisseurs pourraient introduire des ordres d'achat, ou par l'intermédiaire de Mélice & Cie pour les ordres qui n'auraient pas été servis dans le cadre de l'Offre Prioritaire à la clôture de celle-ci.
Warrant	un warrant permettant de souscrire à une Action. 20.000 Warrants ont été émis par l'assemblée générale extraordinaire de <b>REALCO</b> du 22 mai 2006, dans le cadre d'un plan de Warrants en faveur des membres du personnel et des collaborateurs de <b>REALCO</b> . Chaque Warrant donne à son détenteur le droit de souscrire à une Action.
<b>REALCO</b>	la société anonyme <b>REALCO</b> , ayant son siège social à 1348 Louvain-la-Neuve, Avenue Albert Einstein 15, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0444.458.750.

## TABLE DES MATIERES

<b>Les facteurs de risques</b>	<b>11</b>
1. Responsables du prospectus	19
1.1. Déclaration de conformité et responsabilité	19
1.2. Contrôle des comptes	19
1.3. Approbation par la Commission Bancaire, Financière et des Assurances	19
1.4. Avis légal	19
1.5. Politique d'information	19
2. Renseignements concernant l'Offre	21
2.1. Renseignements concernant l'Offre	21
2.1.1. Structure de l'Offre	21
2.1.2. Buts de l'Offre	21
2.1.3. Nombre d'Actions offertes dans le cadre de l'Offre	21
2.1.4. Absence d'option d'achat et d'augmentation de capital complémentaire ("green shoe")	22
2.1.5. Produit net de l'Offre	22
2.1.6. Prix	22
2.1.7. Période d'acquisition et clôture anticipée	22
2.1.8. Etablissement guichet	23
2.1.9. Répartition et réduction éventuelle	23
2.1.10. Service financier	26
2.1.11. Jouissance des actions	26
2.1.12. Frais	26
2.1.13. Engagement de "Best effort"	26
2.1.14. Clause de lock-Up	26
2.1.15. Droit applicable et compétence	26
2.1.16. Calendrier indicatif de l'Offre	27
2.1.17. Contrat d'animation de marché	27
2.2. Eléments d'appréciation du prix de l'Offre de 8,95 EUR par action	27
2.2.1. Valorisation par actualisation de cash-flows	27
2.2.2. Valorisation par application des multiples boursiers de sociétés comparables	29
2.3. Renseignements concernant les actions faisant l'objet de l'Offre	31
2.3.1. Nature des Actions (article 12 des statuts)	31
2.3.2. Cessibilité des Actions	32
2.3.3. Valeur nominale des Actions	32
2.3.4. Droits attachés aux Actions	32
2.4. Admission des Actions aux négociations sur le Marché Libre	40
2.4.1. Le Marché Libre	40
2.4.2. Les négociations sur le Marché Libre	41
2.4.3. L'admission des Actions sur le Marché Libre	41
3. Renseignements de caractère général concernant l'émetteur et son capital	43
3.1. Renseignements concernant l'émetteur	43
3.1.1. Dénomination et siège social (Articles 1 et 2 des statuts)	43
3.1.2. Forme juridique	43
3.1.3. Constitution et durée	43
3.1.4. Banque-Carrefour des Entreprises	43
3.1.5. Exercice social (article 43 des statuts)	43
3.1.6. Assemblée générale	43
3.1.7. Consultation des documents sociaux	45
3.1.8. Contrôles (articles 29 et 30 des statuts)	45
3.1.9. Objet social (article 3 des statuts)	46



3.2. Renseignements concernant le capital de l'émetteur	46
3.2.1. Capital social	46
3.2.2. Plan de warrants	46
3.2.3. Capital autorisé	47
3.2.4. Rachat d'actions propres (article 15 des statuts)	48
3.2.5. Publicité des participations importantes (article 16 des statuts)	48
3.2.6. Titres non représentatifs du capital	48
3.2.7. Evolution du capital depuis le 01.01.2000	49
3.3. Renseignements de caractère général concernant l'actionnariat de <b>REALCO</b>	50
3.3.1. Situation de l'actionnariat avant et après l'Offre	50
3.3.2. Parts du capital détenues par les membres du Conseil d'administration de <b>REALCO</b>	51
3.3.3. Modifications de l'actionnariat au cours des quatre derniers exercices	51
3.3.4. Pactes d'actionnaires	51
3.4. Distribution de dividendes	52
3.4.1. Dividende distribué au cours des trois derniers exercices	52
3.4.2. Prescription	52
3.4.3. Politique future de dividendes	52
3.5. Marché du titre	52
4. Renseignements concernant l'activité de l'émetteur	55
4.1. Historique	55
4.2. Chiffres-clés	55
4.3. Les enzymes, au cœur du métier de <b>REALCO</b>	55
4.4. <b>REALCO</b> et les enzymes	58
4.5. La méthode <b>REALCO</b>	59
4.6. Les Produits de <b>REALCO</b>	61
4.6.1. Les produits de nettoyage	61
4.6.2. Les produits d'épuration enzymatiques	62
4.6.3. Les produits pour piscines	63
4.6.4. Les produits de "niches"	63
4.7. La politique commerciale	63
4.7.1. La division BtoC	63
4.7.2. La division BtoB	64
4.8. Recherche et développement	68
4.8.1. Mission	68
4.8.2. Partenariats et relations scientifiques	68
4.8.3. Brevets	69
4.8.4. Projets de recherche en cours	69
4.9. L'exportation	71
4.10. Le marché	71
4.10.1. Nettoyage	71
4.10.2. Marché cible	72
4.11. La concurrence	72
4.12. Le marketing	73
4.13. La clientèle	73
4.14. Les fournisseurs	74
4.15. Les investissements	74

4.16. La production	75
4.17. Le contrôle de qualité	75
4.18. Les ressources humaines et la culture d'entreprise	75
4.19. Les infrastructures	75
4.20. Les assurances	75
4.20.1. Incendie	75
4.20.2. Vols	76
4.20.3. Taux de change	76
4.20.4. Responsabilité vis-à-vis de tiers	76
4.21. Syndicat et adhésion	76
4.22. Litiges	76
5. Informations financières	79
5.1. Bilans au 31 décembre (en euros)	79
5.1.1. Situation active	79
5.1.2. Situation passive	80
5.2. Comptes de résultats au 31 décembre (en euros)	81
5.3. Tableau de Financement (en euros)	82
5.4. Règles d'évaluation des comptes annuels	83
5.5. Détail des principales rubriques du bilan	84
5.5.1. Commentaires des postes de l'actif	84
5.5.2. Commentaires des postes du passif	87
5.5.3. Engagements hors bilan	91
5.6. Détail des principales rubriques du compte de résultats	91
5.7. Affectation des résultats au 31 décembre	93
5.8. Bilan social	94
5.9. Rapport du Commissaire sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2005	96
6. Administration et direction	97
6.1. Conseil d'administration	97
6.1.1. Compétences et mode de fonctionnement	97
6.1.2. Composition	101
6.1.3. Comités	102
6.2. Gestion journalière	102
6.2.1. Gestion journalière	102
6.2.2. Comité de direction	103
6.2.3. Représentation	104
6.2.4. Conventions conclues avec les administrateurs	104
6.2.5. Rémunération des administrateurs	104
6.2.6. Informations sur les opérations conclues avec les membres des organes d'administration et de direction	104
6.2.7. Intéressement du personnel	105
7. Evolutions récentes et comptes prévisionnels	107
7.1. Evolutions récentes	107
7.2. Business Plan	108





## LES FACTEURS DE RISQUES

*La souscription des Actions offertes par **REALCO** dans le cadre de la présente offre peut présenter un certain nombre de risques pour l'investisseur. Les principaux d'entre eux sont décrits ci-dessous. Cette liste ne prétend toutefois pas être exhaustive. Avant de prendre la décision d'investir dans les Actions, tout investisseur est invité à examiner attentivement ces facteurs de risque qui, individuellement ou collectivement, peuvent avoir une influence significative sur **REALCO** ou sur ses actionnaires.*

### 1. Risques liés à la société

#### 1.1. Risque de gestion de la croissance

**REALCO** anticipe une croissance relativement importante de son chiffre d'affaires dans les années à venir, de l'ordre de 6 à 12 % par an. Une telle croissance est susceptible de générer des difficultés en termes d'organisation, de capacité de production ou de disponibilité des locaux adéquats pour une entreprise de la taille de **REALCO**.

Il ne peut, par ailleurs, être garanti que **REALCO** ait la capacité de retenir l'ensemble des personnes qui constituent son équipe dirigeante dans les prochaines années.

Toutefois, la direction de **REALCO** considère avoir mis en place tous les éléments et disposer des moyens nécessaires pour faire face à ces défis, et ce tant en termes de locaux et donc de capacité de production qu'en termes de motivation de l'équipe de direction. **REALCO** a également un projet d'extension de ses locaux, pour lequel un accord a été trouvé avec l'UCL sur la cession d'un terrain jouxtant le site actuel occupé par **REALCO**.

Un plan de motivation des cadres sera par ailleurs mis en place lors de l'introduction de **REALCO** sur le Marché Libre, par la mise en place d'un plan de "warrants".

Nonobstant ces mesures il n'est pas possible d'affirmer que la croissance rapide de l'entreprise ne puisse avoir des conséquences sur le bon fonctionnement de **REALCO**.

#### 1.2. Risque de dépendance à l'égard du dirigeant principal

La personnalité de Mr. Gordon Blackman, principal dirigeant de **REALCO**, constitue un élément important pour le développement de l'entreprise. C'est en effet sous son impulsion que **REALCO** a atteint son stade de développement actuel. Mr Gordon Blackman dispose en outre d'une grande expérience du secteur des biotechnologies dans lequel **REALCO** évolue.

Mr. Gordon Blackman est aujourd'hui administrateur délégué de **REALCO**. Il s'est entouré d'une équipe jeune, dynamique et compétente, à qui il a d'ores et déjà délégué de nombreuses responsabilités. Il assume par conséquent de plus en plus un rôle de coordinateur et d'initiateur en matière de nouvelles idées "produits".

Même si la disparition de Mr Gordon Blackman aurait sans conteste des conséquences néfastes pour la croissance de l'entreprise, elle ne devrait toutefois pas mettre la pérennité de cette dernière en péril.

#### 1.3. Risque Fournisseurs

La grande majorité des produits utilisés par **REALCO** sont aisément disponibles sur le marché par le biais de différents fournisseurs et leur approvisionnement ne présente aucun risque. Seule exception à la règle: les enzymes utilisées par **REALCO**, lesquelles présentent un caractère suffisamment spécifique pour que la disparition du principal fournisseur de **REALCO**, Novozymes A/S, puisse présenter un certain danger pour l'entreprise.

Novozymes A/S est une société cotée sur le "Copenhagen Stock Exchange", et est le leader mondial dans son secteur d'activité. Son appartenance au groupe Novo, dont l'actionnaire principal est la Novo Nordisk Foundation, lui confère une garantie de pérennité et de continuité.

Novozymes A/S a la volonté de développer avec ses clients des partenariats stables sur le long terme. En témoigne le fait que Novozymes A/S participe avec **REALCO** au développement de nouvelles formules à base d'enzymes.

Si toutefois **REALCO** devait déplorer la perte de Novozymes A/S, d'autres sources d'approvisionnement seraient parfaitement envisageables, notamment auprès de Danisco, principal concurrent de Novozymes A/S. Une telle solution demanderait cependant un certain temps pour pouvoir être mise en place.



Aucune assurance ne peut cependant être donnée quant au fait que la défection d'un ou de plusieurs fournisseurs tels que Novozymes A/S n'aurait pas, à tout le moins à court terme, des répercussions sur le bon déroulement des activités de **REALCO**.

#### 1.4. Risque Clients

Le client le plus important de **REALCO** n'intervient que pour six pourcent du chiffre d'affaires de la société. Pour le reste, la clientèle de la société est très diversifiée entre les entreprises et les consommateurs particuliers, via les grandes chaînes de distribution généralistes, les chaînes spécialisées dans le bricolage ou les drogueries; le risque est dès lors très diffus.

**REALCO** assume en outre en propre sa gestion du risque "débiteurs" et ne fait appel à aucune forme d'assurance crédit. Des procédures de suivi des encours ont été mises en place et la charge d'impayés se situe depuis plusieurs années à des niveaux très bas.

A titre d'exemple, en 2005, ces impayés ont représenté 0,0028 % du chiffre d'affaires.

Les nouveaux clients font désormais l'objet d'une agrégation par le département financier de **REALCO** préalablement à tout envoi de marchandises, ces derniers étant par ailleurs souvent réalisés contre remboursement lors des premières opérations.

En cas de litige grave ou de retard supérieur à 3 mois, les montants impayés sont systématiquement imputés dans un compte "créances douteuses" et provisionnés.

Toutefois, si les procédures mises en place permettent de contrôler de manière efficace le risque "clients", elles ne permettent pas de l'éliminer totalement.

Il est par ailleurs évident qu'en raison de la croissance du chiffre d'affaires, notamment à l'exportation, **REALCO** sera vraisemblablement amenée à organiser de manière plus structurée sa gestion des risques et n'est pas à l'abri d'une défaillance de l'un ou l'autre client.

#### 1.5. Risque "Produits"

##### 1.5.1. Risque de contrefaçon - Concurrence

**REALCO** a déposé un certain nombre de brevets destinés à protéger certains concepts et produits (voy. §. 4.7.3). Ces brevets ne permettront toutefois pas à **REALCO** d'empêcher ses concurrents de copier ses produits, notamment ceux à base d'enzymes.

**REALCO** dispose toutefois d'un know-how important en matière d'enzymes, fruit de longues années de recherche dans ce domaine. La grande diversité de la gamme de produits commercialisée par **REALCO** et la nécessité d'utiliser des enzymes spécifiques à chaque usage rend la mise au point d'une gamme concurrente particulièrement aléatoire.

De plus, la grande souplesse de l'entreprise et sa rapidité de réaction due à sa structure légère lui permettent de réagir rapidement à toute évolution du marché. Aucune assurance ne peut toutefois être donnée quant au fait que des produits concurrents aux produits commercialisés par **REALCO** ne soient mis sur le marché par des sociétés concurrentes, à l'assise commerciale et financière plus importante, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur le chiffre d'affaires et la rentabilité de **REALCO**. D'autant que **REALCO** se positionne contre des concurrents qui, quoi qu'ils ne développent pas tous des produits à base d'enzymes, sont des acteurs de dimension mondiale sur le marché des produits d'entretien, qui disposent de moyens infiniment plus importants que ceux de **REALCO**, que ce soit en termes financiers, de marketing, de recherche et développement, de notoriété, etc.

##### 1.5.2. Risque de toxicité

En termes de toxicologie, les matières premières et les technologies utilisées par **REALCO** permettent de limiter au maximum les risques liés à l'utilisation inadéquate des produits commercialisés par **REALCO**.

Des contrôles réguliers sont par ailleurs effectués par les laboratoires de l'entreprise tant sur les matières premières utilisées que sur les produits finis (notamment par le contrôle des pH).

Malgré les mesures prises par **REALCO**, il n'est toutefois pas possible de garantir qu'un produit défaille ou

une utilisation inadéquate d'un produit **REALCO** ne puisse entraîner pour l'entreprise des conséquences dommageables pour son image de marque.

### 1.5.3. Risque de stock

Le risque de stock est, pour **REALCO**, un risque très limité et particulièrement bien maîtrisé. En effet, la société contrôlant totalement son cycle de production et disposant, par ailleurs, d'un stock "tampon" évoluant en fonction des rythmes saisonniers de consommation, le risque tant en termes de sur-stockage qu'en termes de rupture de stock est négligeable.

Par ailleurs, la taille et la souplesse de l'entreprise lui permettent de faire face rapidement, compte tenu de la grande disponibilité des matières premières nécessaires, à une demande exceptionnelle. De la même manière, la souplesse dont question ci-avant dispense l'entreprise de devoir stocker des volumes importants des produits commercialisables.

En cas de désaffection des consommateurs pour un ou plusieurs produits de la gamme, les produits excédentaires peuvent être écoulés via des "factory sales" destinées à un public ciblé. A l'expérience, ce type d'opérations a toujours donné les résultats attendus.

Par ailleurs, les matières premières non utilisées par **REALCO** peuvent, vu l'étendue de la gamme **REALCO**, être réutilisées pour d'autres applications.

L'on peut donc affirmer que si le risque de stock existe chez **REALCO**, les éléments développés ci-avant permettent d'affirmer qu'ils sont limités.

### 1.5.4. Risque Marketing

Les risques de marketing sont particulièrement peu élevés chez **REALCO** en raison de différents éléments liés à la politique commerciale mise en place par l'entreprise. Ainsi, la répartition de la clientèle et la grande diversification de cette dernière permettent des approches différentes. Il est évident que la stratégie suivie en B2B (clients professionnels) et en B2C (consommateurs) est différente, tant sur le plan des arguments utilisés que des réponses à apporter aux besoins spécifiques. Par ailleurs, les différents réseaux de distribution en B2C (grandes chaînes de distribution alimentaires, chaînes spécialisées ou commerce de détail) ne permettent pas toujours une approche directe du consommateur. Des actions spécifiques ciblées sont donc régulièrement entreprises.

D'autre part, le risque est atténué par la diversité des produits qui permet de répartir le chiffre d'affaires en fonction du grand nombre de besoins exprimés par les clients, ce qui permet de ne pas dépendre d'un effet de mode ou du succès éventuellement éphémère d'un type de produit. Dès lors, si le risque de marketing ne peut être totalement exclu, il apparaît comme peu important. Aucune assurance ne peut cependant être donnée quant au fait qu'une campagne marketing initiée par **REALCO** ne donne les résultats escomptés, voire à la limite soit destructrice d'image de marque pour **REALCO**.

### 1.5.5. Risque de prix

**REALCO** opère dans un secteur où les intervenants sont particulièrement sensibles au prix. Les grandes chaînes de distribution exercent, par exemple, une pression constante sur leurs fournisseurs afin de maintenir leur compétitivité.

La grande diversité des produits de **REALCO**, ainsi que leur spécificité, assure à cet égard une certaine protection de **REALCO** à l'égard de ces "grands comptes". Toutefois, les volumes produits par l'entreprise et les techniques de production utilisées constituent un risque non négligeable quant au maintien des marges de **REALCO**.

## 2. Risques exogènes

### 2.1. Risque de change

La grande majorité des opérations traitées par **REALCO** est facturée en Euros. Seul le chiffre d'affaires réalisé avec les clients japonais est facturé en yens.

A ce jour, aucune couverture spécifique n'a été prise par **REALCO** pour couvrir ce risque lié à la parité yen/euro. Jusqu'à présent, cette absence de couverture s'est révélée profitable à l'entreprise.

Il est toutefois envisageable, et même probable, qu'à l'avenir, ce type de risque ne sera plus pris par l'entreprise qui souscrira des contrats de couverture spécifiques, d'autant plus que la société envisage de se développer sur des marchés où l'euro ne sera pas la monnaie de référence.

### 2.2. Risques politiques

Les pays vers lesquels **REALCO** exporte ses produits, qui représentent la partie la plus importante de son chiffre d'affaires, ne présentent pas un risque politique important.

Le développement des exportations de **REALCO** vers les pays d'Europe de l'Est et de l'ex-Union Soviétique, l'Asie et l'Amérique du Sud, sur lesquels la société fonde de grands espoirs pour assurer une partie de sa croissance, pourrait toutefois modifier cette considération. Dès lors, il n'est pas exclu qu'à l'avenir, les risques politiques relatifs à certains pays où **REALCO** sera présente ne doivent être pris en considération.

## 3. Risques liés à l'introduction en Bourse

### 3.1. Le risque de volatilité du cours des Actions

Les Actions n'ont jamais été négociées sur un marché financier avant la présente Offre. Aucune assurance ne peut par conséquent être donnée quant au fait qu'un marché liquide et actif se développera après l'Offre autour des Actions. Il n'y a pas davantage d'assurance que le cours des Actions ne baissera pas en dessous du prix de l'Offre à l'issue de celle-ci, le prix de l'Offre ne pouvant être considéré comme étant indicatif du prix de marché des Actions après l'Offre. Il n'est par ailleurs pas exclu que le cours des Actions soit affecté d'une forte volatilité à l'issue de l'Offre.

Des informations relatives à **REALCO** pourraient faire fluctuer de façon importante le cours des Actions et le volume des transactions sur les Actions. Des informations (macro-économiques, politiques,...) non liées aux activités opérationnelles de **REALCO** pourraient également contribuer à faire fluctuer fortement le cours des Actions. **REALCO** ne peut par conséquent en aucune façon prévoir ou garantir le prix de marché de ses Actions à l'issue de la présente Offre.

En outre, au cours de ces dernières années, le marché des actions a connu des fluctuations marquées de volume et de prix. Cette volatilité a eu un effet significatif sur le cours des titres émis par beaucoup de sociétés pour des raisons non liées à leurs performances opérationnelles. Par conséquent, **REALCO** ne peut en aucune façon prévoir le prix de marché de ses actions à l'issue de la présente offre.

### 3.2. Le risque de dilution pour les nouveaux actionnaires

Les investisseurs qui souscriront aux Actions dans le cadre de la présente Offre subiront une dilution qui sera égale à la différence entre le prix de souscription des Actions et leur valeur comptable. Si la société émettait à l'avenir des Actions nouvelles, les investisseurs qui souscriront aux Actions dans le cadre de la présente Offre pourraient subir une dilution additionnelle.

La dilution par Action se calcule de la façon suivante en se basant sur l'actif net, en considérant la souscription intégrale des 113.500 Actions offertes:

	Nombres d'Actions	Montant en euros	Par Action en euros
<b>Actif net au 31/12/2005</b>	<b>522.200</b>	<b>1.145.660</b>	<b>2,19</b>
<b>Montant de l'offre</b>	<b>113.500</b>	<b>1.015.825</b>	<b>8,95</b>
<b>Actif net après l'offre</b>	<b>635.700</b>	<b>2.161.485</b>	<b>3,40</b>
<b>Dilution de l'actif net pour les souscripteurs de l'offre</b>			<b>0,37</b>
<b>Dilution de l'actif net après l'exercice des Warrants</b>			<b>3,56</b>
<b>Augmentation de l'actif net pour les actionnaires existants</b>			<b>0,64</b>

### 3.3. Disposition anti OPA

Les Actionnaires de Contrôle détiendront ensemble 82,14 % de **REALCO** après l'admission des Actions sur le Marché Libre d'Euronext Brussels, à supposer que l'ensemble des Actions nouvelles émises dans le cadre de l'Offre soient souscrites.

Les Actionnaires de Contrôle se sont engagés à conserver un minimum de 51% des Actions en leur possession pendant un délai minimum de 2 ans à dater de l'admission des Actions sur le Marché Libre d'Euronext Brussels, hormis dans les cas prévus au Chapitre "Clause de Lock Up".

En outre, tout en respectant l'engagement de lock-up susmentionné, les Actionnaires de Contrôle resteront libres de vendre dans le marché 31,14% du capital de **REALCO**. De tels ordres de vente pourraient provoquer une baisse importante du cours des Actions, si ceux-ci n'étaient pas compensés par des ordres d'achat de même ampleur.

Enfin, tant que les Actionnaires de Contrôle détiendront une participation significative dans le capital de **REALCO**, la possibilité pour les actionnaires de recevoir une prime pour leurs Actions dans le cadre d'une OPA par rapport au prix du marché est relativement limitée.

### 3.4. Risque lié à la détention d'une participation minoritaire

Les investisseurs participant à l'offre détiendront à l'issue de celle-ci au maximum 17,85% du capital et des droits de vote de **REALCO**. Par conséquent la possibilité d'influer sur les décisions prises en assemblée générale est faible et il est possible que les décisions prises ne soient pas toujours en ligne avec les intérêts des actionnaires minoritaires. En outre, les statuts de **REALCO** ne prévoient pas, à ce jour, la nomination d'un administrateur au conseil d'administration pour représenter les intérêts des actionnaires minoritaires.

### 3.5. Politique de dividende

**REALCO** envisage de payer un dividende durant les prochaines années, pour autant que le financement de sa croissance, le développement de ses activités, ses résultats et son programme d'investissements le lui permettent.

### 3.6. Les risques liés à une admission sur le Marché Libre

Le Marché Libre est un segment d'Euronext, aux contraintes réglementaires réduites, car il ne constitue pas un marché réglementé au sens de l'article 2, 3° de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers. En conséquence, les émetteurs des instruments financiers admis à la négociation sur le Marché Libre ne sont pas tenus aux obligations spécifiques découlant de l'admission aux négociations sur un marché réglementé. Les principaux risques liés à une admission sur le Marché Libre sont les suivants:

- Les seules obligations comptables des sociétés admises sur le Marché Libre sont celles que leur impose leur forme sociale, conformément aux dispositions applicables du droit comptable et du droit des sociétés;
- Il n'y a pas de pourcentage minimal de diffusion des titres dans le public;
- Euronext Brussels n'est pas destinataire d'une information particulière concernant les événements susceptibles d'affecter le patrimoine ou la situation juridique de l'entreprise et ne peut en conséquence les porter en toutes circonstances à la connaissance des utilisateurs;
- Les obligations d'informations périodiques et occasionnelles visées à l'arrêté royal du 31 mars 2003 relatif aux obligations des émetteurs des instruments financiers admis aux négociations sur un marché réglementé belge ne sont pas applicables aux sociétés admises sur le Marché Libre;
- Les règles imposant la publicité des participations dans les sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé ne sont pas applicables, même si **REALCO** a décidé spontanément de les appliquer en introduisant des dispositions dans ce sens dans ses statuts;
- Le manque de liquidité, de visibilité et de transparence, peut être un frein à la prise de participation, d'autant que le Marché Libre d'Euronext Brussels est un marché nouvellement créé, ne comptant que quelques entreprises cotées et que **REALCO** est ainsi une des premières sociétés à y être admise. Il n'existe aucune garantie qu'un nombre suffisant de sociétés viendront s'y inscrire de manière à en assurer la pérennité. Les investisseurs pourront éprouver, entre-autres, des difficultés à vendre de larges blocs de titres, puisqu'il n'y aura pas nécessairement de contrepartie. D'autre part, la formation du cours de l'action par la méthode du simple fixing contribue au manque de visibilité;
- La volatilité des cours peut représenter un risque, ce cours devant néanmoins rester dans les limites de + ou - 10% de variation par rapport à la séance précédente;
- **REALCO** peut éprouver des difficultés à lever des fonds dès l'introduction, ne disposant généralement pas encore d'une forte notoriété auprès du public.

Par contre, sont d'application pour les titres des sociétés admises aux négociations sur le Marché Libre d'Euronext Brussels toutes les obligations visées par l'arrêté royal du 8 novembre 1989 concernant les offres publiques d'acquisition, les offres publiques de reprise et les modifications de contrôle. De même, les interdictions sanctionnées pénalement de manipulation de cours et de délit d'initié sont d'application sur le Marché Libre d'Euronext Brussels. Enfin, une admission de titres au Marché Libre constituant, en tout état de cause, un appel public à l'épargne, les émetteurs qui procèdent à une offre inférieure à 2,5 millions d'euros sont soumis à l'obligation de publier un prospectus, conformément à l'article 13 de la loi du 22 avril 2003 relative aux offres publiques de titres et à l'arrêté royal du 31 octobre 1991 relatif au prospectus à publier en cas d'émission publique de titres et valeurs.







## 1. RESPONSABLES DU PROSPECTUS ET DU CONTRÔLE DES COMPTES

### 1.1. Déclaration de conformité et responsabilité

Le Conseil d'Administration de **REALCO**, représenté par Mr. Gordon Blackman, administrateur délégué, assume la responsabilité du présent prospectus et certifie qu'à sa connaissance, les données contenues dans ce prospectus sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Pour le Conseil d'Administration de **REALCO** S.A.

Gordon Blackman  
Administrateur délégué

### 1.2. Contrôle des comptes

Les comptes annuels de **REALCO** ont été audités par la société DEBAEKE E. & C° - Société Civile sous la forme d'une SPRL, représentée par M. Etienne Debaeke, réviseur d'entreprises, pour les exercices comptables clôturés le 31 décembre 2003, le 31 décembre 2004 et le 31 décembre 2005. Ils ont tous été approuvés sans réserve.

### 1.3. Approbation par la Commission bancaire, financière et des assurances

Le présent prospectus a été approuvé par la Commission bancaire, financière et des assurances en date du 23 mai 2006 en application de l'article 14 de la loi du 22 avril 2003 relative aux offres publiques de titres. Cette approbation ne comporte aucune appréciation de l'opportunité et de la qualité de l'opération, ni de la situation de celui qui la réalise.

### 1.4. Avis légal

L'avis prescrit par l'article 13 de la loi du 22 avril 2003 relative aux offres publiques de titres, a été publié.

### 1.5. Politique d'information

**Responsable de l'information:** Le Conseil d'Administration de **REALCO** S.A.  
Représenté par Mr. Gordon Blackman  
Administrateur délégué

#### **REALCO**

Téléphone: +32 (0)10 45 30 00  
Téléfax: +32 (0)10 45 63 63  
E-mail: [info@realco.be](mailto:info@realco.be)  
Site Internet: [www.realco.be](http://www.realco.be)

Les documents sociaux, comptables ou juridiques dont la communication est prévue par la loi et les statuts à l'égard des actionnaires et des tiers peuvent être consultés au siège de **REALCO**.

**REALCO** informera également ses actionnaires par le biais d'une rubrique spécifique "investors relations" sur son site Internet.



## 2. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OFFRE

### 2.1. Renseignements concernant l'Offre

#### 2.1.1 Structure de l'Offre

L'Offre est structurée sous la forme d'une offre en souscription publique d'un maximum de 113.500 Actions. Ces Actions ont été émises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de **REALCO** qui s'est tenue le 22 mai 2006, cette dernière ayant approuvé le principe d'une augmentation de capital de **REALCO** par l'émission d'un maximum de 113.500 Actions ordinaires, de même catégorie, entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale. Cette augmentation de capital a été faite moyennant la suppression du droit de souscription préférentiel des actionnaires existants de **REALCO**. Cette suppression a été justifiée par le conseil d'administration, dans un rapport établi conformément aux articles 596 et 598 du Code des sociétés, par l'intérêt, pour **REALCO**, de diversifier son actionnariat par le biais d'une offre en souscription publique.

Cette augmentation de capital a été faite conformément aux dispositions de l'article 584 du Code des sociétés, en vertu duquel le capital de **REALCO** ne sera augmenté qu'à concurrence des souscriptions effectivement recueillies au cas où l'augmentation de capital ne serait pas entièrement souscrite, **REALCO** se réservant la possibilité de renoncer totalement ou partiellement à augmenter le capital social si le nombre de souscriptions effectivement recueillies était insuffisant. **REALCO** se réserve également la possibilité de n'augmenter le capital qu'à concurrence des souscriptions effectivement recueillies.

#### 2.1.2 Buts de l'Offre

L'Offre et l'admission des Actions sur le Marché Libre d'Euronext Brussels s'inscrivent dans le cadre de la stratégie à long terme de **REALCO** et ont pour objectif de financer le plan d'affaires de **REALCO** tel que décrit aux Chapitres 4 et 7. En particulier, l'Offre a pour objectif de financer la construction de nouveaux bâtiments sur le site de Louvain-la-Neuve (des investissements en bâtiments industriels de l'ordre de 1.200.000 EUR ont été budgétés entre 2007 et 2012) et surtout des acquisitions dans des entreprises actives dans des métiers proches de ceux de **REALCO**, notamment en France, où **REALCO** a déjà reçu un certain nombre de marques d'intérêt. Pour le reste, l'Offre a pour objectif :

- de permettre à **REALCO** de faire appel au marché public des capitaux pour satisfaire ses besoins futurs de financement et assurer une structure adéquate de ses sources de financement;
- d'assurer une meilleure visibilité à la renommée que **REALCO** s'est bâtie sur ses marchés;
- de permettre à **REALCO** de valoriser de façon plus objective ses titres;
- de renforcer la participation du personnel aux résultats de **REALCO** tout en lui permettant d'apprécier la liquidité de son investissement;
- de faciliter l'accès de **REALCO** à un marché plus large de l'emploi lui permettant le recrutement de personnel hautement qualifié.

#### 2.1.3 Nombre d'Actions offertes dans le cadre de l'Offre

L'Offre porte sur un maximum de 113.500 Actions nouvelles émises lors de l'augmentation de capital de maximum 1.015.825 EUR, prime d'émission comprise, qui a été décidée par l'assemblée générale des actionnaires de **REALCO** en date du 22 mai 2006. Au total, ces 113.500 Actions maximum offertes dans le cadre de l'Offre représentent 17,85% du capital de **REALCO** après augmentation de capital, en supposant qu'il soit souscrit à la totalité des 113.500 Actions et avant exercice des 20.000 Warrants. Toutes les Actions ont les mêmes droits et sont offertes aux mêmes conditions de souscription.



#### 2.1.4 Absence d'option d'achat et d'augmentation de capital complémentaire ("green shoe")

**REALCO** n'a pas prévu d'augmenter le nombre d'Actions offertes dans le cadre de l'offre, que ce soit par augmentation de capital complémentaire et/ou par vente d'Actions existantes.

#### 2.1.5 Produit net de l'Offre

Sur la base d'un prix d'offre de 8,95 € par action, en considérant la souscription intégrale des 113.500 Actions offertes, le produit net global de l'offre s'élèvera au maximum à 1.015.825 EUR. Ce montant sera affecté à l'augmentation du capital de **REALCO**, le solde étant affecté à un compte indisponible "Primes d'émission" qui constituera, à l'égal du capital, la garantie des tiers et ne pourra être réduit ou supprimé que par une décision de l'assemblée générale extraordinaire, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour la réduction du capital, sous réserve de son incorporation au capital. Ces fonds seront mis à la disposition de **REALCO**, sous déduction des frais de l'Offre, et serviront au renforcement de sa structure financière et à la réalisation de sa stratégie telle qu'elle est décrite au Chapitre 4.

Les frais liés à l'Offre et à l'admission des Actions sur le Marché Libre sont estimés à environ 200.000 € et sont destinés à couvrir les frais légaux et administratifs, la rémunération des intermédiaires financiers et des conseillers, les frais de communication et les frais de placement. Ces frais seront intégralement pris en charge par **REALCO**. Ils seront comptabilisés en frais d'établissement ou en immobilisations incorporelles et seront amortis sur 5 ans selon la méthode linéaire, soit 20% par exercice jusqu'à l'exercice clos le 31 décembre 2010. Aucun des conseillers ou des intervenants dans la mise en bourse de **REALCO** percevra une rémunération sous la forme de titres de **REALCO**.

#### 2.1.6 Prix

L'offre est une offre à prix ferme. Le prix auquel les Actions sont offertes a été fixé par **REALCO**, en concertation avec Mélice & Cie et Mélice Stock Market, et s'élève à 8,95 EUR par Action. Ce prix valorise **REALCO** à environ 5.689.000 EUR après augmentation de capital, à supposer que les 113.500 Actions nouvelles émises par l'assemblée générale de **REALCO** en date du 22 mai 2006 soient intégralement souscrites. Une justification de cette valorisation figure au point 2.2.

Conformément à l'annexe à la Note d'Organisation publiée par Euronext Brussels, un avis d'Euronext Brussels annonçant l'introduction selon la procédure d'offre à prix ferme rappellera le nombre d'Actions mis à la disposition du marché, et le prix auquel ces Actions sont proposées. Cet avis sera publié en principe cinq jours de bourse au moins avant la date prévue pour la première négociation des Actions, soit le 10 juillet 2006.

#### 2.1.7 Période d'acquisition et clôture anticipée

L'Offre court du 1<sup>er</sup> juin au 29 juin 2006 inclus, sauf décision de clôture anticipée de l'Offre Prioritaire qui pourra intervenir le jour même de son ouverture. L'Offre Prioritaire sera clôturée par anticipation par Mélice & Cie en accord avec **REALCO** dès que le nombre total d'Actions pour lesquelles des ordres ont été valablement introduits atteindra le nombre d'Actions offertes. Cette clôture sera annoncée par un avis sur le site Internet de **REALCO** et par Euronext Brussels. L'Offre Non Prioritaire restera en tout état de cause ouverte durant trois jours ouvrables au moins.

### 2.1.8 Etablissement guichet

Les investisseurs souhaitant acquérir des Actions dans le cadre de l'offre sont tenus d'introduire, durant la période précitée, un ordre au moyen du bulletin inséré dans le présent prospectus auprès de l'établissement guichet cité ci-dessous où des prospectus avec bulletins peuvent être obtenus:



*Rue Marché aux Herbes 105  
1000 Bruxelles  
Tél. : +32 (0)2 512 40 81  
Fax : +32 (0)2 502 22 31*

Les ordres émanant des investisseurs peuvent également être introduits à l'intervention de tous autres établissements ou intermédiaires financiers membres d'Euronext Brussels (les "Membres").

Toute personne physique ou morale est habilitée à transmettre à Mélice & Cie ou aux Membres des ordres d'achat. Un même donneur d'ordres ne peut transmettre un ou plusieurs ordres qu'à un seul intermédiaire financier. Un ordre ne pourra être dissocié entre plusieurs intermédiaires financiers et devra être confié à un seul intermédiaire. Si Mélice & Cie constate ou est en possession d'éléments permettant de supposer que des ordres différents ont été introduits pour le même investisseur, elle se réserve le droit de considérer ces ordres comme nuls. Par ailleurs, les ordres dont l'importance quantitative pourrait compromettre la liquidité du marché secondaire pourraient ne pas être pris en compte, en tout ou en partie. Les ordres émanant des investisseurs doivent être libellés au prix de l'offre et dans les conditions fixées dans le présent prospectus. Ces ordres peuvent en outre faire l'objet d'une réduction totale ou partielle.

### 2.1.9. Répartition et réduction éventuelle

Il est prévu d'allouer l'Offre en deux tranches:

- 80 % des titres offerts dans le cadre de l'Offre, soit maximum 90.800 Actions, seront alloués par **REALCO** par l'intermédiaire de Mélice & Cie, afin de servir prioritairement les investisseurs qui souhaiteraient acquérir des Actions dans le cadre de l'offre par l'intermédiaire direct de Mélice & Cie ("l'Offre Prioritaire"), que ces ordres soient introduits directement auprès de Mélice & Cie ou qu'ils soient introduits par l'intermédiaire d'un Membre d'Euronext où les investisseurs ont un compte;
- 20 % des titres offerts dans le cadre de l'Offre, soit maximum 22.700 Actions, seront alloués par **REALCO** par l'intermédiaire des autres établissements ou intermédiaires financiers auprès desquels les investisseurs pourraient introduire des ordres d'achat, ou par l'intermédiaire de Mélice & Cie pour les ordres qui n'auraient pas été servis dans le cadre de l'Offre Prioritaire à la clôture de celle-ci ("l'Offre Non Prioritaire").

Il est également prévu que Mélice & Cie et Mélice Stock Market, en accord avec **REALCO**, pourront en cours d'offre attribuer à l'une de ces deux offres les Actions qui n'auraient pas été attribuées dans le cadre de l'autre offre. Il est également prévu que, si l'application d'un éventuel taux de réduction n'aboutissait pas à un nombre entier d'Actions, ce nombre sera arrondi au nombre entier inférieur. L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que les ordres introduits dans le cadre de l'Offre Non Prioritaire pourront être servis dans leur totalité et qu'ils doivent par conséquent s'assurer de disposer de moyens financiers suffisants.

### 2.1.9.1 L'Offre Prioritaire

Les ordres qui seront introduits durant la période de l'Offre Prioritaire directement auprès de Mélice & Cie seront honorés prioritairement à concurrence d'un nombre maximum de 90.800 Actions. Dès que le nombre total d'Actions pour lesquelles des ordres auront été valablement introduits atteindra ce seuil, l'Offre Prioritaire sera clôturée anticipativement. Les investisseurs peuvent participer à l'Offre Prioritaire pour un plus grand nombre d'Actions, mais pour le surplus, leurs ordres seront soumis aux mêmes règles que l'Offre Non Prioritaire. Le résultat de l'Offre Prioritaire pourra faire l'objet d'un avis publié par Euronext Brussels.

Pour participer à l'Offre Prioritaire, les investisseurs ne détenant pas de compte auprès de Mélice & Cie devront demander à leur intermédiaire financier de passer leur ordre via Mélice & Cie. Il appartiendra donc à cet intermédiaire financier de transférer les ordres qu'il reçoit avant la clôture de l'Offre Prioritaire auprès de Mélice & Cie.

### 2.1.9.2 L'Offre Non Prioritaire

Les ordres qui seraient introduits durant la période de l'Offre Non Prioritaire auprès des Membres d'Euronext Brussels et de Mélice & Cie seront transmis par ces derniers à Euronext Brussels au plus tard à la clôture de l'Offre, soit au plus tard le 29 juin 2006 (sauf en cas de clôture anticipée de l'Offre), à l'heure fixée par Euronext Brussels et communiquée par cette dernière dans l'avis publié à cet effet le 1<sup>er</sup> juin 2006 (sauf en cas de clôture anticipée de l'Offre Non Prioritaire). Cette date pourra être modifiée par Euronext Brussels, moyennant un préavis minimum de un jour. La validité de ces ordres d'achat est limitée à la seule journée de l'introduction.

Les ordres qui seraient introduits durant la période de l'Offre Non Prioritaire seront centralisés par Euronext Brussels, qui déterminera au vu de ceux-ci le nombre total d'Actions demandées:

- si le nombre de titres demandés est inférieur au nombre de titres offerts, les ordres seront satisfaits à 100 %. Si toutefois l'état du marché ne permettait pas de servir les donneurs d'ordres dans des conditions satisfaisantes, Euronext Brussels, en accord avec Mélice & Cie, Mélice Stock Market et **REALCO**, pourra reporter l'introduction à une date ultérieure. **REALCO** n'a pas prévu de limite minimale en deçà de laquelle l'introduction serait reportée à une date ultérieure;
- si le nombre de titres demandés est supérieur au nombre de titres offerts, après consultation de Mélice & Cie, Mélice Stock Market et **REALCO**, Euronext Brussels décidera du taux de service des ordres, étant entendu que ce taux ne peut être inférieur à 1 %. Cette réduction s'opèrera selon des règles objectives visant à favoriser une évolution harmonieuse du marché par une diffusion adéquate des Actions.

Suite à cette centralisation des ordres, Euronext Brussels informera chaque Membre d'Euronext Brussels du nombre de titres qui lui aura été alloué et générera les transactions correspondantes vers les systèmes de règlement-livraison. Euronext Brussels publiera par ailleurs un avis de résultat. Cet avis précisera le taux de réduction éventuel appliqué aux ordres d'achat. Les résultats de l'Offre Prioritaire et de l'Offre Non Prioritaire et, le cas échéant, la répartition des Actions seront publiés dans la presse financière dans les trois jours suivant la clôture de l'Offre.

### 2.1.9.3. Paiement des Actions

Les Actions souscrites dans le cadre de l'Offre seront payées irrévocablement à Mélice & Cie le jour de la signature du bulletin de souscription ; le montant à payer étant le nombre d'actions souscrit multiplié par 8,95 EUR.

En cas de sursouscription et de répartition des titres demandés, Mélice & Cie effectuera le remboursement du solde sur le compte indiqué par le souscripteur dans le bulletin de souscription et ce au plus tard le jour de la date de la première négociation des actions **REALCO** en Bourse.

Mélice et Cie s'engage à n'agir qu'en qualité de mandataire et à verser la totalité des souscriptions récoltées dans le cadre de l'Offre à **REALCO** dans les délais prévus au point 2.1.16, nonobstant tout litige éventuel avec **REALCO**.

#### 2.1.9.4. Forme et livraison des Actions

Les Actions acquises dans le cadre de l'offre sont au porteur, conformément aux statuts de **REALCO**.

Ces Actions seront initialement représentées par un ou plusieurs certificats globaux déposés auprès d'Euroclear Belgium. Les investisseurs sont invités à indiquer sur leur bulletin de souscription s'ils souhaitent recevoir leurs Actions, dans la mesure où celles-ci sont disponibles, sous la forme d'une inscription en compte ou par livraison physique de titres au porteur.

Si la forme d'une inscription en compte est choisie, les Actions seront livrées par inscription en compte contre paiement le 7 juin 2006, ou aux alentours de cette date, sur les comptes titres des investisseurs par le biais d'Euroclear Belgium.

Si la livraison physique des Actions est choisie, les Actions concernées resteront représentées par des certificats au porteur globaux, et seules des livraisons par inscription en compte et des règlements par inscription en compte seront possibles jusqu'à ce que la livraison physique se produise (laquelle est attendue dans les trois mois à compter du jour de l'admission des Actions sur le Marché Libre).

Les actionnaires qui demandent la livraison physique des Actions devront supporter les taxes et les frais qui en découlent, lesquels consistent, entre autres, en des frais d'impression, une taxe de 0,6 % sur la livraison physique de titres au porteur acquis sur le marché secondaire et des frais de livraison matérielle des titres par l'établissement financier. Ces derniers s'élèvent environ à 20 EUR (augmentés d'une taxe sur la valeur ajoutée éventuellement applicable) par livraison demandée aux guichets de Mélice & Cie. Les investisseurs sont invités à se renseigner sur les frais qui pourraient être demandés par d'autres établissements financiers.

Comme le prévoit la loi du 14 décembre 2005 relative à la suppression des titres au porteur, les actions cotées sur un marché réglementé inscrites en compte-titres au 1<sup>er</sup> janvier 2008 seront converties de plein droit en titres dématérialisés. Les détenteurs de telles actions au porteur non inscrites en comptes-titres seront quant à eux tenus d'en demander la conversion en titres dématérialisés au 31/12/2012 au plus tard. Cette demande devra être introduite auprès d'un titulaire de comptes agréé ou de l'organisme de liquidation. Cette demande ne sera toutefois recevable que si les titres dont la conversion est demandée sont remis au titulaire de compte agréé ou à l'organisme de liquidation. La conversion aura lieu par inscription des titres en compte-titres. A l'échéance finale du délai précité, les actions au porteur précitées dont la conversion n'a pas été demandée, seront converties de plein droit par la société en titres dématérialisés et inscrites au crédit d'un compte-titres.

La conversion de plein droit au 1<sup>er</sup> janvier 2008 en titres dématérialisés telle que prévue par la loi du 14 décembre 2005 précitée n'est cependant pas applicable aux actions **REALCO**, le Marché Libre n'étant pas un marché réglementé. Cependant, il est possible qu'Euroclear Belgium exigera, pour liquider des ordres d'achat et de vente sur ces actions à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008, que cette conversion en titres dématérialisés soit imposée par **REALCO**.

Dans l'intervalle, les investisseurs qui souhaitent obtenir la conversion de leurs titres au porteur en titres dématérialisés sont invités à se renseigner auprès de l'organisme de compensation sur les modalités afférentes à une telle conversion.

#### 2.1.10. Service financier

Mélice & Cie assurera le service financier des Actions. Le service financier comprend le paiement des dividendes et le dépôt des Actions en prévision de la participation aux assemblées générales des actionnaires. Mélice & Cie ne demandera aux titulaires des Actions aucun frais pour la fourniture de ces services, mais les investisseurs ont toute liberté de s'adresser à un autre établissement financier pour, entre autres, encaisser des dividendes ou déposer des Actions en prévision d'une participation à une assemblée générale. Il convient que les investisseurs s'informent eux-mêmes des montants que d'autres intermédiaires financiers pourraient leur réclamer à ce titre.

#### 2.1.11. Jouissance des Actions

Les Actions offertes participeront aux résultats à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2006. Les Actions provenant de l'exercice éventuel des Warrants participeront à la répartition des bénéfices éventuels à compter de l'exercice social commençant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'émission de ces Actions.

#### 2.1.12. Frais

Les frais inhérents à la souscription des Actions, lesquels sont estimés à 1,5% du prix de souscription, seront intégralement pris en charge par **REALCO**. Les frais éventuellement réclamés par des intermédiaires financiers autres que Mélice & Cie et auprès desquels des ordres de souscription des Actions seraient introduits sont à charge des investisseurs.

#### 2.1.13. Engagement de "best effort"

La bonne fin de l'Offre n'est pas garantie, d'une manière ou d'une autre, par Mélice & Cie, qui ne s'est engagée qu'à faire ses meilleurs efforts pour que la totalité des titres soit placée auprès du public, ne contractant qu'une obligation de moyens. **REALCO** se réserve par conséquent la possibilité d'annuler ou de réduire l'Offre et de renoncer à émettre tout ou partie des Actions offertes dans le cadre de l'Offre si toutes les Actions qui en font l'objet n'ont pas été placées à la date de clôture de l'Offre.

#### 2.1.14. Clause de Lock Up

Les Actionnaires de Contrôle détiendront ensemble 82,14% du capital de **REALCO** après l'admission des Actions sur le Marché Libre d'Euronext Brussels, à supposer que l'ensemble des Actions offertes dans le cadre de l'Offre soient souscrites. Les Actionnaires de Contrôle se sont engagés à ne pas céder un minimum de 51% des Actions en leur possession pendant un délai minimum de 2 ans à dater de l'admission des Actions sur le Marché Libre d'Euronext Brussels, hormis en cas de dépôt d'un avis d'OPA auprès de la CBFA conformément à l'arrêté royal du 8 novembre 1989.

#### 2.1.15. Droit applicable et compétence

La présente Offre est faite exclusivement en Belgique, et dans aucun autre Etat. Sous réserve des réglementations impératives applicables le cas échéant à l'offre et à la diffusion du prospectus à l'étranger, l'offre est régie par le droit belge. Tout litige en rapport avec cette opération sera soumis à la compétence exclusive du tribunal de commerce de Bruxelles.



### 2.1.16. Calendrier indicatif de l'offre

Approbation du prospectus par la CBFA:	23 mai 2006
Ouverture de l'Offre:	1 <sup>er</sup> juin 2006
Publication de l'avis d'Euronext Brussels:	1 <sup>er</sup> juin 2006
Clôture de l'Offre:	29 juin 2006 au plus tard ("T")
Publication de l'avis d'Euronext Brussels:	T + 1 jour ouvrable
Allocation des Actions:	T + 3 jours ouvrables
Date de centralisation des ordres par Euronext:	T + 3 jours ouvrables
Date de livraison:	T + 6 jours ouvrables
Date de 1 <sup>ère</sup> négociation:	T + 7 jours ouvrables

### 2.1.17. Contrat d'animation de marché

Un contrat d'animation de marché sera conclu entre **REALCO** et Mélice & Cie. Ce contrat ne contiendra aucun engagement de positionnement dans le marché de la part de Melice & Cie.

## 2.2. Eléments d'appréciation du prix d'offre de 8,95 EUR par Action

La valorisation de **REALCO** a été réalisée sur base des éléments prévisionnels fournis par **REALCO**, notamment un business plan portant sur la période 2006–2015. Les valorisations établies ci-après sont dites "*pre-money*", soit avant augmentation de capital résultant de la souscription des Actions. Deux méthodes de valorisation ont été retenues.

### 2.2.1 Valorisation par actualisation de cash-flows

#### Méthodologie

La méthode de l'actualisation des cash-flows libres futurs permet de prendre en considération l'ensemble des facteurs qui caractérisent **REALCO** (risque, évolution de la rentabilité, normalisation des résultats,...).

Le cash-flow libre ("free cash-flow") se définit comme le résultat opérationnel net d'impôt (NOPLAT), duquel sont retirés les investissements, la variation du besoin de fonds de roulement et auquel on rajoute les amortissements. Les cash-flows libres sont actualisés à un taux représentatif du coût moyen pondéré du capital de la société (return moyen exigé par ses actionnaires et ses banquiers). La valeur ainsi obtenue est la valeur d'entreprise de **REALCO** ("Enterprise Value"), soit la valeur de la société en l'absence de dettes et de liquidités.

Les cash-flows libres sont considérés en deux périodes. Pendant la période de prévisions, ils sont calculés selon un business plan détaillé. Ensuite, la société est supposée garder un rythme de croisière, en effectuant les investissements nécessaires pour le maintien de son activité. Un taux de croissance constant est dès lors appliqué aux cash-flows libres.

Le coût des fonds propres est déterminé sur base des paramètres observés sur les marchés financiers à la date de l'évaluation. Il représente le taux de rendement exigé par des actionnaires pour un niveau de risque donné. Il se compose d'un taux sans risque et d'une prime de risque (prime de risque moyenne de marché, multipliée par le coefficient de risque relatif de la société, son coefficient bêta).

## Business Plan

Le business plan utilisé est celui fourni par **REALCO**, qui s'étend de 2006 à 2015 (voir chapitre 7.2 pour la période 2006-2011). Les principales hypothèses retenues sont :

- une croissance annuelle du chiffre d'affaires de 10 % en moyenne entre 2006 et 2009, puis de 7 % entre 2010 et 2015 ;
- des investissements en immobilisations corporelles représentant en moyenne 150.000 EUR par an sur l'horizon 2006-2008 et des investissements en immobilisations corporelles compris entre 220.000 et 390.000 EUR sur l'horizon 2009-2015, augmentés d'investissements en bâtiments industriels de 1.200.000 EUR entre 2007 et 2012, l'activité de **REALCO** n'étant que peu capitalistique. L'essentiel des investissements à venir seront financés par endettement.

A l'issue de l'horizon 2006-2015, **REALCO** est supposée évoluer en rythme de croisière et connaître une croissance du cash-flow libre à l'infini de 2 % par an. Sur cette base a été calculée une valeur résiduelle de **REALCO**.

Le business plan ne tient pas compte d'acquisitions que **REALCO** pourrait être amené à réaliser dans les prochains exercices et n'inclut pas d'éventuelles distributions de dividendes. Il ne tient par ailleurs pas compte de l'impact de l'introduction en bourse (diminution probable des charges financières), ni des intérêts notionnels, etc.).

## Paramètres d'évaluation

Taux d'actualisation des cash-flows sur l'horizon 2006-2015 :

Taux sans risque : 3,75 % (taux posé par hypothèse)

Prime de risque de marché : 5 %

Bêta retenu : 1,3

(malgré la forte diversification des produits **REALCO** et le fait que les produits **REALCO** sont peu cycliques)

Prime d'illiquidité : 2 %

**Coût des fonds propres :** 12,25 %

Taux d'endettement : 4,5 % (taux retenu à la date du 31 mars 2006)

Taux d'impôt : 34 %

**Coût des fonds empruntés :** 3,3 %

Rapport fonds propres/fonds empruntés : 55 % / 45 % (structure cible)

**Coût moyen pondéré du capital :** 8,09 %

## Chiffres clés issus du business plan (EUR)

RÉSULTATS CONSOLIDÉS	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Chiffres d'affaires	5.640.219	6.220.781	6.864.102	7.460.434	8.009.848	8.544.838
EBIT	170.237	361.282	457.549	467.190	528.441	604.168
Impôts	-57.880	-122.836	-155.567	-158.845	-179.670	-205.417
NOPLAT	112.356	238.446	301.982	308.346	348.771	398.751
Amortissements	223.169,0	249.642,0	291.844,0	322.368,0	337.455,0	331.255,0
Investissements	-150.000,0	-525.000,0	-550 000,0	-220.000,0	-242.000,0	-266.000,0
Variation du BFR	-85.057,2	-79.491,2	-87.385,1	-80.357,5	-73.533,2	-71.186,9
FREE OPERATING CASH-FLOW	100.468	-116.403	-43.559	330.356	370.693	392.819

<b>Somme des Free Cash-Flow actualisé</b>		<b>1 501 132</b>
<b>Valeur Terminale actualisée (sur la période de prévision)</b>		<b>4 649 143</b>

Soit 75 % de la valeur totale

<b>VALEUR TOTALE</b>		<b>6 150 275</b>
----------------------	--	------------------

<b>Dettes nettes au 31/12/2005</b>		<b>276 505</b>
------------------------------------	--	----------------

<b>VALEUR FINALE</b>		<b>5 873 770</b>
----------------------	--	------------------

Les actions **REALCO** offertes dans le cadre du présent Prospectus sont offertes au prix de 8,95 EUR par action, ce qui valorise **REALCO** à environ 4.673.000 EUR. Par comparaison avec la valorisation de **REALCO** obtenue sur base de la méthode des discounted cash-flows, soit 5.873.770 EUR, le prix d'émission de 8,95 EUR représente une décote de l'ordre de 20 %.

## 2.2.2 Valorisation par application de multiples boursiers de sociétés comparables

### Méthodologie

La méthode consiste à appliquer à des données issues du compte de résultats ou du bilan de **REALCO** des multiples déduits d'un échantillon international de valeurs cotées du secteur le plus proche des activités de **REALCO**. Les ratios retenus pour l'évaluation de **REALCO** mettent en rapport :

- le cours de bourse et le résultat net après impôts ("Price/Earnings" ou "P/E"),
- la valeur de l'entreprise (somme de la valeur de marché de ses fonds propres et de son endettement net) et son résultat opérationnel ("Enterprise Value/Earnings Before Interest and Tax" ou "EV/EBIT")
- la valeur de l'entreprise et son cash-flow d'exploitation ("Enterprise Value/Earnings Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization" ou "EV/EBITDA").

### Constitution de l'échantillon de sociétés comparables

Un échantillon de valeurs opérant dans le secteur de la biotechnologie et plus particulièrement dans le secteur du nettoyage et de l'épuration des eaux a été retenu. Cet échantillon comprend essentiellement des grands groupes internationaux, pour lesquels des multiples prévisionnels sont publiés par FactSet-JCF Finance. Le principal concurrent de **REALCO** sur le marché belge n'a pas pu être pris en compte car il s'agit d'une société non cotée. On relèvera cependant que cet échantillon n'est pas réellement comparable, dans la mesure où les sociétés constituant l'échantillon de référence sont essentiellement des sociétés en phase de maturité, à la croissance probablement plus limitée que **REALCO**.

### Description des entreprises de l'échantillon (sources : Boursorama.com, Bloomberg.com et Euronext.com)

- **Procter & Gamble** : Procter & Gamble figure parmi les leaders mondiaux de la fabrication et de la commercialisation de produits de grande consommation. Procter & Gamble réalise 26,5% de son chiffre d'affaires dans les produits d'entretien (liquides vaisselle, détergents, lessives, détachants, adoucissants, eaux de javel, etc.) sous des marques telles que Ariel, Dash, Tide, Mr Propre, Febreze, Bonux, Ace, etc. (le reste du chiffre d'affaires provient de produits de beauté, de santé et d'hygiène, et de cafés et de snacks). La répartition géographique du chiffre d'affaires de Procter & Gamble est la suivante : Amérique du Nord (48 %), Europe (24 %), Asie (5 %) et autres (23 %);
- **Novozymes** : Novozymes est le leader mondial dans la production d'enzymes (44 % de part de marché) et de micro-organismes destinés au monde industriel. La production d'enzymes représente 95,1 % du chiffre d'affaires, que ce soit à destination des industries techniques (62,1 % du chiffre d'affaires de la branche;

détergents, amidon, cuir, dentifrice, produits javellisants, protéines pharmaceutiques), de l'alimentation (25,1% ; brassage de la bière, pâtisserie, alcool, jus de fruits, matières grasses, huiles, produits laitiers) et de l'alimentation animale (12,8% ; enzymes utilisées pour améliorer la digestion de certains aliments). Le groupe produit plus de 100 types d'enzymes et de micro-organismes dans ses unités de production implantées au Danemark, aux États-Unis, en Chine, au Brésil, en Suède et en Suisse ;

- **Johnson & Johnson** : Fondé en 1887, Johnson & Johnson est l'un des premiers groupes pharmaceutiques mondiaux. Opérant dans 57 pays, le groupe s'organise autour de trois pôles : les produits pharmaceutiques (46,7% du CA), les produits professionnels (35,7%) et les produits de grande consommation (17,6%). A fin 2004, Johnson & Johnson disposait de 141 unités de production à travers le monde. Géographiquement, le CA se répartit comme suit : Etats-Unis (58,7%), Europe (23,5%), Asie-Pacifique / Afrique (12,3%) et autres (5,5%).

#### Multiples boursiers observés pour les sociétés de l'échantillon (source FactSet-JCF Finance)

PRICE / EARNINGS	2005	2006 e	2007 e
Procter & Gamble	22,1	16,9	18,9
Johnson & Johnson	15,8	14,4	13,3
Novozymes	26,6	30,7	27,2
MOYENNE	21,5	20,6	19,8

EV / EBIT	2005	2006 e	2007 e
Procter & Gamble	17,2	14,2	12,6
Johnson & Johnson	11,1	10,1	9,2
Novozymes	17,6	22,3	21,1
MOYENNE	15,3	15,5	14,3

EV / EBITDA	2005	2006 e	2007 e
Procter & Gamble	14	12	11,3
Johnson & Johnson	9,5	8,6	7,9
Novozymes	12,6	16,2	15,2
MOYENNE	12	12,2	11,4

#### Valorisation sur base du Price / Earnings

PRICE / EARNINGS	2005	2006 e	2007 e
Earnings REALCO	290.318	88.427	222.749
Multiple	21,5	20,6	19,8
Valorisation	6.241.837	1.821.596	4.410.430
MOYENNE	4.157.954		

#### Valorisation sur base du EV/ EBIT

EV/ EBIT	2005	2006 e (*)	2007 e (*)
EBIT REALCO	299.671	89.906	278.924
Multiple	15,3	15,5	14,3
EV	4.584.966	1.393.543	3.988.613
Dettes	-276 505	-276 505	-276 505
Valorisation	4.308.461	1.117.038	3.712.108
MOYENNE	3.045.869		

(\*) situation nette des dettes arrêtées au 31.12.2005

#### Valorisation sur base du EV/EBITDA

EV/ EBITDA	2005	2006 e (*)	2007 e (*)
EBITDA REALCO	536.519	312.906	512.924
Multiple	12	12,2	11,4
EV	6.438.228	3.817.453	5.847.334
Dettes	-276 505	-276 505	-276 505
Valorisation	6.161.723	3.540.948	5.570.829
MOYENNE	5.091.166		

(\*) situation nette des dettes arrêtées au 31.12.2005

Les résultats obtenus selon les trois méthodes ci-dessus donnent une valorisation moyenne de **REALCO** de 4.098.330 EUR. On observera cependant que ce résultat, même s'il traduit une décote par rapport à la valorisation de **REALCO** d'environ 4.673.000 EUR sur base d'un prix d'émission de 8,95 EUR, occulte le fait que l'échantillon de référence est constitué de sociétés de grandes tailles et matures, tandis que **REALCO** a connu une croissance moyenne du chiffre d'affaires de plus de 12% par an entre 2001 et 2005 et anticipe une croissance importante (voy. les hypothèses de croissance qui sous-tendent au business plan au point 2.2.1). Il occulte par ailleurs le fait que, pour atteindre de tels résultats, **REALCO** doit faire de très lourds investissements. Ceci explique que, si l'on valorise **REALCO** sur base du seul ratio EV/EBITDA, on retrouve des résultats forts proches de ceux obtenus sur base du DCF.

## 2.3. Renseignements concernant les Actions faisant l'objet de l'offre

### 2.3.1 Nature des Actions (article 12 des statuts)

Les Actions sont nominatives, au porteur ou dématérialisées..

Sur demande écrite de l'actionnaire, le conseil d'administration doit toutefois convertir les Actions au porteur en Actions nominatives ou les Actions nominatives en Actions au porteur. Cette conversion se fera aux frais de l'actionnaire qui en fait la demande.

Les Actions au porteur sont signées par deux administrateurs au moins; ces signatures peuvent être remplacées par des griffes. La conversion des Actions au porteur en Actions nominatives s'effectue par une inscription dans le registre des Actions, datée et signée par l'actionnaire ou son mandataire, et deux administrateurs de **REALCO**.

Il est tenu au siège social un registre des Actions nominatives dont tout actionnaire peut prendre connaissance. La preuve de la propriété des Actions nominatives est établie exclusivement par l'inscription dans le registre des Actions. La cession d'Actions nominatives s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur le dit registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par un fondé de pouvoirs ainsi que suivant les règles sur le transport de créances ou toute autre méthode autorisée.

Un registre est également établi pour d'éventuels droits de souscription, parts bénéficiaires et obligations.

Les titres au porteur inscrits en compte au 1<sup>er</sup> janvier 2008 sont de plein droit convertis en titres dématérialisés.

### 2.3.2 Cessibilité des Actions

Les Actions sont librement cessibles.

### 2.3.3 Valeur nominale des Actions

Les Actions sont sans mention de valeur nominale.

### 2.3.4 Droits attachés aux Actions

#### 2.3.4.1. Exercice des droits afférents aux Actions (articles 13 et 14 des statuts)

Les droits et obligations attachés à un titre le suivent en quelques mains qu'il passe.

Les créanciers ou héritiers d'un actionnaire ne peuvent, sous aucun prétexte, demander le partage ou la licitation des biens et valeurs de **REALCO**, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration, ni provoquer l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de **REALCO**, frapper ces derniers d'opposition, demander le partage ou la licitation du fonds social.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux comptes annuels et aux délibérations de l'assemblée générale.

Les titres sont indivisibles à l'égard de **REALCO**.

S'il y a plusieurs propriétaires d'un titre ou s'il fait l'objet d'un usufruit ou d'un gage, le conseil d'administration a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée comme étant propriétaire de ce titre à l'égard de **REALCO**.

En cas de démembrement de la propriété d'un titre entre un nu-propriétaire et un usufruitier, l'usufruitier exerce les droits sociaux afférents à ce titre.

**REALCO** ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Action nominative en ce qui concerne l'exercice des droits y afférents, à savoir le propriétaire dont le nom est inscrit dans le registre des Actions.

Le droit de vote d'Actions mises en gage est exercé par le propriétaire constituant du gage, sauf lorsque le contrat de gage en dispose autrement.

Les dispositions du présent article sont également d'application pour les obligations, parts bénéficiaires et droits de souscription émis par **REALCO**.

#### 2.3.4.2. Admission aux assemblées (article 35 des statuts)

Pour être admis à l'assemblée générale, et pour autant que le conseil d'administration l'exige dans les convocations, tout propriétaire de titres nominatifs doit communiquer au conseil d'administration son intention de participer à l'assemblée générale, dans le délai indiqué dans la convocation.

Pour être admis à l'assemblée générale, et pour autant que le conseil d'administration l'exige dans les convocations, tout propriétaire de titres au porteur doit effectuer le dépôt de ses titres à l'endroit et dans le délai indiqués dans la convocation.

#### 2.3.4.3. Droit de vote (articles 36, 39, 40 et 41 des statuts)

Chaque Action donne droit à une voix. Les détenteurs d'obligations et de droits de souscription peuvent assister à l'assemblée générale mais avec voix consultative seulement.

Tout propriétaire de titres peut donner procuration, par lettre, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen écrit, pour le représenter à l'assemblée générale, pourvu que celui-ci ait accompli les formalités éventuellement requises pour être admis à l'assemblée. Le mandataire ne doit pas être actionnaire. Un mandataire peut représenter plus d'un actionnaire.

La procuration contient, à peine de nullité, l'ordre du jour, avec une indication des sujets à traiter ainsi que les propositions de décisions, la demande d'instruction pour l'exercice du droit de vote sur chacun des sujets à l'ordre du jour et l'indication du sens dans lequel le mandataire exercera son droit de vote en l'absence d'instructions de l'actionnaire.

Chaque époux peut être représenté par son conjoint: les mineurs, interdits ou autres incapables agissent par leurs représentants légaux.

Le conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui, dans le délai indiqué dans la convocation.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

L'assemblée générale peut valablement délibérer et voter sans égard à la part du capital social présente ou représentée, excepté dans les cas où le Code des sociétés impose un quorum de présence.

L'assemblée générale ne peut délibérer sur les points ne figurant pas à l'ordre du jour sauf si tous les actionnaires sont présents personnellement à l'assemblée générale et décident à l'unanimité de délibérer sur ces points.

Pour autant que la divulgation d'informations ne soit pas de nature à causer un préjudice grave à **REALCO**, aux actionnaires ou au personnel de **REALCO**, les administrateurs répondent aux questions qui leur sont posées par les actionnaires au sujet de leur rapport de gestion ou des points portés à l'ordre du jour. Le(s) commissaire(s) répond(ent) aux questions qui lui (leur) sont posées par les actionnaires au sujet de son (leur) rapport.

Sauf dans les cas prévus par la loi, les décisions sont prises, quelque soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité simple des voix valablement exprimées, sans tenir compte des abstentions. En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité simple des voix, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas de parité de voix au scrutin de ballottage, le candidat le plus âgé est élu.

Les votes se font à main levée ou par appel nominal à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité simple des voix émises.

Ce qui précède n'exclut pas le droit de chaque actionnaire de voter par lettre, en utilisant un formulaire reprenant les indications suivantes: (i) identification de l'actionnaire; (ii) nombre de voix attribuées; (iii) pour chaque décision devant être prise par l'assemblée générale en vertu de l'agenda: "oui", "non" ou "abstention".

Lorsque l'assemblée doit décider d'une augmentation ou d'une diminution du capital social, de la fusion ou de la scission de **REALCO** avec d'autres organismes, de l'émission d'obligations convertibles ou avec droit de souscription, de la dissolution anticipée ou de toute autre modification aux statuts, elle ne peut délibérer que si l'objet des modifications proposées est spécialement indiqué dans les convocations et si ceux qui assistent à l'assemblée représentent au moins la moitié du capital social.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la seconde assemblée délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée.

Aucune modification n'est admise si elle ne réunit pas les trois quarts des voix. Toutefois, lorsque la délibération porte sur la modification de l'objet social, sur l'acquisition par **REALCO** de ses propres titres, sur la modification des droits respectifs de catégorie de titres, sur la dissolution anticipée de **REALCO**, sur le cas où l'actif net est réduit du chef de pertes des trois quarts du capital ou sur la transformation de **REALCO**, l'assemblée n'est valablement constituée et ne peut statuer que dans les conditions de présence et de majorité requises par les dispositions du Code des Sociétés.

#### **2.3.4.4. Amortissement du capital (article 10 des statuts)**

Le capital social peut être amorti sans être réduit par remboursement aux titres représentatifs de ce capital d'une partie des bénéfices distribuables en vertu des dispositions du Code des Sociétés.

#### **2.3.4.5. Réduction du capital (article 11 des statuts)**

Toute réduction de capital ne peut être décidée que par décision de l'assemblée générale délibérant conformément aux dispositions du Code des Sociétés, moyennant le traitement égal des actionnaires qui se trouvent dans des conditions identiques.

Les convocations indiquent la manière dont la réduction proposée sera opérée et le but de l'opération.

En cas de réduction de capital pour cause d'assainissement, le capital peut être réduit en-dessous du capital minimum légal mais cette décision ne sortira ses effets qu'au moment de l'augmentation de capital portant le capital social au minimum légal.

#### **2.3.4.6. Droit à la distribution de dividendes (articles 46 et 47 des statuts)**

Le bénéfice annuel net de **REALCO** est déterminé conformément aux dispositions légales.

Sur ce bénéfice, il est prélevé tout d'abord au minimum cinq pour cent pour la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social; il doit être repris si la réserve légale vient à être entamée.

Le solde restant recevra l'affectation que lui donnera l'assemblée générale statuant à la majorité des voix sur proposition du conseil d'administration, dans les limites imposées par les articles 617 à 619 du Code des sociétés. Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice du dernier exercice clôturé, augmenté du report bénéficiaire ainsi que des prélèvements effectués sur des réserves distribuables et diminué des pertes reportées et des réserves légales et indisponibles créées par application de la loi ou des statuts.

Aucune distribution ne peut être faite si, à la date de clôture du dernier exercice, l'actif net tel qu'il résulte des comptes annuels est ou deviendrait inférieur au montant du capital libéré, augmenté de toutes les réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. Par actif net, il faut entendre le total de



l'actif tel qu'il résulte du bilan, déduction faite des provisions et pertes.

Le conseil d'administration peut, conformément aux dispositions du Code des sociétés, distribuer un acompte à imputer sur le dividende qui sera distribué sur les résultats de l'exercice; il fixe le montant de ces acomptes et la date de leur paiement.

Le paiement des dividendes se fait aux époques et endroits indiqués par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra sous sa responsabilité décider le paiement en espèces ou sous une autre forme d'acomptes sur dividendes par prélèvements sur le bénéfice de l'exercice en cours et fixer la date de leur paiement et ce conformément aux dispositions du Code des Sociétés.

Au cas où des dividendes distribués à des Actions nominatives ne seraient pas réclamés, le paiement de ces dividendes est prescrit en faveur de **REALCO** à l'expiration d'un délai de cinq ans à dater de la mise en paiement.

#### **2.3.4.7. Droit à la distribution en cas de liquidation (articles 50 et 51 des statuts)**

En cas de dissolution de **REALCO** pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation s'opère par les soins de liquidateurs nommés par l'assemblée générale et, à défaut de pareille nomination, la liquidation s'opère par les soins du conseil d'administration en fonction.

Sauf décision contraire, les liquidateurs agissent collectivement. Les liquidateurs ou le conseil d'administration disposent, à cette fin, des pouvoirs les plus étendus conformément aux articles 186 et suivants du Code des sociétés, sauf restrictions imposées par l'assemblée générale.

L'assemblée générale détermine les émoluments éventuels des liquidateurs et fixe le mode de liquidation, conformément aux articles 183 et suivants du Code des sociétés.

Chaque année, les liquidateurs soumettent à l'assemblée générale les résultats de la liquidation avec l'indication des causes qui ont empêché celle-ci d'être terminée. Ils se conformeront aux dispositions du Code des Sociétés relatives à la confection et au dépôt des comptes annuels. Les assemblées se réunissent sur convocations et sous la présidence du ou des liquidateurs conformément aux dispositions des présents statuts. Elles conservent le pouvoir de modifier les statuts et, le cas échéant, d'augmenter le capital. Lors de la première assemblée annuelle qui suivra leur entrée en fonction, les liquidateurs auront à mettre l'assemblée en mesure de statuer sur la décharge à donner aux derniers administrateurs et commissaires.

Les liquidateurs sont tenus de convoquer une assemblée générale chaque fois que des actionnaires représentant le cinquième du capital souscrit le demandent.

Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation ou consignation des sommes nécessaires à cet effet, l'actif net sert d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le montant libéré non amorti des Actions.

Le solde éventuel est réparti en parts égales entre toutes les Actions.

Si le produit net ne permet pas de rembourser toutes les Actions, les liquidateurs remboursent par priorité les Actions libérées dans une proportion supérieure jusqu'à ce qu'elles soient sur un pied d'égalité avec les Actions libérées dans une moindre proportion ou procèdent à des appels de fonds complémentaires à charge des propriétaires de ces dernières.

#### **2.3.4.8. Droit à se prononcer sur la dissolution de la société (art. 48 des statuts)**

Si, par suite de pertes, l'actif net est réduit à un montant inférieur à la moitié du capital souscrit, les administrateurs doivent soumettre la question de la dissolution de **REALCO** et éventuellement proposer d'autres mesures à l'assemblée générale, conformément à l'article 633 du Code des sociétés.

Si, par suite de pertes, l'actif net est réduit à un montant inférieur au quart du capital souscrit, la dissolution pourra être prononcée par le quart des voix émises à l'assemblée.

Lorsque l'actif net est réduit à un montant inférieur au minimum légal, tout intéressé peut demander au tribunal la dissolution de **REALCO**. Le tribunal peut, le cas échéant, accorder à **REALCO** un délai en vue de régulariser sa situation.

#### 2.3.4.9. Augmentation de capital et droit de préférence (articles 7 et 8 des statuts)

Le capital social peut être augmenté par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant conformément aux dispositions du Code des Sociétés. Toutefois, il est interdit à **REALCO** de souscrire directement ou indirectement à sa propre augmentation de capital, conformément aux dispositions du Code des Sociétés. Lors de toute augmentation de capital, le conseil d'administration fixe le taux et les conditions d'émission des Actions nouvelles, à moins que l'assemblée générale n'en décide elle-même.

En cas d'émission d'Actions sans mention de valeur nominale en-dessous du pair comptable des Actions existantes, la convocation à l'assemblée générale doit le mentionner expressément.

En cas d'augmentation de capital avec création de prime d'émission, le montant de cette prime doit être intégralement libéré à la souscription. Celle-ci doit en outre être comptabilisée sur un compte de réserve indisponible qui ne peut être réduit ou supprimé que par une décision de l'assemblée générale délibérant selon les dispositions prévues pour la modification des statuts. La prime d'émission aura, au même titre que le capital, la nature d'un gage commun au profit des tiers.

En cas d'augmentation de capital par apport en numéraire, les titulaires d'obligations convertibles ou avec droit de souscription peuvent obtenir la conversion de leurs titres ou exercer leur droit de souscription et participer éventuellement à la nouvelle émission en qualité d'actionnaires, dans la mesure où ce droit appartient aux actionnaires anciens.

En cas d'augmentation de capital à souscrire en espèces, les Actions nouvelles sont offertes par préférence aux actionnaires proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs Actions au jour de l'émission, dans le délai et aux conditions fixées par l'assemblée générale, ou le conseil d'administration dans le cadre du capital autorisé.

L'assemblée décide si le non-usage total ou partiel par un actionnaire de son droit de souscription préférentielle a, ou ont, pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

L'exercice du droit de souscription préférentielle est organisé conformément au prescrit légal.

Si l'augmentation de capital est décidée par l'assemblée générale, celle-ci peut, dans l'intérêt social et moyennant le respect des conditions prévues aux articles 595 et suivants du Code des sociétés, aux conditions de quorum et de majorité prévues pour la modification des statuts, limiter ou supprimer le droit de souscription préférentielle.

Si l'augmentation de capital est décidée par le conseil d'administration dans le cadre du capital autorisé, celui-ci peut également, dans l'intérêt social et moyennant le respect des conditions prévues aux articles 595 et suivants du Code des sociétés, limiter ou supprimer le droit de souscription préférentielle au profit d'une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel de **REALCO** ou de ses filiales en respectant les conditions prévues par la loi, et prévoir un droit de priorité pendant une période de 10 jours en faveur des actionnaires.

Dans tous les cas, le conseil d'administration a la faculté de passer avec tous tiers, aux clauses et conditions qu'il avise, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des titres à émettre.

#### **2.3.4.10. Approbation des comptes (articles 43, 44 et 45 des statuts)**

A la clôture de l'exercice social, le conseil d'administration dressera l'inventaire, le bilan, le compte de résultats ainsi que les annexes légales.

Le conseil d'administration établit également un rapport dans lequel il rend compte de sa gestion de **REALCO**. Ce rapport de gestion comporte un commentaire sur les comptes annuels en vue d'exposer d'une manière fidèle l'évolution des affaires et la situation de **REALCO**, ainsi que les autres éléments requis par l'article 96 du Code des sociétés.

L'assemblée générale annuelle entend le rapport de gestion et le rapport des commissaires. L'assemblée générale discute les comptes annuels et statue sur l'adoption des comptes annuels.

Après l'adoption du bilan, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication fausse dissimulant la situation réelle de **REALCO** et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

Dans les trente jours de leur approbation par l'assemblée, le rapport de gestion, le rapport du commissaire, les comptes annuels ainsi que les documents prévus par les dispositions du Code des Sociétés, sont déposés par les soins du conseil d'administration la Banque Nationale de Belgique.

#### **2.3.4.11. Prescription des dividendes en Belgique**

Conformément à l'article 2277 du Code civil, le droit au paiement des dividendes est prescrit après cinq ans, seulement s'il s'agit de titres nominatifs. Dans le cas de titres au porteur, les dividendes ne sont en principe pas prescriptibles. **REALCO** a toutefois la possibilité, sur la base de la loi du 24 juillet 1921, modifiée par la loi du 22 juillet 1991, de déposer ces dividendes à la Caisse de Dépôts et de Consignations. Les dividendes ainsi déposés et non réclamés après trente ans sont acquis à l'Etat.

#### **2.3.4.12. Remplacement des Actions en cas de vol**

Ce régime est défini par la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur. Il prévoit que :

- l'opposition doit être notifiée à l'Office National des Valeurs Mobilières qui la publie dans le Bulletin des Oppositions. La signification d'opposition doit être opérée soit par lettre recommandée, soit par exploit d'huissier, soit par déclarations sur place;
- le paiement est suspendu et toute négociation de ces titres est frappée de nullité;
- les titres sont restitués au propriétaire dès qu'ils sont retrouvés;
- s'ils ne sont pas retrouvés, le paiement définitif des intérêts et dividendes et éventuellement du capital devenu exigible ou de toute distribution du capital ou boni de liquidation ou la délivrance d'un double des titres égarés sont obtenus après quatre ans.

#### **2.3.4.13. Régime fiscal des Actions**

Le chapitre suivant résume les principales caractéristiques du régime fiscal en vigueur pour les résidents belges qui ont la pleine propriété des Actions. Ce résumé est basé sur le droit fiscal belge (et ses interprétations) en vigueur à la date du présent prospectus et est donné sous réserve de modifications ultérieures de cette législation, éventuellement avec effet rétroactif.

L'attention du public est cependant attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un résumé des dispositions fiscales applicables, lesquelles sont susceptibles d'être modifiées, et que leur situation particulière doit être étudiée avec leur conseiller fiscal habituel.

Le présent résumé ne prend pas en compte et ne commente pas le droit fiscal de tout pays autre que la Belgique. Les acheteurs et les souscripteurs potentiels des Actions sont invités à consulter leurs conseillers fiscaux personnels à propos des conséquences fiscales belges et autres de l'achat, la propriété et la vente des Actions. Il ne décrit pas les aspects fédéraux et régionaux belges en matière de droits de succession et de donations. En outre, le présent résumé ne traite pas des aspects fiscaux belges applicables aux acheteurs potentiels soumis à des régimes fiscaux autres que ceux de la Belgique, ou qui s'ajoutent à celui-ci, et ne traite pas de toutes les catégories possibles de détenteurs de titres, dont certaines peuvent être soumises à des règles spéciales.

#### **2.3.4.14. Remarques générales concernant les dividendes**

Selon la législation fiscale actuelle, les dividendes d'actions payés par des sociétés belges sont soumis à une retenue à la source d'un précompte mobilier de 25 %.

Pour autant que la société qui distribue le précompte n'ait pas renoncé irrévocablement à cette réduction, le précompte mobilier peut sous certaines conditions être réduit de 25 % à 15 %.

**REALCO** ne satisfait pas aux conditions légales d'application du tarif réduit de 15 % pour l'ensemble de ses actions. **REALCO** a donc décidé de renoncer à la réduction du tarif du précompte mobilier à 15 % pour l'émission des actions faisant l'objet de l'appel à l'épargne public et donc de ne pas émettre de Strips VVPR (*Verlaagde Voorheffing*-Précompte Réduit). Dès lors, le précompte mobilier du dividende sera retenu au tarif normal, soit actuellement 25 % sur l'ensemble de ses Actions.

#### **2.3.4.15. Régime de la taxe sur les opérations de bourse (TOB) et de la taxe sur la livraison matérielle des titres au porteur (TLT)**

Le régime de la taxe sur les opérations de bourse (TOB) et de la taxe sur la livraison matérielle de titres au porteur (TLT) applicable aux Actions dépend de l'origine des titres concernés.

La souscription, c'est-à-dire l'achat sur le marché primaire (le marché des émissions de titres) d'une ou plusieurs des Actions provenant de l'augmentation du capital de **REALCO**, ne donne pas lieu au prélèvement d'une taxe sur les opérations de bourse (TOB).

La livraison sous forme matérielle de tout titre au porteur acquis au marché primaire ne donne pas lieu au prélèvement de la taxe sur la livraison matérielle de titres au porteur (TLT).

L'achat sur le marché secondaire d'une ou plusieurs des Actions est soumis à une taxe de 0,17 % sur les opérations de bourse (TOB), plafonnée à un maximum de 500 € par opération.

La livraison sous forme matérielle de tout titre acquis sur le marché secondaire donne lieu au prélèvement de la taxe de 0,6 % sur la livraison matérielle de titres au porteur.

#### **2.3.4.16. Personnes physiques résidant en Belgique**

##### **a) Dividendes**

Les dividendes distribués à une personne physique n'ayant pas investi dans les actions à titre professionnel, sont soumis à l'impôt sur les revenus belges, sur la base des principes suivants:

Un précompte mobilier de 25 ou 15 % selon le cas, est retenu sur le montant brut du dividende. Les bénéficiaires de ces dividendes ne doivent pas déclarer les revenus sur lesquels le précompte mobilier a déjà été retenu, mais ils en ont toujours le droit. Seules les personnes dont le revenu imposable est inférieur au minimum imposable peuvent tirer profit de la déclaration de dividendes sur lesquels le précompte mobilier belge a été retenu. Si aucun précompte mobilier de 25 ou 15 % selon le cas n'a été retenu, les dividendes en Belgique doivent être déclarés dans la déclaration fiscale annuelle.

Lorsqu'ils sont déclarés, ces dividendes font l'objet d'un impôt à un taux distinct de 25 ou 15 % selon le cas. Cet impôt sera augmenté des impôts locaux complémentaires en faveur des agglomérations et des communes qui varient généralement entre 6 et 9 % de l'impôt dû.

#### **b) Plus-values**

Les plus-values d'opérations sur valeurs mobilières, qui s'inscrivent dans la gestion normale du patrimoine privé, ne sont en principe pas imposables dans le chef d'une personne physique qui n'a pas investi dans ces valeurs mobilières à titre professionnel.

Les plus-values sur actions qui font partie d'une participation importante (plus de 25 % des droits dans la société, détenues à un moment quelconque durant les 5 dernières années directement ou indirectement par le cédant ou un membre de sa famille) réalisées à l'occasion d'une cession à titre onéreux à une personne morale résidente hors de l'UE, sont en principe soumises à un impôt de 16,5 % (à augmenter des impôts locaux complémentaires en faveur des agglomérations et des communes qui varient généralement entre 6 et 9 % de l'impôt dû). Dans ce cas, ces plus-values doivent être déclarées dans la déclaration fiscale annuelle.

Si les plus-values sont le résultat d'opérations spéculatives, elles sont imposées distinctement au taux de 33 % (à augmenter des impôts locaux complémentaires en faveur des agglomérations et des communes, qui varient généralement entre 6 et 9 % de l'impôt dû).

Les moins-values sur actions ne sont pas déductibles fiscalement, à moins qu'elles ne découlent d'opérations spéculatives, auquel cas elles peuvent être déduites des revenus réalisés à l'occasion de transactions spéculatives. Les pertes qui découlent de moins-values spéculatives peuvent être reportées pendant 5 périodes imposables.

### **2.3.4.17. Sociétés dont le siège social se trouve en Belgique**

#### **a) Dividendes**

Les dividendes payés à une société résidente belge sont en principe déductibles de la base imposable de l'impôt des sociétés à raison de 95 % du montant reçu, à condition que la société bénéficiaire détienne dans le capital de la société distributrice une participation, au moment de l'attribution ou de la mise en paiement du dividende, de 10 % au moins, ou dont la valeur d'investissement atteigne au moins 1,2 M € (le "régime RDT"). Les actions doivent avoir la nature d'immobilisations financières et avoir été détenues en pleine propriété pendant une période ininterrompue d'au moins un an.

Lorsque les conditions concernant le régime RDT ne sont pas remplies, la société bénéficiaire sera imposée sur les dividendes au tarif de l'impôt des sociétés.

En principe, un précompte mobilier de 25 ou 15 % selon le cas doit être retenu. Il peut être imputé sur l'impôt des sociétés dû et il sera, dans la mesure où il dépasse l'impôt devant réellement être payé, remboursé pour autant que la société bénéficiaire ait la pleine propriété des actions au moment de l'attribution ou de la mise en paiement du dividende et pour autant que cette attribution ou mise en paiement n'ait entraîné aucune réduction de valeur ou moins-value sur actions.

Les versements de dividendes à des sociétés mères qualifiées de l'UE sont exempts de précompte mobilier à condition que la société mère détienne une participation d'au moins 20 % dans le capital de la société filiale et que cette participation ait été conservée pendant une période ininterrompue d'au moins un an. Si, au moment de l'attribution des dividendes, cette participation minimale n'est ou n'a pas été conservée pendant une période ininterrompue d'au moins un an, la société peut quand même demander l'exemption si elle s'engage à conserver sa participation durant au moins un an à partir de l'acquisition.

#### **b) Plus-values**

Les plus-values réalisées sur les actions sont en principe exonérées de l'impôt des sociétés à condition que les revenus des actions remplissent les conditions requises pour bénéficier du régime RDT, sans que les conditions mentionnées au point a) ci-dessus ne doivent être remplies. Les moins-values sur actions ne sont, en principe, pas déductibles.

#### 2.3.4.18. Contribuables soumis à l'impôt des personnes morales

##### a) Dividendes

Les dividendes sont, en principe, soumis au prélèvement d'un précompte mobilier belge de 25 ou 15 % selon les cas. Cette retenue constitue l'imposition définitive pour le contribuable.

A défaut de prélèvement du précompte mobilier, le paiement du précompte mobilier doit être effectué par le bénéficiaire du dividende, qui doit remplir une déclaration de précompte mobilier dans les 15 jours suivant l'attribution ou la mise en paiement du dividende. Les dividendes sont censés être attribués le dernier jour de la période imposable au cours de laquelle ils ont été reçus par le bénéficiaire.

##### b) Plus-values

Les plus-values réalisées sur actions ne sont en principe pas imposables. Cependant, lorsque les actions font partie d'une participation importante (voir ci-dessus), la plus-value sera imposée dans certaines conditions à 16,5 % (à majorer des centimes additionnels en faveur des agglomérations et communes et qui varient généralement entre 6 et 9 % de l'impôt à payer et de l'impôt complémentaire de crise). Les moins-values sur les actions ne sont pas déductibles.

### 2.4. Admission des Actions aux négociations sur le Marché Libre

#### 2.4.1 Le Marché Libre

Le Marché Libre est un marché organisé par Euronext Brussels. Il ne constitue pas un marché réglementé au sens de l'article 2, 3° de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers. En conséquence, les émetteurs des instruments financiers admis à la négociation sur le Marché Libre ne sont pas tenus des obligations découlant de l'admission aux négociations sur un marché réglementé. Ceci implique notamment:

- l'obligation de publier des comptes annuels selon les normes comptables IAS/IFRS adoptées au niveau européen, pour les deux ou trois derniers exercices, n'est pas applicable aux sociétés admises sur le Marché Libre: ces dernières sont uniquement astreintes aux obligations comptables que leur impose leur forme sociale, sans exigence d'antériorité comptable;
- l'obligation de diffuser des informations à titre occasionnel (informations susceptibles d'influencer le cours de manière sensible) ou périodique (états financiers trimestriels, semestriels ou annuels) n'est pas non plus applicable aux sociétés admises sur le Marché Libre: ces dernières peuvent ne diffuser que les informations que leur impose le droit comptable et le droit des sociétés;
- les sociétés admises sur le Marché Libre n'ont aucune obligation d'adapter leurs structures de gouvernance pour se mettre en conformité par rapport au Code Lippens, ou, à défaut, d'exposer pourquoi elles entendent y déroger ("comply or explain"): elles peuvent se contenter de se conformer aux prescriptions du Code des sociétés;
- l'obligation que les dirigeants conservent les titres qu'ils détiennent au moment de l'introduction en bourse durant un certain temps n'est pas non plus applicable, sauf sur une base volontaire: l'opération peut être structurée selon la volonté des dirigeants de la société candidate.

Par contre, les interdictions pénales de manipulation de cours et de délit d'initié visées par les articles 39, § 2, 1° et 40, § 4, 1° de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers sont d'application sur le Marché Libre, conformément aux articles 7 et 8 de l'arrêté royal du 26 juin 2003 portant diverses dispositions relatives aux marchés secondaires d'instruments financiers.

#### 2.4.2 Les négociations sur le Marché Libre

Le Marché Libre est un marché organisé par Euronext Brussels. A cet effet, Euronext Brussels a édicté un certain nombre de règles destinées à préserver le bon fonctionnement, l'intégrité et la transparence de ce marché et à garantir la protection des intérêts des investisseurs. Ces règles peuvent être résumées comme suit:

- les transactions se font à l'unité, en un seul fixing par séance, à 15h00 (lignes principales) ou 15h30 (lignes secondaires), au comptant (l'acheteur est redevable des capitaux, le vendeur des titres, dès l'exécution de l'ordre);
- la diffusion et la confrontation des ordres d'achat et de vente et la transmission des données de marché y relatives se déroulent en utilisant les systèmes de négociation et de transmission d'information d'Euronext;
- Euronext Brussels peut prendre toute décision utile au bon fonctionnement du Marché Libre, et notamment décider de modifier les horaires de négociation, de suspendre de manière temporaire ou définitive la négociation d'une valeur dans l'intérêt du marché, d'annuler un cours, notamment en cas d'erreur manifeste, et en conséquence d'annuler l'ensemble des transactions effectuées à ce cours, etc.;
- si la comparaison des ordres dans le carnet central se traduit par une variation du cours du titre concerné de plus ou moins 10 %, celui-ci est automatiquement "réservé" (il n'est pas coté jusqu'au prochain fixing). Euronext Brussels édite alors un prix indicatif, qui peut être utilisé pour fixer les seuils que le titre ne pourra franchir sans être à nouveau réservé;
- les intermédiaires financiers peuvent traiter directement entre eux, de gré à gré, les titres admis sur le Marché Libre, sans en référer à Euronext;
- la compensation et le règlement-livraison peuvent se faire au travers des systèmes de LCH. Clearnet SA, d'Euroclear Belgium et d'Euroclear, le règlement-livraison s'effectuant trois jours après la négociation. Dans le cas contraire, les formalités d'inscription nominative et de radiation auprès de l'émetteur ou du prestataire chargé de l'administration de ses livres s'effectuent par ordre de mouvement à la diligence des Membres d'Euronext ayant négocié.

#### 2.4.3 L'admission des Actions sur le Marché Libre

L'accord d'Euronext Brussels pour l'admission sur le Marché Libre d'Euronext Brussels de la totalité des Actions représentatives du capital de **REALCO**, soit 655.700 Actions, a été demandé. Ces 655.700 Actions proviennent de 522.200 Actions ordinaires anciennes entièrement libérées et de 113.500 Actions nouvelles à provenir de l'augmentation de capital faisant l'objet de la présente offre. En outre, l'admission de 20.000 Actions nouvelles futures à provenir de l'exercice de 20.000 Warrants (voir 3.2.2) a également été demandée. En cas d'exercice de l'ensemble des Warrants, un total de 20.000 Actions sera admis sur le Marché Libre d'Euronext Brussels.

Cependant, l'admission à la négociation des Actions sur le Marché Libre d'Euronext Brussels ne deviendra effective qu'à compter du 10 juillet 2006, sauf clôture anticipée. Les Actions seront cotées sous le symbole REAL et circuleront sous le code ISIN suivant : BE0003841583.

La première négociation des Actions sur le Marché Libre d'Euronext Brussels s'effectuera à l'initiative et sous la responsabilité de Mélice & Cie, avec le concours de **REALCO**.





### 3. RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL CONCERNANT L'ÉMETTEUR ET SON CAPITAL

#### 3.1. Renseignements concernant l'émetteur

##### 3.1.1. Dénomination et siège social (articles 1 et 2 des statuts)

La société porte la dénomination de "**REALCO**". Le siège social est établi à 1348 Louvain-la-Neuve, Avenue Albert Einstein 15. Il pourra être transféré en tout autre endroit situé sur le territoire de la Région Wallonne, par simple décision du conseil d'administration qui a tous pouvoirs aux fins de faire constater authentiquement la modification des statuts qui en résulte. La société peut par simple décision du conseil d'administration établir des sièges administratifs ou d'exploitation, succursales, filiales et agences en Belgique ou à l'étranger.

##### 3.1.2. Forme juridique

**REALCO** est une société anonyme de droit belge, faisant ou ayant fait appel public à l'épargne au sens de l'article 438 du Code des sociétés.

##### 3.1.3. Constitution et durée

La société a été constituée le 7 juin 1991.

##### 3.1.4. Banque-Carrefour des Entreprises

Toute personne physique ou morale souhaitant exercer une activité commerciale en Belgique doit être inscrite auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises, et recevoir un numéro d'identification unique. En l'espèce, **REALCO** est identifiée sous le numéro: 0444.458.750 (RPM Nivelles).

##### 3.1.5. Exercice social (article 43 des statuts)

L'exercice social de **REALCO** débute le premier janvier pour se clôturer le trente et un décembre de chaque année.

##### 3.1.6. Assemblée générale

###### 3.1.6.1. Composition et pouvoirs (article 32 des statuts)

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires et des éventuels propriétaires de parts de fondateur.

Elle se compose de tous les propriétaires d'actions de capital et de parts de fondateurs qui ont le droit de voter par eux-mêmes ou par mandataires, moyennant l'observation des prescriptions légales et statutaires.

Les décisions prises par l'assemblée sont obligatoires pour tous les actionnaires, même pour les absents ou les dissidents.

###### 3.1.6.2. Réunions (article 33 des statuts)

L'assemblée générale ordinaire se réunit annuellement le dernier mardi du mois de mai à seize heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le premier jour ouvrable suivant autre qu'un samedi.

L'assemblée peut être convoquée extraordinairement, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige. Elle doit l'être sur la demande d'actionnaires représentant ensemble le cinquième du capital.

L'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire mentionne au moins les points suivants: la discussion du

rapport de gestion et, le cas échéant, du rapport du(es) commissaire(s), la discussion et l'approbation des comptes annuels, la répartition des bénéfices, la décharge à accorder au(x) administrateur(s) et au(x) commissaire(s) et, s'il y a lieu, la nomination d'administrateur(s) et de commissaire(s).

Les assemblées générales extraordinaires ou ordinaires se tiennent à l'endroit indiqué dans la convocation et, à défaut d'indication, au siège social.

Les détenteurs de droits de souscription et d'obligations convertibles sont autorisés à prendre connaissance des décisions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires au cours d'une réunion.

### **3.1.6.3. Convocations (article 34 des statuts)**

Toute assemblée générale, tant ordinaire qu'extraordinaire, réunissant l'intégralité des titres, pourra délibérer et statuer valablement sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement des formalités relatives aux convocations.

A défaut, l'assemblée générale, tant annuelle qu'extraordinaire, se réunit sur la convocation du conseil d'administration.

Les convocations contiennent l'ordre du jour ainsi que les propositions de décision, et sont faites conformément aux dispositions du Code des Sociétés.

Une copie de la convocation est adressée aux administrateurs et commissaire(s) éventuel(s).

Une copie des documents devant être mis à la disposition des actionnaires conformément à l'article 535 du Code des sociétés est jointe à la convocation envoyée aux détenteurs d'actions, parts de fondateur, obligations ou droits de souscription nominatifs, ainsi qu'aux administrateurs et commissaire(s) éventuel(s).

Les convocations adressées aux détenteurs de titres nominatifs sont considérées comme ayant été faites à la date d'envoi des lettres missives.

### **3.1.6.4. Bureau (article 37 des statuts)**

Toute assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, par un vice-président ou, à leur défaut par l'administrateur-délégué.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-avant citées, l'assemblée est présidée par le plus fort actionnaire présent et acceptant ou par le plus âgé de ceux-ci s'il y en a plusieurs de même importance. Il est assisté par les administrateurs présents.

Le président désigne le secrétaire, qui ne doit pas nécessairement être actionnaire ou administrateur.

L'assemblée choisit au moins un scrutateur si le nombre d'actionnaires présents le permet.

Les administrateurs présents complètent le bureau.

Le bureau établit avant toute décision une liste des présences, laquelle doit être signée par tout actionnaire, titulaire de titres ou mandataire présent, indiquant l'identité des actionnaires et le nombre d'actions avec droit de vote qu'ils représentent.

### **3.1.6.5. Prorogation de l'assemblée (article 38 des statuts)**

La décision relative à l'approbation des comptes annuels peut, séance tenante, être prorogée à trois semaines, par décision du conseil d'administration.

Une éventuelle prorogation n'affecte pas les autres décisions prises, sauf décision contraire de l'assemblée générale. L'assemblée générale suivante peut arrêter définitivement les comptes annuels.

#### 3.1.6.6. Procès-verbaux (article 42 des statuts)

Les procès-verbaux de l'assemblée générale sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies à produire en justice ou ailleurs sont signées par un administrateur.

#### 3.1.7. Consultation des documents sociaux

Les comptes sociaux de **REALCO** sont déposés à la Banque Nationale de Belgique. Les statuts peuvent être obtenus au greffe du Tribunal de commerce de Nivelles.

#### 3.1.8. Contrôle (articles 29 et 30 des statuts)

Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la loi et des statuts, des opérations à constater dans les compte annuels, doit être confié à un ou plusieurs commissaires.

L'Assemblée Générale nomme le ou les commissaires parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Elle détermine le nombre de commissaires et fixe le montant de leurs émoluments.

Si une personne morale est désignée en tant que commissaire, elle doit elle-même désigner un représentant permanent conformément aux dispositions applicables du Code des sociétés, qui exercera le mandat au nom et pour le compte de cette personne morale.

Si plusieurs commissaires sont nommés, ils forment un collège qui délibère conformément aux règles ordinaires des assemblées délibérantes.

Les commissaires sont nommés pour un terme de trois ans, renouvelable.

Ils ne peuvent être révoqués en cours de mandat par l'assemblée générale que pour juste motif, et en respectant la procédure instaurée par l'article 135 du Code des sociétés.

A défaut de commissaire, ou lorsque tous les commissaires se trouvent dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions, le conseil d'administration convoque immédiatement l'assemblée générale aux fins de pourvoir à leur nomination ou à leur remplacement.

Le(s) commissaire(s) a (ont) pour mission de contrôler la situation financière des comptes annuels et de la régularité au regard du Code des sociétés et des statuts des opérations à constater dans les comptes annuels. Ils peuvent prendre connaissance des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société, au siège de celle-ci.

Il leur est remis chaque semestre par le conseil d'administration, un état résumant la situation active et passive de la société.

Les commissaires peuvent, dans l'exercice de leur fonction, et à leurs frais, se faire assister par des préposés ou d'autres personnes dont ils sont responsables.

Le commissaire de **REALCO** est le cabinet DEBAEKE E. & C° - Société Civile sous la forme d'une SPRL, ayant son siège social 127 rue du Repos à 1180 Bruxelles, représenté par Monsieur Etienne Debaeke, reviseur d'entreprises, membre de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Le commissaire de **REALCO** a été nommé lors de l'assemblée générale extraordinaire du 21 novembre 2001 pour un mandat de 3 années renouvelable expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de mai 2004. Le montant des honoraires du commissaire s'est élevé en 2005 à 6.475,00 EUR. Le mandat du commissaire a été renouvelé lors de l'assemblée générale du 25 mai 2004 pour une durée de 3 ans.

Les comptes annuels de la Société pour les exercices comptables clôturés le 31 décembre 2003, le 31 décembre 2004 et le 31 décembre 2005 ont été certifiés sans réserve.

### 3.1.9. Objet social (article 3 des statuts)

La société a pour objet social la fabrication, la réparation, la transformation, le conditionnement, l'achat, la vente, la location, le conseil, l'importation, l'exportation, la représentation :

- a) de tous produits chimiques, de tous produits détergents, désinfectant, détartrant et en général de tous produits, articles, matériels, machines destinées ou ayant un rapport avec la détergence ou la désinfection ;
- b) de tous produits cosmétiques ou de parfumerie ;
- c) de toutes espèces de cires, encaustiques, articles plastiques ;
- d) de tous produits naturels, phytosanitaires ou biologiques, non alimentaires ; aérosols pour la maintenance industrielle ;
- e) de tous produits destinés au traitement des eaux et des matières organiques ;
- f) de tous produits pharmaceutiques, phytosanitaires et de peinture ;
- g) de tous produits liés aux enzymes.

La société pourra réaliser toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières ayant un rapport direct ou indirect avec son objet ou qui seraient de nature à en faciliter la réalisation.

Elle pourra agir en tant que prestataire de services.

Elle pourra s'intéresser, par voie d'apport, de fusion, de scission, de participation, de souscription, et par tout autre moyen, dans toutes sociétés, entreprises ou associations ayant un objet similaire ou connexe au sien ou de nature à favoriser la réalisation de son objet.

## 3.2. Renseignements concernant le capital de l'émetteur

### 3.2.1. Capital social

Après l'émission et la souscription de toutes les Actions faisant l'objet de l'Offre, le capital souscrit de **REALCO** s'élèvera à 1.663.068 EUR, prime d'émission comprise, et sera représenté par 635.700 Actions.

### 3.2.2. Plan de warrants

Dans le cadre d'un plan adopté par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de **REALCO** en date du 22 mai 2006, **REALCO** a émis 20.000 Warrants en faveur des membres du personnel et des collaborateurs de **REALCO**, permettant chacun à leur détenteur de souscrire à une Action. Les caractéristiques et conditions principales de ces Warrants peuvent être résumées comme suit :

- ils sont incessibles entre vifs et ne peuvent être cédés, mis en gage, grevés d'un quelconque droit réel ou d'une quelconque garantie ou cédés d'une autre manière sans l'autorisation expresse, écrite et préalable du conseil d'administration. Ils sont cessibles pour cause de décès uniquement aux enfants et au conjoint survivant du titulaire, sauf dérogation expresse par le conseil d'administration ;
- ils sont nominatifs et ne peuvent être convertis en titres au porteur ou sous toute autre forme ;
- ils sont octroyés gratuitement par le conseil d'administration ;

- ils peuvent être octroyés à toute personne physique rendant des services professionnels, à titre principal ou accessoire, au profit direct ou indirect de **REALCO** ou d'une société dans laquelle cette dernière détiendrait une participation au sens des articles 13 et 14 du Code des Sociétés, en qualité d'employé, d'administrateur, de consultant ou autre;
- ils peuvent être exercés en une ou plusieurs fois (i) entre le quinze (15) janvier et le premier (1<sup>er</sup>) mars ou entre le quinze (15) octobre et le premier (1<sup>er</sup>) décembre, ou (ii) à toute autre date ou période décidée par le conseil d'administration et communiquée au moment de l'offre, ou (iii) à tout moment en cas de changement de contrôle (c'est-à-dire en cas de transfert, en une ou plusieurs opérations, de plus de cinquante pour cent (50%) des titres de **REALCO** conférant le droit de vote) ou de lancement d'une offre publique d'acquisition sur les titres de **REALCO**. Le conseil d'administration peut prévoir, au moment de l'offre, une autre période d'exercice, cette période devant expirer dans tous les cas au plus tard dix (10) ans à dater de la date d'émission des Warrants;
- le prix d'exercice de chaque Warrant est égal, pour les bénéficiaires membres du personnel, au cours de clôture des actions **REALCO** à la veille de la date de l'offre ou à la moyenne sur les trente jours calendriers précédant la date de l'offre des cours de clôture des actions **REALCO**, sur le marché sur lequel lesdites actions sont négociées. Pour les bénéficiaires autres que les membres du personnel de **REALCO**, le prix d'exercice de chaque Warrant inférieur sera librement déterminé par le Conseil d'administration;
- chaque action nouvelle souscrite suite à l'exercice d'un Warrant donnera droit à son titulaire au dividende entier de l'exercice social au cours duquel ledit Warrant aura été exercé.

### 3.2.3. Capital autorisé

L'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les conditions prescrites par les dispositions du Code des Sociétés, autorise le conseil d'administration pendant une période de maximum cinq ans à dater de la publication aux Annexes du Moniteur Belge de la décision de l'assemblée générale du 22 mai 2006, à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois à concurrence d'un montant maximal de 647.243 EUR.

L'autorisation est renouvelable.

Ces augmentations de capital peuvent être effectuées par souscription en espèces, par apport en nature dans les limites légales ou par incorporation des réserves, disponibles ou indisponibles, ou de primes d'émission, avec ou sans création d'actions nouvelles, privilégiées ou non, avec ou sans droit de vote.

L'augmentation du capital dans le cadre du capital autorisé peut également se faire par l'émission d'obligations convertibles ou de droits de souscription conformément aux dispositions des articles 583 et suivants du Code des sociétés.

Le conseil d'administration est par ailleurs autorisé pour une durée de maximum 3 ans à compter de la publication aux Annexes du Moniteur Belge de la décision de l'assemblée générale du 22 mai 2006 à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit par apports en espèces avec limitation ou suppression du droit de préférence des actionnaires et ce, dans les conditions légales, en cas d'offre publique d'acquisition, après réception par la société de la communication visée à l'article 607 du Code des sociétés. Ces augmentations de capital réalisées par le conseil d'administration s'imputent sur le capital restant autorisé par le présent article.

Le conseil d'administration est en outre autorisé par l'assemblée générale en vertu d'une décision prise conformément aux dispositions de l'article 560 du Code des sociétés, et ce dans les limites autorisées par le Code des sociétés, à modifier suite à l'émission des titres émis dans le cadre du capital autorisé les droits respectifs des catégories existantes d'actions ou de titres représentatifs ou non du capital.

A l'occasion d'une augmentation de capital effectuée dans le cadre du capital autorisé, le conseil d'administration peut demander le paiement d'une prime d'émission. Celle-ci doit être comptabilisée sur un compte de réserve

indisponible qui ne peut être réduit ou supprimé que par une décision de l'assemblée générale, délibérant selon les modalités requises pour les modifications des statuts.

La compétence du conseil d'administration d'augmenter le capital souscrit ne peut être utilisée (i) pour une augmentation de capital à réaliser principalement par des apports en nature exclusivement réservés à un actionnaire de la société détenant des titres de la société auxquels sont attachés plus de 10 % des droits de vote, conformément à ce qui est prévu par l'article 606 du Code des sociétés, (ii) pour une émission d'actions sans mention de valeur nominale en dessous du pair comptable des actions anciennes de la même catégorie, et (iii) pour l'émission de droits de souscription réservée à titre principal à une ou plusieurs personnes déterminées autres que des membres du personnel de la société ou de ses filiales.

#### 3.2.4. Rachat d'actions propres (article 15 des statuts)

La société peut uniquement acquérir ses propres actions ou parts bénéficiaires par un achat ou un échange et les céder, directement ou par l'intermédiaire d'une personne agissant en son nom propre mais pour le compte de la société, conformément aux articles 620 et suivants du Code des sociétés.

Aucune décision préalable de l'assemblée générale n'est requise lorsque l'acquisition de ses propres actions ou parts bénéficiaires est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent. Cette faculté n'est valable que pour une période de trois ans à dater de la publication aux Annexes du Moniteur belge de la résolution du 22 mai 2006. Elle est prorogeable conformément aux dispositions applicables du Code des sociétés. Le conseil d'administration est par ailleurs autorisé, pour une période de dix-huit mois prenant cours le 22 mai 2006, d'acquérir et d'aliéner des actions de la société à concurrence d'un nombre maximum de 65.000 actions, soit moins de dix pour cent (10 %) du nombre d'actions représentant le capital, moyennant une contre-valeur qui ne pourra être inférieure de plus de dix pour cent (10 %) au cours le plus bas des douze derniers mois précédant l'opération, et qui ne pourra être supérieur de plus de dix pour cent (10 %) au cours le plus haut des douze derniers mois précédant l'opération, dans le respect des conditions prévues à l'article 620 du Code des sociétés.

L'assemblée générale de la société autorise par ailleurs le conseil d'administration, conformément à l'article 630, § 1 du Code des sociétés, à procéder, directement ou indirectement, par une société filiale ou une personne agissant en son nom propre mais pour le compte de cette filiale ou de la société, à la prise en gage de ses propres actions.

Le conseil d'administration de la société est en outre autorisé à céder les actions de la société conformément à l'article 622, alinéa 2, 1° du Code des sociétés, dans la mesure où cette disposition est rendue applicable aux sociétés admises aux négociations sur le Marché Libre.

#### 3.2.5. Publicité des participations importantes (article 16 des statuts)

La société a décidé de faire application volontaire des articles 1§1, 1§3, 1§4, 2, 3 et 4§1 de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations dans les sociétés cotées, de même que des dispositions de l'arrêté royal du 10 mai 1989 mettant ces articles en œuvre.

Pour l'application de ces articles, les quotités applicables sont fixées à dix pourcent (10 %) et les multiples de dix pourcent (10 %). Les articles 516, 534 et 545 du Code des sociétés sont applicables.

Mis à part les exceptions prévues à l'article 545 du Code des sociétés, nul ne peut prendre part au vote à l'assemblée générale de la société pour un nombre de voix supérieur à celui afférent aux titres dont il a déclaré la possession vingt jours au moins avant la date de l'assemblée générale.

#### 3.2.6. Titres non représentatifs du capital

**REALCO** n'a émis aucune part non représentative du capital, obligation, obligation convertible ou assortie de warrants. En vertu de l'article 17 de ses statuts, **REALCO** peut toutefois, en tout temps, créer et émettre des obligations par décision du conseil d'administration qui déterminera les conditions d'émission.

Les obligations convertibles ou les droits de souscription sont émis en vertu d'une décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification aux statuts. Le conseil d'administration a la faculté, dans les limites du capital autorisé, d'émettre des droits de souscription ou des obligations convertibles en actions.

En cas d'émission d'obligations convertibles ou avec droit de souscription, les actionnaires bénéficient d'un droit de souscription préférentielle proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions.

L'exercice du droit de souscription préférentielle est organisé conformément à la loi. L'assemblée générale des actionnaires peut, dans l'intérêt social, limiter ou supprimer le droit de souscription préférentielle moyennant observation des prescriptions légales. Le conseil d'administration est autorisé dans le cadre du présent article, à supprimer ou à limiter, dans l'intérêt de la société et moyennant le respect des conditions prévues par le Code des sociétés, le droit de préférence reconnu par la loi aux actionnaires, et ce même au profit d'une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel de la société ou de ses filiales.

Les obligations au porteur sont valablement signées par deux administrateurs au moins. Ces signatures peuvent être remplacées par des griffes. Un registre des obligataires doit être tenu et un certificat sera remis à l'obligataire à titre de preuve de l'inscription dans le registre.

### 3.2.7. Evolution du capital depuis le 01.01.2000

<b>25/10/2001</b>	<b>valeur / action</b>	<b>valeur / totale</b>
Achat de 244 actions sur 611 à 2.641,48 € par Ecotech à G.Blackman	2.641,48	1.613.944,28
<b>SITUATION DU CAPITAL :</b>		
Ecotech : 244 actions Oxygen : 305 actions Gordon Blackman : 62 actions		
<b>21/11/2001</b>	<b>valeur / action</b>	<b>valeur / totale</b>
Augmentation de capital de 495.780 € pour le porter à 647.242,94 € par la création de 2.000 actions nouvelles	808,01	2.109.724,28
<b>SITUATION DU CAPITAL :</b>		
Ecotech : 244 + 799 = 1.043 actions (39,95%) Oxygen : 305 + 1001 = 1.306 actions (50,02%) Gordon Blackman : 62 + 200 = 262 actions (10,03%) TOTAL : 2.611 actions		
<b>10/02/2006</b>	<b>valeur / action</b>	<b>valeur / totale</b>
Option d'achat exercée sur 182 actions (6,97%)	1.102,57	
Prix d'achat = 810,42 *(1+0,08) exposant 4,25	1.128,67	2.946.948,48
Déduction des dividendes	-13,23	
	-8,43	
Prix d'achat de 182 actions: 200.718,70 €	1.102,85	2.879.541,35
<b>SITUATION DU CAPITAL :</b>		
Ecotech : 1043-182 = 861 actions (32,98%) Oxygen : 1.306 actions (50,02%) Gordon Blackman : 262+182 = 444 actions (17,00%) TOTAL : 2.611 actions		

DATE	DESCRIPTION	MONTANT DE L'OPÉRATION	CAPITAL APRÈS L'OPÉRATION	NOMBRE D'ACTIONS CRÉÉES	NOMBRE TOTAL D'ACTIONS	PRIX PAR ACTION
21/11/2001	Augmentation de capital	495.780 €	647.243 €	400.000 (*)	522.200 (*)	1,24 € (*)
22/05/2006	Augmentation de capital	1.015.825 €	1.663.068 €	113.500	635.700	8,95 €

(\*) ajusté pour tenir compte de la division par 200 des titres effectuée en date du 22 mai 2006.

### 3.3. Renseignements de caractère général concernant l'actionnariat de REALCO

#### 3.3.1. Situation de l'actionnariat avant et après l'Offre

##### 3.3.1.1. Actionnariat avant l'offre

Avant le lancement de l'Offre, compte tenu de la division par 200 de chaque Action ordinaire décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 22 mai 2006, le capital de **REALCO** était réparti de la manière suivante:

ACTIONNAIRES	Nombre d'Actions	En % du capital	Droits de vote	En % des droits de vote
Mr. Gordon Blackman	88.800	17 %	88.800	17 %
OXYGEN <sup>1</sup>	261.200	50 %	261.200	50 %
ECOTECH FINANCE <sup>2</sup>	172.200	33 %	172.200	33 %
<b>TOTAL</b>	<b>522.200</b>	<b>100 %</b>	<b>522.200</b>	<b>100 %</b>

##### 3.3.1.2. Actionnariat après l'Offre

En cas de placement intégral des 113.500 Actions offertes dans le cadre de l'offre, compte tenu de la division par 200 de chaque Action ordinaire décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 22 mai 2006, le capital de **REALCO** sera réparti de la manière suivante:

ACTIONNAIRES	Nombre d'Actions	En % du capital	Droits de vote	En % des droits de vote
Mr. Gordon Blackman	88.800	13,96 %	88.800	13,96 %
OXYGEN	261.200	41,08 %	261.200	41,08 %
ECOTECH FINANCE	172.200	27,08 %	172.200	27,08 %
Public	113.500	17,85 %	113.500	17,85 %
<b>TOTAL</b>	<b>635.700</b>	<b>100 %</b>	<b>635.700</b>	<b>100 %</b>

<sup>1</sup> OXYGEN est contrôlée par Mr. Gordon Blackman et M<sup>me</sup> Chantal Blackman, son épouse.

<sup>2</sup> ECOTECH FINANCE est une filiale de la S.R.L.W.



En cas de placement intégral des 113.500 Actions offertes dans le cadre de l'offre, et en cas d'exercice des 20.000 Warrants, compte tenu de la division par 200 de chaque Action ordinaire décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 22 mai 2006, le capital de **REALCO** sera réparti de la manière suivante :

ACTIONNAIRES	Nombre d'Actions	En % du capital	Droits de vote	En % des droits de vote
Mr. Gordon Blackman	88.800	13,54 %	88.800	13,54 %
OXYGEN	261.200	39,83 %	261.200	39,83 %
ECOTECH FINANCE	172.200	26,26 %	172.200	26,26 %
Public	113.500	17,30 %	113.500	17,30 %
Bénéficiaires des Warrants	20.000	3,05 %	20.000	3,05 %
<b>TOTAL</b>	<b>655.700</b>	<b>100 %</b>	<b>655.700</b>	<b>100 %</b>

### 3.3.2. Parts du capital détenues par les membres des organes d'administration de REALCO

A l'issue de l'admission des Actions sur le Marché Libre d'Euronext Brussels, les membres du conseil d'administration de **REALCO** détiendront et/ou contrôleront, directement ou indirectement 82,14 % du capital et des droits de vote de **REALCO**, en cas de placement intégral des 113.500 Actions offertes dans le cadre de l'offre, et en cas d'exercice des 20.000 Warrants.

### 3.3.3. Modifications de l'actionnariat au cours des quatre derniers exercices

Date	Opération	Prix par action (*)
25/10/2001	Achat de 48.800 actions (*) par ECOTECH FINANCE à Mr. G. Blackman	13,21 €
10/02/2006	Achat de 36.400 actions (*) par Mr. G. Blackman à ECOTECH FINANCE (**)	5,51 €

(\*) ajusté pour tenir compte de la multiplication des titres effectuée en date du 22 mai 2006.

(\*\*) résulte de l'exercice d'une option d'achat concédée par ECOTECH FINANCE à Mr. G. Blackman le 25/10/2001.

### 3.3.4. Pactes d'actionnaires

Un pacte d'actionnaires lie les Actionnaires de Contrôle jusqu'au 25 octobre 2011. Celui-ci prévoit que Mr. Gordon Blackman et OXYGEN S.A. s'engagent, tant que la participation d'ECOTECH dans le capital de **REALCO** ne passe pas sous le seuil de 25 %, à voter en faveur d'un ou de plusieurs des candidats qui figurent sur la liste de candidats proposés par ECOTECH de telle manière que 2 administrateurs de **REALCO** sur 5 représentent ECOTECH au sein du conseil d'administration de **REALCO**. Ces principes s'appliqueront par ailleurs en cas de constitution par **REALCO** d'un comité de direction au sens de l'article 524bis du Code des sociétés. En contrepartie, la présidence du conseil d'administration sera confiée à OXYGEN S.A. et la gestion journalière à une personne désignée par Mr. Gordon Blackman ou OXYGEN S.A.

Le pacte d'actionnaires prévoit également que les décisions suivantes requerront l'accord préalable d'au moins 4/5<sup>ème</sup> des administrateurs réunis en conseil :

- l'approbation du budget annuel si le résultat de l'exercice précédent, disponible à la date d'approbation dudit budget, est déficitaire;

- la modification des délégations de pouvoirs, de l'organisation de la gestion journalière, de la constitution d'un comité de direction au sens de l'article 524bis du Code des sociétés;
- la vente, l'achat, la création, la fermeture ou l'apport d'une branche d'activité;
- la prise de participation dans une autre société;
- le recours au capital autorisé.

Le pacte d'actionnaires prévoit enfin que si Mr. Gordon Blackman et OXYGEN S.A. souhaitent céder des Actions de telle manière que leur participation conjointe dans le capital de **REALCO** passe sous le seuil de 50 % et une action, Mr. Gordon Blackman et OXYGEN S.A. s'engagent à obtenir l'accord préalable écrit d'ECOTECH S.A.. Monsieur Blackman s'engage par ailleurs à ne pas céder le contrôle d'OXYGEN S.A. sans l'accord écrit préalable d'ECOTECH S.A. De même, si ECOTECH S.A. souhaite céder des Actions de telle manière que sa participation dans le capital de **REALCO** passe sous le seuil de 25 % et une action, ECOTECH S.A. s'engage à obtenir l'accord préalable écrit de Mr. Gordon Blackman et OXYGEN S.A., hormis si une telle cession est faite à une entité du groupe SRIW. Les quotités de 25 % et de 50 % dont il est question ci-avant ne comprennent pas les Actions qui seraient cédées par l'une ou l'autre partie dans le cadre d'un éventuel contrat de liquidité qui serait passé avec Mélice & Cie.

### 3.4. Distribution de dividendes

#### 3.4.1. Dividende distribué au cours des trois derniers exercices

**REALCO** a distribué pour l'exercice 2003 un dividende de EUR 22.000,00, pour l'exercice 2004 un dividende de EUR 39.165,00 et pour l'exercice 2005 un dividende de EUR 39.165,00.

#### 3.4.2. Prescription

Les dividendes d'actions au porteur ne sont en principe pas prescriptibles. La société a toutefois la possibilité, sur la base de la loi du 24 juillet 1921, modifiée par la loi du 22 juillet 1991, de déposer ces dividendes à la Caisse de Dépôts et de Consignations. Les dividendes ainsi déposés et non réclamés après trente ans sont acquis à l'Etat.

#### 3.4.3. Politique future de dividendes

**REALCO** a l'intention d'utiliser ses bénéfices futurs pour financer le développement de ses activités. Elle envisage de payer un dividende durant les prochaines années, pour autant que le financement de sa croissance, le développement de ses activités, ses résultats et son programme d'investissements le lui permettent.

### 3.5. Marché du titre

A moins d'une clôture anticipée, les Actions seront admises aux négociations sur le Marché Libre d'Euronext Brussels, dans la catégorie "simple fixing" (cotation quotidienne à 15 H), à partir du 10 juillet 2006. Les Actions ne sont admises aux négociations sur aucune autre place et aucune demande en ce sens n'a été formulée par **REALCO**.





## 4. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE L'EMETTEUR

**REALCO** a pour ambition d'être LE spécialiste en matière de **biotechnologies** appliquées au **nettoyage**, au **traitement des eaux usées** et à l'**élevage**.

### 4.1. Historique

**REALCO** a été fondée en août 1968. Après dix années, consacrées essentiellement à la vente de produits (détergents, désinfectants et détartrants traditionnels), **REALCO** a entamé des recherches sur le traitement des effluents par voie biologique. Ces travaux ont permis de créer plusieurs gammes de produits liquides ou en poudre destinés aux problèmes des canalisations, fosses septiques et bacs dégraisseurs. Le premier produit biologique né de cette recherche est un activateur pour fosses septiques.

En 1991, **REALCO** a été reprise par Monsieur Gordon Blackman, qui l'a transformée en société anonyme sous la dénomination "**REALCO 2001**"<sup>3</sup>. Il l'a également délocalisée en 1995 dans le Parc Scientifique de Louvain-la-Neuve pour y développer un pôle "Recherche et Développement", et s'est spécialisée dans les biotechnologies, grâce notamment à des collaborations avec l'Université Libre de Bruxelles (ULB), l'Université Catholique de Louvain (UCL), l'Université de Liège (ULg), la Faculté Agronomique de Gembloux, etc.

Fort de ces travaux, **REALCO** a concentré son énergie sur la recherche, le développement, la fabrication et la commercialisation de produits uniques de nettoyage et de traitement des eaux usées, issus de la biotechnologie qui sont à la fois performants, hygiéniques, sûrs d'utilisation et respectueux de l'environnement.

### 4.2. Les chiffres-clés

	2003	2004	2005
Chiffres d'affaires	4.496.012	4.341.557	5.031.215
EBIT	252.809	78.071	299.671
Cash-flow avant impôt	429.111	392.487	691.346
Fonds propres	754.176	845.364	1.145.660

### 4.3. Les enzymes, au cœur du métier de REALCO

Les enzymes sont des protéines qui accélèrent les réactions chimiques et biochimiques qui se font ordinairement en un temps très long en l'absence de catalyseur. Grâce aux enzymes, ces processus sont considérablement accélérés. A titre d'exemple, une réaction qui met 12 jours, mettra une seconde en présence d'enzyme, soit une accélération d'un facteur de un million. Les enzymes se trouvent partout dans la nature, dans tous les êtres vivants. Sans les enzymes, la vie ne serait pas possible.

Depuis la naissance de l'enzymologie, il y a tout juste 100 ans, les recherches ont permis d'identifier près de 3000 types d'enzymes différentes.

Etant donné que chaque enzyme ne catalyse, en général, qu'une seule réaction du métabolisme, identifier une nouvelle enzyme équivaut à chaque fois à identifier une des nombreuses réactions chimiques qui sont simultanément à l'œuvre dans chaque cellule. Ces réactions permettent aux cellules d'obtenir l'énergie dont elles ont besoin pour leurs activités (synthèses, transports, mouvements, etc.) en dégradant des molécules comme les sucres ou les graisses, véritables "réservoirs énergétiques".

On est par ailleurs arrivé à fabriquer des enzymes artificielles, répondant à un cahier des charges précis. C'est ainsi, par exemple, qu'ont été développées des enzymes pour les lessives qui résistent à des températures élevées alors que la plupart des enzymes naturelles sont détruites à haute température.

Il existe en réalité un nombre quasi infini d'enzymes, si bien que les chercheurs en découvrent chaque jour de nouvelles ou tentent de comprendre pleinement leur structure et leurs propriétés.

<sup>3</sup> En 2000, cette dénomination a été modifiée en "**REALCO**".

Voici un bref aperçu de quelques enzymes essentielles et de leur fonction :

TYPE	FONCTION DE L'ENZYME
CELLULASE	Catalyse la cellulose, une fibre que l'on trouve dans les constituants membranaires des cellules de toutes les plantes et de tous les arbres. La cellulose est la matière première de base utilisée pour la fabrication de produits tels que le papier, le coton et autres textiles
HÉMICELLULASE	Catalyse l'hémicellulose, un autre sucre provenant de végétaux qui n'est pas aussi complexe que la cellulose et est plus facile à catalyser
XYLANASE	Catalyse le xylane, un sucre gommeux présent dans les constituants membranaires des cellules des plantes et des arbres. Ce type d'enzyme est principalement utilisé dans l'industrie du bois, des pâtes et papiers
AMYLASE	Catalyse l'amidon en sucres fondamentaux
PROTÉASE	Catalyse les protéines
LIPASES	Catalyse les graisses

Les recherches ont montré que la biotechnologie peut fournir une source inépuisable et pure d'enzymes comme solution de remplacement aux produits chimiques traditionnellement utilisés dans l'industrie pour accélérer les réactions chimiques.







Des enzymes sont ainsi utilisées dans l'industrie des pâtes et papiers pour adoucir les fibres ligneuses. Elles offrent des solutions de rechange au blanchiment chimique. Des enzymes sont également utilisées dans l'industrie textile pour traiter les fibres de coton et pour les préparer au processus de teinture. Les enzymes utilisées sont aussi indispensables pour produire des carburants (éthanol), ce qui permet d'éviter la lourde étape de produire dans un premier temps des sucres à partir de la cellulose et ensuite de les faire fermenter pour produire séparément de l'éthanol.

Dans le domaine des lessives ménagères, les grandes marques de détergents ont de la même manière, par une combinaison de protéases, d'amylases, des lipases et des cellulases atteint des performances de lavage exceptionnelles.

Chacune de ces familles d'enzymes attaquant en effet un type de tache ou de salissure particulier, l'ajout d'une combinaison d'enzymes à ces différents détergents permet à la lessive d'éliminer un éventail de salissures beaucoup plus large.

En outre, l'utilisation des enzymes permet d'atteindre une propreté optimale, même après un cycle de lavage court et à basse température. Les enzymes ont la faculté d'hydrolyser les macromolécules; en d'autres mots, de couper les molécules complexes en molécules simples. Or, la nature regorge de molécules complexes, qui sont difficiles à dégrader, même par l'utilisation massive de produits chimiques.

Les recherches menées par **REALCO** ont conduit à avancer l'idée qu'en transformant les molécules complexes en molécules simples dès le stade du nettoyage par l'utilisation d'enzymes, non seulement on nettoie de façon plus efficace, mais on enclenche le système d'épuration des eaux.

Les enzymes sont donc une alternative tout à fait crédible aux **produits chimiques** durs. Et parce que les enzymes fonctionnent dans des conditions modérées, telles que des basses températures et un pH neutre, elles réduisent la **consommation d'énergie** en éliminant la nécessité de maintenir des conditions extrêmes, telles que l'exigent de nombreuses réactions chimiquement catalysées. La réduction de la consommation d'énergie entraîne une diminution des **émissions de gaz à effet de serre** des centrales énergétiques. Les enzymes réduisent également la **consommation d'eau** et la **production de déchets chimiques** pendant les processus de fabrication. En effet, ayant agi sur les saletés et les graisses, elles restent présentes et actives dans les eaux usées où elles accomplissent leur travail de catalyseur en accélérant le **processus d'épuration** des eaux. Ensuite, comme toute protéine, elles sont elles-mêmes dégradées par les micro-organismes naturels.

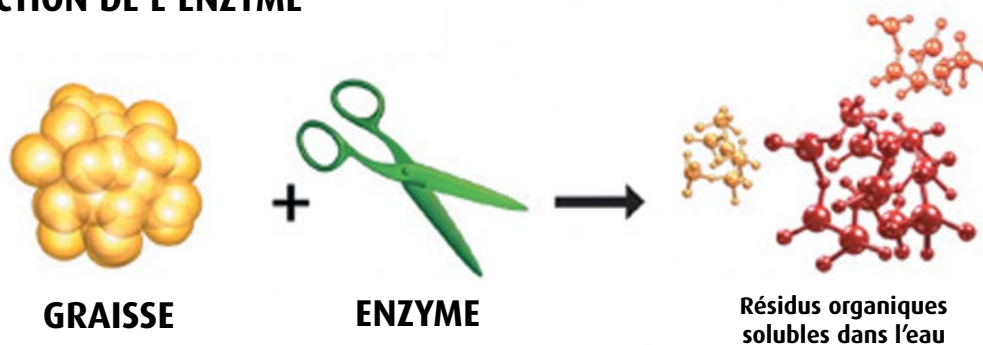
Enfin, puisque les enzymes réagissent à des situations spécifiques et réduisent au minimum la production de sous-produits, elles présentent des **risques minimes** pour l'être humain, la faune et l'environnement. **Sur le plan écologique**, on peut affirmer que **l'utilisation de l'enzyme est idéale**.

#### 4.4. REALCO et les enzymes

Comme cela a été indiqué précédemment, les recherches menées par **REALCO** l'ont conduit à penser qu'en transformant des molécules complexes en molécules simples dès le stade du nettoyage par l'utilisation d'enzymes, non seulement on nettoie de façon plus efficace, mais on enclenche le système d'épuration des eaux. REALCO est ainsi un des premiers fabricants de produits d'entretien à avoir introduit des enzymes dans la détergence industrielle pour leurs qualités à la fois nettoyantes et épuratrices :

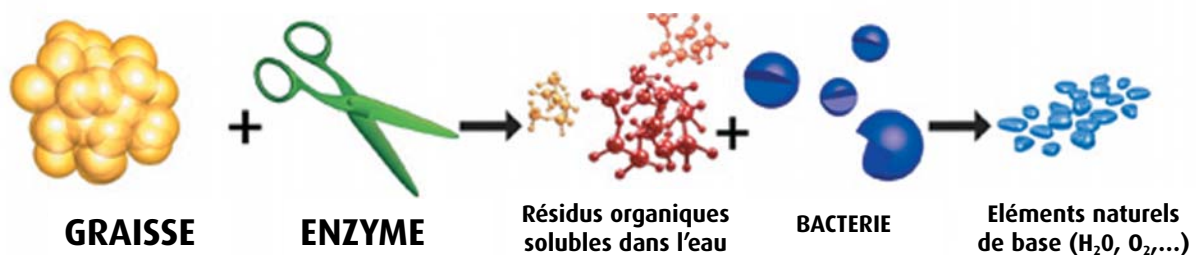
- L'utilisation d'enzymes permet de transformer de manière irréversible les matières organiques en résidus solubles dans l'eau. C'est cette action qui fait que l'enzyme est considérée comme un puissant agent nettoyant : **elle transforme la souillure sur place plutôt que de la détacher comme le ferait un tensioactif classique.** Cette transformation s'avère plus efficace qu'un nettoyage classique car elle élimine en profondeur toute souillure organique, source de développement de germes qui nécessitent alors l'utilisation de désinfectants.

#### ACTION DE L'ENZYME



- La souillure ainsi transformée en petits résidus solubles dans l'eau, le nettoyage enzymatique permet alors de commencer le processus d'épuration dès le nettoyage.
- L'enzyme favorise le développement de micro-organismes (bactéries) en agissant comme un catalyseur biochimique. Elle permet donc de pré-épurer les eaux usées, en hydrolysant les déchets organiques, lesquels seront ensuite dégradés par des bactéries en éléments naturels de base. Le nettoyage enzymatique a donc un **impact positif sur l'environnement en participant à l'épuration des eaux usées.**

#### ACTION DE L'ENZYME ET DE LA BACTERIE



- **REALCO** est ainsi devenu en l'espace de quelques années un des leaders en Europe dans la fabrication et la commercialisation de produits à base d'enzymes et de bactéries dans le domaine du nettoyage et de l'épuration.



- Parallèlement, **REALCO** fabrique et commercialise des produits classiques non-enzymatiques. Parmi ceux-ci figurent les produits pour piscines, un segment dans lequel **REALCO** est leader sur le marché belge. Mais, produits classiques ne signifie pas pour autant produits non innovants. L'innovation de **REALCO** dans ce secteur des produits classiques se traduit par l'introduction de matières premières renouvelables, c'est-à-dire issues de l'agriculture (et non du pétrole). De plus, la société s'investit dans le développement de produits à base d'huiles essentielles.

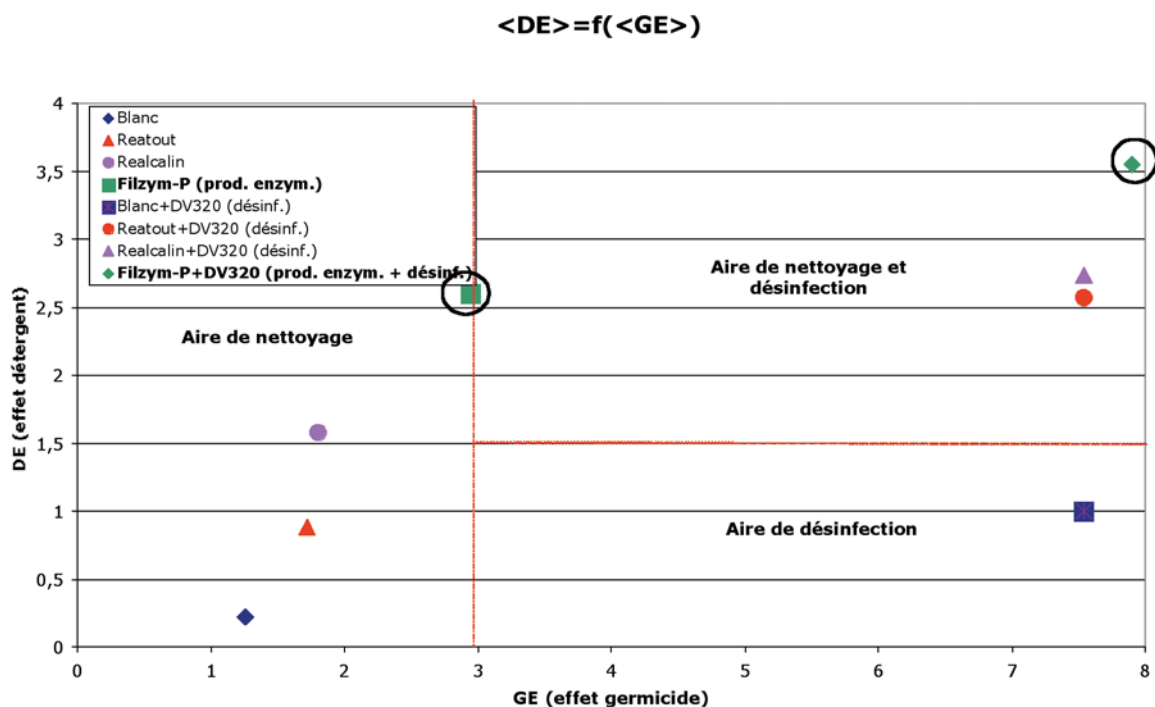
Forte de ces recherches, **REALCO** a reçu notamment le prix "*Responsible Care*" décerné le 9 mai 2000 par la FEDICHEM, pour le développement d'une tablette vaisselle aux enzymes performante ayant un impact positif sur l'environnement.

#### 4.5. La méthode REALCO

Les résultats des recherches menées par **REALCO** ont été corroborés par différentes études scientifiques.

L'efficacité des détergents enzymatiques de **REALCO** a ainsi été validée par l'Institut Meurice avec le soutien des services de l'ULB. L'expérience réalisée en laboratoire a consisté à simuler des conditions de détergence et de désinfection proches de celles rencontrées en industrie agro-alimentaire et à comparer l'efficacité de produits nettoyants à base d'enzyme avec des produits classiques.

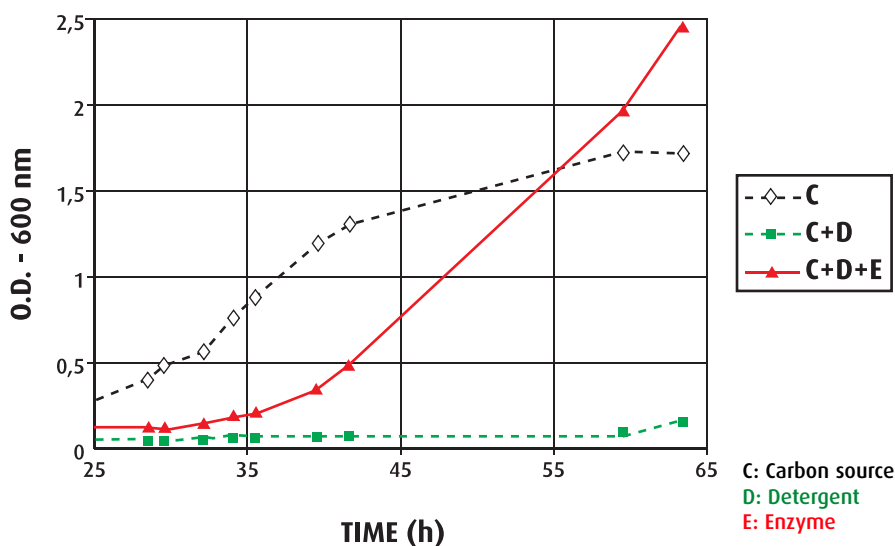
Les produits testés étaient pour le nettoyage, le FILMZYM-P (formulation enzymatique), le REATOUT (formulation chimique classique ph neutre) et le REALCALIN (formulation chimique classique alcaline), et pour la désinfection, le DV320. Les résultats sont présentés dans le graphique ci-dessous, qui représente en ordonnée l'effet détergent (DE) des produits testés (le degré d'élimination des salissures d'origine organique de la surface) et en abscisse l'effet germicide (GE) des produits testés (le degré d'élimination des microorganismes adhérent à la surface).



Ce graphique démontre la supériorité des enzymes en termes de nettoyage. C'est en effet le nettoyant enzymatique FILMZYM-P qui présente la meilleure efficacité, avec des valeurs de DE et de GE supérieures à la moyenne de tous les détergents testés.

Ce graphique montre par ailleurs qu'en combinant le nettoyage enzymatique FILMZYM-P avec désinfectant DV320, on atteint un niveau de propreté et de désinfection pratiquement maximal (soit le point le plus élevé en haut à droite sur le graphique).

Sur le plan de la pré-épuración des eaux usées, les recherches menées par **REALCO** prouvent montré que la dégradation des matières organiques est freinée par la présence de substances chimiques dans les eaux usées. Ainsi, qu'une quantité de 10 ppm-10.000/m<sup>2</sup> de certains détergents dans les eaux usées est suffisante pour inhiber le développement bactérien, et ainsi enrayer le processus naturel de purification des eaux. Une étude réalisée par **REALCO** a toutefois démontré qu'une certaine quantité d'enzymes rajoutées à l'eau usée permet de lever cette inhibition<sup>4</sup>, comme le démontre le schéma ci-dessous:



- En ordonnée est représentée le développement bactérien qui traduit le degré d'épuration des eaux.
- En abscisse est représentée le temps.
- La courbe de carbone 'C' (composé principal des matières organiques à dégrader) illustre le fait que les bactéries se développent naturellement (la courbe augmente dans le temps).
- La courbe 'C+D' représente un ajout de détergent au carbone. Elle montre qu'une petite quantité de détergent ajoutée aux eaux usées "casse" radicalement ce développement naturel bactérien (les bactéries ne se développent plus, la courbe reste stationnaire): c'est l'inhibition du processus d'épuration.
- La courbe 'C+D+E' représente un ajout d'enzymes au carbone et au détergent: elle prouve que les enzymes relancent l'activité bactérienne et accélèrent leur développement (la courbe augmente et dépasse même celle du carbone seul): c'est la levée d'inhibition.

<sup>4</sup> C'est l'objet du brevet EP1025052 déposé en octobre 1997 par **REALCO** (voy. 4.7.3.).

#### 4.6. Les produits de REALCO

Aujourd'hui, la gamme des produits fabriqués et commercialisés par **REALCO** se compose de quelques 200 produits différents. Ils reposent sur 4 piliers, qui constituent les valeurs de **REALCO** : l'**EFFICACITE** (performances des produits, sans recourir aux produits chimiques), la **SECURITE** (utilisation des produits en toute sécurité pour l'utilisateur de ceux-ci), la **TRANSPARENCE** (informations complètes sur les produits: composition, risques, environnement,...) et l'**ENVIRONNEMENT** (impact positif des produits sur l'environnement, utilisation d'enzymes, de matières premières renouvelables et d'huiles essentielles).

De manière schématique, pour les exercices 2003-2005, la répartition du chiffre d'affaires de **REALCO** entre les différentes gammes de produits peut être présentée de la manière suivante :

	2003		2004		2005	
Nett entr " traditionnel "	1.264.363	28 %	1.331.004	31 %	1.456.428	29 %
Piscine	911.720	20 %	1.120.455	26 %	1.655.575	33 %
Enzymatique	1.257.114	28 %	1.480.625	34 %	1.919.212	38 %
Agence enzymes	1.062.815	24 %	409.473	9 %	0	0
TOTAL VENTES	4.496.012	100 %	4.341.557	100 %	5.031.215	100 %

##### 4.6.1. Les produits de nettoyage

**REALCO** a développé une large gamme de produits de nettoyage, permettant de répondre à tous les besoins des particuliers et des professionnels.

Parmi ces différents produits, il convient de distinguer les produits pour le nettoyage à base d'enzymes et les produits non enzymatiques pour le nettoyage :

###### 4.6.1.1. Les produits pour le nettoyage à base d'enzymes

**REALCO** développe et commercialise une vaste gamme de produits pour le nettoyage à base d'enzymes. Comme cela a été indiqué précédemment, ces produits présentent l'avantage de transformer la souillure de manière irréversible, tandis alors que les détergents classiques ne font que la transporter plus loin. Elles sont par ailleurs plus efficaces dans la mesure où elles attaquent la souillure jusque dans les moindres interstices, et la transforment avant qu'elle n'ait eu le temps de se redéposer.

Les enzymes éliminent par ailleurs les biofilms. Ce faisant, les composés responsables de l'adhésion bactérienne (essentiellement les glycoprotéines et les polysaccharides) sont facilement hydrolysés par les enzymes. Les enzymes sont non agressives et non corrosives pour les utilisateurs, pour les surfaces et pour le matériel (leur pH est neutre), elles induisent une plus grande sécurité des travailleurs et une prolongation du cycle de vie du matériel, des machines, des canalisations, des membranes, etc.

Enfin, les températures optimales pour l'activité enzymatique étant proches des 50-60°C, alors que les températures requises pour les détergents classiques peuvent atteindre 80°C, les produits enzymatiques permettent de réaliser des économies d'énergie, de temps et d'eau et par leur travail d'épuration sur le site de nettoyage, ils ont un impact positif sur l'environnement.

<b>UN NETTOYAGE EFFICACE</b>	<b>L'enzyme permet un nettoyage en profondeur par rapport aux produits classiques</b>
<b>L'HYGIÈNE PARFAITE DE TOUTES LES SURFACES</b>	<b>L'enzyme supprime la plupart des sources d'infection et s'attaque même aux biofilms</b>
<b>LA SÉCURITÉ DU PERSONNEL</b>	<b>L'enzyme présente un pH neutre, au contraire des détergents classiques qui présentent souvent des pH élevés</b>
<b>LE MAINTIEN D'UN OUTIL DE TRAVAIL PERFORMANT</b>	<b>L'enzyme permet de maintenir un outil et des machines performants plus longtemps</b>
<b>LA FACILITÉ DES PROCÉDURES DE TRAVAIL</b>	<b>L'enzyme agit seule sans action mécanique, permettant le nettoyage en place (NEP), intégré dans le processus de production, dans le respect des méthodes habituelles de nettoyage (manuel, auto-laveuse, canon à mousse, cuve de trempage,...)</b>
<b>LE MAINTIEN DES CANALISATIONS PROPRES ET SANS COLMATAGES</b>	<b>L'enzyme liquéfie les matières organiques, sources principales des bouchons et maintient les canalisations propres</b>
<b>LA GESTION DES INSTALLATIONS D'ÉPURATION (BAC DÉGRAISSEUR, STATION D'ÉPURATION,...)</b>	<b>L'enzyme est un accélérateur d'épuration</b>

#### 4.6.1.2. Les produits de nettoyage et de maintenance sans enzyme

**REALCO** développe et commercialise également des produits non enzymatiques pour le nettoyage. Ces produits répondent aux exigences en termes de sécurité et d'impact sur l'environnement. Ils contiennent, entre autres, des matières premières renouvelables (éléments d'origine végétale qui n'épuisent pas les ressources naturelles de notre planète).

**REALCO** veille en outre à ce que ses produits ne soient pas intrinsèquement dangereux pour la santé de leurs utilisateurs, que ce soit à court, moyen ou long terme (comme l'apparition des cancers,...). Il n'en reste pas moins que certains produits peuvent représenter un éventuel danger s'ils sont mal utilisés (risque de brûlures par exemple). Pour cette raison, **REALCO** renseigne toujours de manière précise et détaillée les risques encourus et dispense des règles de sécurité très strictes quant à l'utilisation de ses produits (présence sur certains produits du sigle irritant, corrosif ou autre).

#### 4.6.2. Les produits d'épuration enzymatiques

**REALCO** développe et commercialise des produits d'épuration enzymatiques. Ces produits, d'une avancée technologique indéniable et pour lesquels **REALCO** est un pionnier dans le domaine, permettent de diminuer la charge polluante des industries alimentaires, d'augmenter la biodégradabilité et le traitement des effluents, d'intégrer le traitement des matières grasses au sein de la station, de diminuer les coûts d'entretien et d'exploitation des stations, d'améliorer le fonctionnement et le rendement d'installations telles que les fosses septiques, les bacs à graisse ou, les stations d'épuration, de supprimer les vidanges de ces installations, d'éviter d'utiliser des produits de débouchage corrosifs, dangereux et anti-biologiques et de supprimer les odeurs désagréables.



#### 4.6.3. Les produits pour piscines

**REALCO** a développé un assortiment complet de produits pour l'entretien des piscines et ses abords immédiats, un secteur dans lequel la société est le leader incontesté en Belgique. Fidèles à la culture d'entreprise **REALCO**, tous ces produits ont été spécialement étudiés pour ne pas avoir d'impact sur l'environnement une fois le produit dilués. La législation belge en la matière ne permet toutefois pas d'utiliser d'autres produits de désinfection pour piscines que ceux à base de chlore. **REALCO** a également étudié et développé pour le marché japonais des produits d'entretien pour piscines à base d'enzymes. Ces produits ne sont pas encore commercialisés pour l'heure en Belgique.

#### 4.6.4. Les produits de "niches"

Grâce à son département Recherche & Développement et à une collaboration de longue date avec différentes universités belges, **REALCO** poursuit plusieurs développements qui découlent de son expertise en matière de procédé enzymatique. On peut citer le traitement alternatif des maladies des plantes, le nettoyage des filtres à membrane, des produits pour l'hygiène en élevage, le traitement en biométhanisation (voir point 4.8.4.).

### 4.7. La politique commerciale

**REALCO** axe sa démarche commerciale, tant vis-à-vis de sa clientèle professionnelle que vis-à-vis des particuliers, autour du concept de "Choix responsable", alliant efficacité des produits et protection de l'environnement. Dans un marché où s'affrontent des multinationales omnipotentes, la chimie efficace est souvent opposée à l'écologie peu efficace. Le "biologique" n'a pas toujours bonne presse et est souvent galvaudée. **REALCO**, grâce notamment à la technologie enzymatique, a ouvert une nouvelle voie : davantage d'efficacité au nettoyage assorti d'un impact positif sur l'environnement, ce qui lui permet de s'inscrire en force dans le développement durable. Afin de répondre efficacement aux attentes de chaque type de client, les activités commerciales de **REALCO** sont regroupées au sein de 3 divisions distinctes : la division "Business to Consumer" (BtoC), la division "Business to Business" (BtoB) et la division "Exportation" (voy. point 4.9). La division BtoB représente environ 42 % du chiffre d'affaires de **REALCO** contre 58 % pour la division BtoC.

#### 4.7.1. La division BtoC

Cette division commercialise les produits destinés aux particuliers :

- **Biosanitaire** : produits d'entretien des WC, de traitement des fosses septiques et des stations d'épuration individuelles, d'entretien des canalisations, d'entretien des bacs à graisse, de traitement des eaux de pluie, etc.



- **Vaisselle**: tablette vaisselle fortement concentrée en enzymes qui offre l'avantage de permettre un nettoyage efficace de la vaisselle, un entretien du lave-vaisselle (les enzymes digèrent les graisses et les amidons qui d'ordinaire tapissent les parois de la machine) et une préparation à l'épuration;
- **Sanitaires**: produits d'entretien des WC, des sanitaires, produits permettant l'élimination des mauvaises odeurs, etc.;
- **Sols et surfaces**: produits pour les carrelages, les vinyles, les tapis, les vitres, etc.;
- **Hobby et jardin**: produits pour les meubles de jardin, les terrasses, les étangs, etc.;
- **Cheminée**: produit de ramonage, produits nettoyants des inserts, nettoyants de parement de cheminées, etc.;
- **Déboucheurs**: produits pour petites et grandes canalisations, produits anti-odeurs, produits pour urinoirs;
- **Piscines**: une gamme complète de produits destinés à l'entretien des eaux de piscines.

Ces produits sont commercialisés sous les marques **REALCO** et **OXYGEN** et sont mis sur le marché via les canaux de distribution suivants:

- **les grandes surfaces alimentaires (GSA)**: les produits **REALCO** y sont commercialisés sous la marque **OXYGEN**, et répondent aux besoins spécifiques des consommateurs en matière d'entretien (cuisine et sanitaires), de nettoyage et d'épuration des eaux. Les produits, qu'ils soient enzymatiques ou non enzymatiques, sont fabriqués à partir de matières premières renouvelables, d'enzymes et de bactéries dites "sensibles", c'est-à-dire non résistantes aux antibiotiques.
- **les grandes surfaces de bricolage (GSB)**: les produits **REALCO** y sont commercialisés sous la marque **REALCO**. Ces produits sont aisément reconnaissables par la présence sur l'emballage d'une abeille, dénommée "BIOMAX". Cette abeille a pour vocation d'informer les consommateurs en matière d'environnement, de sécurité, de composition ou d'utilisation des produits. Elle reflète par ailleurs l'image et la culture d'entreprise de **REALCO**: travailleuse, volontaire et efficace, elle est aussi sensible et ne peut vivre que dans un environnement propre.
- **Les autres distributeurs**: les produits **REALCO** sont enfin commercialisés au travers de chaînes de jardin (AVEVE, GARDEN RETAIL SERVICES, HORTA), de chaînes de jouets (DREAMLAND, MAXITOYS, KIDDOO), de chaînes de distribution de matériaux de construction (POINTMAT, BIGMAT, GEDIMAT, GROUPAMAT), de chaînes d'aménagement (OVERSTOCK, GIF) et de drogueries (magasins spécialisés et indépendants).



#### 4.7.2. La division BtoB

La plus-value liée à la technologie de **REALCO** dans le secteur du BtoB correspond au concept: "**Le nettoyage et l'épuration font partie d'un seul métier**". Cette plus-value est directement valorisable en termes d'efficacité, de sécurité, d'hygiène et d'impact sur l'environnement pour les clients professionnels de **REALCO**. Dans ce segment, **REALCO** commercialise une gamme complète de produits de détergence, d'entretien et de traitement des eaux destinés aux professionnels que sont les collectivités (hôpitaux, écoles, administrations,...) et les industries alimentaires.

Les produits **REALCO** répondent à tous les besoins d'une collectivité (hôpitaux, écoles, usines, etc.) ou d'une industrie alimentaire en matière de nettoyage et d'épuration, que ce soit pour les sols ou surfaces, les tunnels de lavage, les entités de production, les unités de filtration membranaire, les réseaux d'évacuation et de traitement des eaux usées (canalisations, bacs dégraisseurs, stations d'épuration,...), etc.

##### 1. Le nettoyage et la maintenance générale- sanitaire

**REALCO** dispose d'une gamme de produits professionnels pour des solutions efficaces en entretien de sols, des espaces extérieurs, de l'hygiène des mains, de l'entretien du linge, de l'entretien des surfaces vitrées, efficaces et respectueux de l'environnement.

**REALCO** propose ainsi des solutions professionnelles pour un maximum de propreté, de facilité, de sécurité et d'hygiène en industries, collectivités, administrations, transports, ateliers mécaniques et électroniques,... Ses produits portent sur le nettoyage, le dégraissage, le dégrillage, le collage, la lubrification, le débouchage,...

Du carrelage à la robinetterie, **REALCO** offre des solutions non agressives et performantes, garantes d'une hygiène parfaite et respectueuses de l'environnement. De même, **REALCO** dispose de produits pour l'entretien des urinoirs basés sur des solutions biologiques, garantissant le bon fonctionnement des installations, en toute sécurité.

## 2. Le nettoyage enzymatique

Il s'agit d'une gamme de produits parfaitement adaptés aux professionnels de la restauration collective et des industries alimentaires.

Ces produits présentent l'avantage de transformer la souillure de manière irréversible, alors que les détergents classiques ne font que la transporter plus loin. Elles sont par ailleurs plus efficaces dans la mesure où elles attaquent la souillure jusque dans les moindres interstices, et la transforment avant qu'elle n'ait eu le temps de se redéposer. Les enzymes éliminent par ailleurs les biofilms. Ce faisant, les composés responsables de l'adhésion bactérienne (essentiellement les glycoprotéines et les polysaccharides) sont facilement hydrolysés par les enzymes. Les enzymes sont non agressives et non corrosives pour les utilisateurs, pour les surfaces et pour le matériel (leur pH est neutre), elles induisent une plus grande sécurité des travailleurs et une prolongation du cycle de vie du matériel, des machines, des canalisations, des membranes, etc. Enfin, les températures optimales pour l'activité enzymatique étant proches des 50-60°C, alors que les températures requises pour les détergents classiques peuvent atteindre 80°C, les produits enzymatiques permettent de réaliser des économies d'énergie, de temps et d'eau et par leur travail d'épuration sur le site de nettoyage, ils ont un impact positif sur l'environnement.

De la même manière, pour les hôpitaux, le nettoyage enzymatique permet le traitement des supports où la propreté microbiologique et le nettoyage en profondeur sont indispensables. Une application particulière est directement concernée par la problématique des biofilms : les instruments chirurgicaux et d'examen. En effet, ceux-ci sont responsables de la majeure partie de la transmission des maladies nosocomiales. Pourtant, leur fragilité empêche l'utilisation de technique agressive. L'apport d'une solution efficace mais douce pour le matériel, comme le nettoyage enzymatique, présente donc un grand intérêt.

## 3. Le traitement des bacs dégraisseurs

Les eaux usées issues de l'HORECA ou des cuisines collectives sont fortement chargées en graisses et autres résidus organiques (amidon, protéines). Leur caractère hydrophobe nécessite, en général, un traitement physique de séparation des graisses de l'eau via le bac dégraisseur. Ce traitement génère des volumes de graisses très importants à évacuer régulièrement. Le bac dégraisseur est précisément conçu pour retenir la graisse, plus légère que l'eau, lors de l'évacuation des eaux issues de cuisines. Le moyen de retenir les graisses consiste en des chicanes qui bloquent le passage des graisses ou en de petits bacs dégraisseurs placés en série. Ce faisant, le bac dégraisseur nécessite une maintenance lourde et coûteuse. Ainsi, des vidanges régulières, de l'ordre moyen d'une fois tous les 3 mois, sont nécessaires, tout comme des interventions de débouchages imprévus ou de nettoyage à la suite de débordements, ou encore des interventions de désodorisation suite aux dégagements nauséabonds.

La solution proposée par **REALCO** est l'injection d'une solution faisant appel aux biotechnologies environnementales. Elle consiste en l'injection de produit liquide de la gamme CPL. Il s'agit de formulations complexes à base d'enzymes et de bactéries spécifiques au traitement des eaux usées chargées en résidus organiques. Les produits de la gamme CPL contiennent un large spectre d'enzymes (protéase, lipase, amylase et cellulase), de bactéries non résistantes aux antibiotiques spécifiques à la métabolisation des matières organiques et des matières grasses. Ce traitement permet de nettoyer et de curer les canalisations et les bacs à graisse afin d'éviter les vidanges répétitives et les désagréments qui en découlent (odeur, bouchage). Ce type de traitement en lieu-même est plus économique que la vidange et l'eau ainsi libérée est partiellement épurée.

#### 4. Les fosses septiques

Les eaux sanitaires présentent normalement une charge bactériologique élevée. L'accroissement démographique, l'amélioration de l'habitat, de l'hygiène et du confort ont eu pour conséquence directe l'augmentation des besoins en eau et, dès lors, du volume des eaux usées domestiques. L'utilisation de plus en plus intense de produits détergents, détartrants, désinfectants ou d'antibiotiques qui inhibent le travail des bactéries naturelles, altère le bon fonctionnement des installations. Le sous-dimensionnement des fosses septiques, dans 90 % des cas, provoque aussi des colmatages fréquents, des débordements, des odeurs, des ruptures de canalisations qui génèrent des coûts de maintenance importants. Les formulations de **REALCO**, fortement concentrées en enzymes et en bactéries, permettent de liquéfier les matières organiques, permettent leur assimilation et ainsi, de supprimer tous les problèmes inhérents au mauvais fonctionnement d'une fosse septique ou d'une station d'épuration individuelle.

#### 5. Le traitement des eaux collectives - industrielles - urbaines

**REALCO** a mis au point un procédé unique de transformation des substances difficilement traitables en une matière facilement assimilable. L'enzyme est la clé de l'épuration et son accélérateur. Elle transforme en résidus facilement assimilables par les microorganismes et garantit un bon fonctionnement de la métabolisation. La biologie reste sous contrôle. La combinaison enzyme + bactérie constitue une synergie idéale pour une épuration efficace. L'enzyme est l'élément prédominant accélérateur de l'épuration, car il lève l'étape limitante d'hydrolyse et accélère la cinétique du processus d'épuration. Dans ce domaine, **REALCO** a développé un complexe en enzymes et bactéries recommandé pour le traitement des eaux usées : le CPL-50. Le CPL-50 présente l'avantage d'augmenter la biodégradabilité de l'effluent, le traitement de l'effluent, les rendements épuratoires, le traitement des matières grasses (voir procédé Lipamax ci-dessous) et la liquéfaction (croûte, accumulation de matières organiques).

Ainsi, pour les stations d'épuration individuelles ou collectives, **REALCO** a développé le procédé appelé LIPAMAX. Le pré-traitement des eaux usées domestiques et industrielles génère en effet différents sous-produits dont les déchets gras. Dans la majorité des cas, ces graisses sont collectées (bac à graisse, flottation) et éliminées par incinération ou mise en décharge. Ces opérations sont coûteuses et peu intéressantes d'un point de vue environnemental. De plus, compte tenu de la nouvelle réglementation, les graisses ne seront plus autorisées dans les centres d'enfouissement.

**REALCO** a ainsi mis au point un procédé de traitement des résidus gras sur le site de la station d'épuration elle-même. Ce procédé est basé sur un traitement biologique d'hydrolyse et de métabolisation partielle des matières grasses. Il permet de traiter partiellement les graisses afin de les rendre facilement assimilables dans le traitement biologique de la station d'épuration en aval. L'hydrolyse et la métabolisation des graisses sont réalisées dans un réacteur aérobie, disposé entre le traitement primaire et le traitement biologique de la station d'épuration. Il consiste en l'injection du complexe CPL-60 – DP 50, qui assure l'hydrolyse des matières grasses, le contact entre ces matières et les enzymes et leur métabolisation. Les matières grasses prétraitées par le complexe CPL-DP modifient les propriétés métaboliques de la boue activée. En effet, les graisses prétraitées sont dégradées par cette boue activée de la même manière que les autres substrats organiques tels que les protéines ou d'autres résidus plus simples comme les sucres.

Le procédé LIPAMAX permet de la sorte l'assimilation des graisses par la station. Il peut par ailleurs être recommandé dans les traitements tertiaires de dénitrification et de déphosphatation en tant que source de carbone facilement assimilable. En effet, ces deux procédés nécessitent un apport de carbone externe pour leur bon fonctionnement. **REALCO** a démontré que la graisse traitée par le réacteur LIPAMAX pouvait être valorisée dans ces traitements comme source de carbone (Brevet EP05447032).

#### 6. Le service pour la maîtrise du nettoyage et du traitement des eaux usées

**REALCO** considère le nettoyage et le traitement des eaux usées dans une approche globale. Or les professionnels sont soumis à des exigences de plus en plus contraignantes (auto-contrôle obligatoire suite à l'A.R. du 14 novembre 2003, normes BRC imposées par le monde de la grande distribution). La réponse à ces exigences n'entre pas dans les compétences de l'industriel, qui est heureux de pouvoir se tourner vers un partenaire



comme **REALCO**, qui, en plus de la fourniture de produits, est capable de l'aider à mettre en place des solutions pour lui permettre de répondre à la demande du secteur. **REALCO** offre en effet un package complet, garant d'une efficacité optimale dans le respect de l'environnement.

Cette offre se compose des services suivants:

- Une étude complète du site afin d'analyser précisément les besoins en nettoyage, sur base de laquelle une proposition sur-mesure est fournie;
- La mise à disposition de systèmes de dosage adaptés et recommandés pour une utilisation optimale des produits;
- Un service technique performant et préventif, capable de placer les installations de dosage, d'adapter l'équipement, d'intervenir en cas de panne dans les 24 heures;
- La réalisation de plans d'hygiène adaptés et personnalisés, établis en accord avec les procédures recommandées par les normes d'hygiène en vigueur;
- Un programme de formation en plusieurs axes:
  - 1) les produits, leurs caractéristiques, leur recommandation et leur fréquence d'utilisation,
  - 2) l'utilisation et l'entretien des systèmes de dosage mis en place,
  - 3) l'hygiène en général, les bonnes pratiques d'hygiène, les procédures élémentaires d'hygiène,
  - 4) la présentation et l'utilisation du plan d'hygiène.
- Un outil de contrôle des consommations destiné à maîtriser tous les paramètres pouvant influencer les volumes consommés et ainsi gérer au mieux son budget;
- Des campagnes de mesures sur site (via ATPmétrie et boîte de pétri), permettant de valider les procédures de nettoyage mises en place.

En parallèle, l'offre de traitement des eaux usées recommandée par **REALCO** consiste en des solutions enzymatiques préventives, tant pour la collectivité que pour l'industriel. Ces solutions peuvent aller du simple calcul de dosage au dimensionnement d'une installation, en passant par la gestion totale du traitement mis en place, à savoir l'injection des réactifs recommandés, leur approvisionnement régulier, le contrôle périodique préventif de l'injection, le contrôle de l'efficacité des traitements via les analyses adaptées, la prise en charge des éventuelles vidanges.

## 7. Le nettoyage des unités de filtration membranaire

La filtration membranaire représente une technique de plus en plus utilisée, tant dans les processus de fabrication alimentaire (laiterie, jus, ingrédients alimentaires divers,...) que dans les traitements d'eau de processus et d'eaux usées (bioréacteur à membrane). Les solutions 'classiques' envisagées pour le nettoyage des filtres à membranes se résument souvent à l'utilisation de solutions acides ou à base de soude. Ces traitements sont agressifs pour les membranes: leur usure en est accélérée, entraînant une fragilisation rapide et un besoin de renouvellement fréquent.

L'utilisation de la technologie **REALCO**, sous forme de formulations faisant appel à la synergie entre les enzymes et les tensio-actifs, permet d'assurer des nettoyages performants, grâce à la capacité des enzymes d'aller décrocher et hydrolyser des souillures limitant la performance des filtres. Il s'agit d'un procédé de nettoyage simple, neutre et effectué à des températures inférieures à 60°C, dont les avantages sont directement perceptibles par l'industriel au niveau de la prolongation de la durée de vie des membranes, du gain énergétique, du gain de temps et de la sécurité pour les opérateurs.

Les industries utilisant ce type de produits enzymatiques sont les industries vinicoles et dérivées, les industries brassicoles, les industries laitières et dérivées, etc.

## 8. L'hygiène et l'assainissement en élevage

**REALCO** propose des solutions "responsables" pour la maintenance et le traitement des lisiers et des litières. Les solutions enzymatiques et bactériennes de **REALCO** permettent un meilleur contrôle de l'écosystème naturel de la ferme, du lisier, de la litière et de l'animal en réduisant les contaminations causées par la majorité des germes pathogènes et résistants. Au niveau du lisier, **REALCO** offre des solutions biologiques basées sur une hydrolyse enzymatique et sur un apport de bactéries sélectionnées pour leur capacité à dégrader la matière organique. Ce faisant, les produits **REALCO** permettent la liquéfaction naturelle et le contrôle de l'homogénéisation du lisier (le lisier reste liquide et homogène, ce qui permet d'en faciliter l'épandage sur champs), l'augmentation de sa valeur fertilisante, la diminution drastique des émanations d'ammoniaque, la neutralisation des odeurs, l'amélioration du confort animalier et des résultats zootechniques. En matière de litières, les produits **REALCO** permettent d'assurer une dégradation des déjections animales, la diminution drastique d'émanation d'ammoniaque, le maintien d'un taux d'humidité maximum, le maintien d'un environnement sain pour l'animal, une diminution de l'agressivité pour la peau et les muqueuses, de meilleurs indices de consommation, etc.

### 4.8. Recherche et développement

#### 4.8.1. Mission

**REALCO** est une société innovante dans un secteur de pointe: la biotechnologie environnementale. Le département "Recherche et Développement" de **REALCO** poursuit un double objectif. D'une part, maintenir la position de précurseur de **REALCO** en matière d'application des enzymes afin d'assurer sa stratégie de croissance. D'autre part, maintenir l'expertise de **REALCO** dans la formulation des enzymes et/ou des matières premières renouvelables et dans l'application de celles-ci aux différents secteurs visés. Le département R&D de **REALCO** travaille constamment à l'élaboration de nouveaux produits, à l'amélioration des formulations existantes et au développement de nouvelles applications. Le résultat de ces recherches permet à **REALCO** de mettre régulièrement sur le marché des produits innovateurs qui répondent au mieux aux exigences spécifiques de ses clients. Cette partie visible de l'activité R&D repose sur une recherche fondamentale, active depuis plus de 30 ans, sur les agents de nettoyage, les enzymes et leurs possibilités d'application. Il existe actuellement plus de 200 formules permettant l'élaboration de nombreux produits d'entretien classiques, enzymatiques et/ou bactériens.

**REALCO** investit jusqu'à 15% de son chiffre d'affaires en R&D. Cet investissement, considéré par la société comme nécessaire pour maintenir sa position de leader, permet à la R&D de disposer d'un laboratoire performant et équipé de matériel d'analyse moderne, comme la spectrophotométrie. L'équipe de chercheur est composée de cursus complémentaires: bioingénieurs, ingénieurs chimistes et biochimistes.

La stratégie choisie par **REALCO** pour protéger le fruit de ses recherches est généralement le dépôt de brevets. Dans le secteur du traitement des eaux au moyen d'enzymes et/ou de microorganismes spécifiquement sélectionnés, ce mode de protection se justifie par le fait que les inventions sont suffisamment novatrices pour être brevetées. Il a par ailleurs considérablement renforcé la crédibilité de **REALCO** vis-à-vis des autres acteurs du secteur. Soulignons également l'impact publicitaire positif de tels brevets sur la clientèle.

#### 4.8.2. Partenariats et relations scientifiques

Le département R&D de **REALCO** a collaboré et collabore encore avec différentes sociétés, universités (UCL, ULB, ULg) et centres de recherche (CELABOR, CRA). Ces partenariats permettent d'accélérer le transfert de technologies et de connaissance et augmentent le potentiel de recherche du département. Ces travaux ont permis l'établissement d'une relation privilégiée entre **REALCO** et certains départements universitaires. **REALCO** est dès lors également parrain de différents travaux et projets de recherche académiques menés actuellement au sein des universités partenaires. Pour chaque dossier, un projet définissant le plan de travail est rédigé, reprenant en outre les actions à mener et les responsables de celles-ci. Des réunions fréquentes ont lieu pour s'assurer de l'état d'avancement du projet. **REALCO** assure toujours la coordination du projet et dispose du pouvoir de réorienter celui-ci. Les universités avec lesquelles **REALCO** travaillent agissent donc en qualité de sous-traitants.

#### 4.8.3. Brevets

Depuis 1997, le département R&D de **REALCO** a déposé 4 brevets:

- **Brevet EP1025052 - "Levée d'inhibition des détergents grâce aux enzymes"**. Ce brevet a été déposé en octobre 1997 et a été obtenu en mai 2000. Il démontre que l'ajout d'enzymes dans les produits de nettoyage est un atout pour le traitement et la biodégradabilité des eaux usées. En effet, l'utilisation des enzymes dans le nettoyage permet d'améliorer les performances d'épuration des eaux usées. **REALCO** a prouvé que les enzymes contribuent à lever l'étape limitante de l'hydrolyse et les inhibitions amenées par certaines substances chimiques, permettant ainsi aux bactéries d'épurer les eaux plus rapidement.
- **Brevet PCT/BE02/00020 - "Bactéries sensibles"**. L'utilisation de bactéries non résistantes aux antibiotiques permet d'obtenir des performances comparables ou supérieures à l'utilisation de bactéries résistantes. Le phénomène du développement de résistance aux antibiotiques est un problème majeur pour la médecine humaine et vétérinaire. Des campagnes nationales sont actuellement lancées dans de nombreux pays pour limiter la consommation d'antibiotiques et freiner le développement du problème. **REALCO** n'utilise que des bactéries sensibles aux antibiotiques dans ses produits. Ainsi, l'utilisation des produits **REALCO** ne participe pas à la dissémination et à l'augmentation des résistances des micro-organismes. Ce brevet a été déposé en février 2001 et est en cours d'approbation.
- **Brevet EP05447032 - "LIPAMAX"**. Ce brevet porte sur l'utilisation de la graisse dégradée par le procédé LIPAMAX comme source de carbone pour la dénitrification. En station d'épuration, la graisse est un déchet difficile à éliminer. **REALCO** a développé ce procédé qui permet une dégradation rapide de la graisse par voie enzymatique. **REALCO** a également pu montrer que la graisse dégradée issue du traitement LIPAMAX peut être utilisée pour l'élimination d'un autre polluant, l'azote, dans le procédé de dénitrification qui nécessite l'apport d'une source de carbone. La graisse issue du procédé LIPAMAX représente une source de carbone facilement assimilable et valorisable. Ce brevet a été déposé en février 2005 et est en cours d'approbation.
- **Brevet PCT/EP2006/060244 - "Enzymes-Matières Premières Renouvelables"**. Ce brevet protège des formulations de produit de détergence industrielle et domestique dont la formulation est à base d'enzymes et de matières premières renouvelables. Il protège également ce type de formulation sous forme de spray et l'action antifongique que peuvent avoir ces formulations. Les matières premières renouvelables (MPR) sont des matières issues principalement de l'agriculture et de l'oléochimie, par opposition aux matières premières d'origine pétrochimique. Elles sont donc plus respectueuses de l'environnement car elles participent au développement durable (non utilisation des ressources fossiles) en plus de leur bonne biodégradabilité. Les avantages de ces formulations sont une meilleure stabilité de l'enzyme (qui permet de préparer des solutions diluées et donc des sprays), une très bonne efficacité (supérieure aux produits pétrochimiques équivalents), une activité antifongique et un impact environnemental positif (action des enzymes, matières premières renouvelables et biodégradables). Ce brevet a été déposé le 23 février 2006 et est en cours d'approbation.

#### 4.8.4. Projets de recherche en cours

- **Matières premières renouvelables (MPR)**. **REALCO** a toujours la volonté de proposer des produits respectueux de l'environnement. Les matières premières renouvelables sont aussi une des voies suivies par la société. Ce secteur étant en pleine évolution, la R&D teste des nouvelles matières qui sont d'ores et déjà incorporées dans les formulations existantes. Plus précisément, une des pistes étudiées en ce moment sont les huiles essentielles et les molécules issues des matières agricoles (renouvelables), par opposition aux molécules de synthèse issues de l'industrie pétrolière.
- **Biométhanisation**. La production de biogaz par fermentation anaérobie à partir de déchets agricoles ou ménagers représente une source d'énergie renouvelable. Ce procédé, encore peu développé en Belgique, représente un des moyens d'atteindre les objectifs du protocole de Kyoto. La R&D travaille à l'optimisation de ce procédé par l'application d'enzymes qui permettent d'accélérer le rendement du procédé, et donc la production de biogaz et d'énergie.

- **Biophytomax.** Les maladies cryptogamiques dues à l'invasion d'un champignon ou d'autres microorganismes sont très répandues dans toutes formes de cultures. Le traitement de ces maladies est réalisé par pulvérisation de produits phytosanitaires qui sont des molécules chimiques conduisant à l'élimination des microorganismes ou champignons. Ce traitement induit des effets de rémanence (accumulation de produits chimiques qui ne se dégradent plus) et de résistance (bactéries de plus en plus fortes et résistantes aux traitements) décriés par les courants actuels favorables à un environnement durable. **REALCO** cherche à neutraliser ces microorganismes en inhibant l'action de leurs enzymes. Les enzymes ainsi traitées ne travaillent plus, n'arrivent plus à alimenter les bactéries qui restent dans un état de latence et ne se développent pas. Il n'y a donc plus de dégradation du végétal. Ce traitement, moins nocif car "non tueur", permet de stopper le développement de la maladie sans provoquer l'apparition de phénomènes de résistance. De plus, ce traitement possède un très large potentiel d'application car son principe est d'agir sur un processus biochimique et non sur un microorganisme spécifique. Ce principe s'applique donc à de nombreuses maladies ou productions agricoles. Il s'agit par exemple de maladies très répandues comme la pourriture molle, la jambe noire, le feu bactérien, le mildiou (les pommes de terre, les betteraves, les tomates, le blé et les arbres fruitiers).
  - **Nettoyabilité.** Afin de confirmer son expertise, la R&D lance une étude sur les mécanismes précis qui permettent aux enzymes de décrocher les micro-organismes et d'attaquer les biofilms. Cette étude tiendra compte des spécificités de l'industrie agroalimentaire, en suivant entre autre l'amélioration des performances de nettoyage dans des équipements spécifiques. Rappelons que les biofilms sont une source d'infection en industrie alimentaire et en santé humaine que les produits chimiques classiques ont de plus en plus mal à traiter. La solution viendra sans doute d'un traitement par voie enzymatique.
  - **Surfaces actives.** Un projet R&D est réalisé en partenariat avec le groupe ARCELOR depuis 2004. ARCELOR a développé des surfaces photoactives aux propriétés autonettoyantes et auto désinfectantes. Le but de ce partenariat est de combiner le nettoyage enzymatique avec l'utilisation des surfaces photoactives. Les applications visées sont des applications "sensibles" où la résistance des microorganismes arrive à un stade critique où les traitements classiques n'offrent plus suffisamment de garantie en termes de santé et de qualité alimentaire; on peut citer le développement des maladies nosocomiales en milieu hospitalier et le développement des films bactériens en industrie alimentaire. La méthode enzymatique permet de réaliser un nettoyage en profondeur et l'activation des surfaces permet un assainissement plus fin par destruction de la contamination résiduelle. Par ailleurs, l'étude des propriétés auto désinfectantes des surfaces développées par ARCELOR a été confiée au laboratoire de **REALCO**.
- A côté des ces différents projets de recherche et développement qui sont en cours, **REALCO** a déjà réalisé ces dernières années d'autres projets de recherche importants, sur lesquels le département R&D continue à effectuer des développements nouveaux:
- **Nettoyage industriel:** ces recherches, menées en collaboration avec le service des Industries Biochimiques de l'Université Libre de Bruxelles ont pour but d'optimiser l'utilisation des enzymes dans le nettoyage industriel (surfaces, CIP,...) et de s'impliquer dans des domaines de pointe comme le nettoyage des filtres à membranes. Ce projet a été réalisé entre autres via une convention first-entreprise, terminée fin février 2005, et qui a permis de développer des gammes de produits enzymatiques performantes.
  - **INDIZYME:** l'objectif de ces recherches, menées en collaboration avec le Centre de recherche et de contrôle textile, environnement, agro-alimentaire et papetier, CELABOR, à Chaineux, est de déterminer l'impact de produits à base d'enzymes et de microorganismes sur l'efficacité, la fiabilité et la robustesse des stations d'épuration individuelles dans le but de remédier à leurs problèmes spécifiques, provenant notamment de leur absence ou de leur manque de pouvoir tampon. Dans un deuxième temps, l'absence d'impact négatif de produits de détergence de **REALCO** sur ce type de station a été analysée.
  - **COMPOZYM:** ce projet réalisé en collaboration avec le Centre d'Ingénierie des Protéines de l'Université de Liège, vise à déterminer l'impact de l'ajout d'enzymes et/ou de microorganismes surproducteurs d'enzymes extracellulaires sur la biodégradation des matières organiques présentes dans un compost. Plus largement, il s'agit d'étudier les performances de ces complexes d'enzymes et de microorganismes dans les procédés industriels impliqués dans le recyclage et la valorisation de la biomasse (déchets verts, boues de station d'épuration, biométhanisation).

- **AGRIMAX**: la recherche réalisée en collaboration avec l'Unité de Génie Biologique de l'Université Catholique de Louvain a permis de diversifier les activités de **REALCO** par le développement d'une gamme de produits destinés à l'élevage. Les CEB sont utilisés pour le traitement des lisiers (liquéfaction, diminution d'émanation d'ammoniaque et des odeurs et augmentation du pouvoir fertilisant) et des litières (sanitation, meilleure qualité et diminution des odeurs).

#### 4.9. L'exportation

La spécificité de ses produits et le savoir-faire de **REALCO** en ont fait un des acteurs incontournables dans le secteur, ce qui ouvre de nombreuses perspectives à l'exportation. Les produits **REALCO** sont donc présents dans de nombreux pays, comme la France, l'Espagne, l'Italie et les autres principaux pays européens. **REALCO** est aussi présente dans les anciens pays du bloc de l'Est (Tchéquie, Pologne, Pays-Baltes,...) qui offrent des possibilités de croissance importantes. Grâce à un contrat de partenariat avec les sociétés Mitsui et Shikoku (un des principaux acteurs de l'industrie chimique au Japon), **REALCO** offre sur le marché japonais des produits destinés aux consommateurs et à l'industrie. Ces produits y sont commercialisés sur ces marchés par le biais d'agents indépendants, de distributeurs ou de sociétés partenaires.

**REALCO** s'est fixé comme objectif d'être présente dans tous les pays européens, ainsi que de continuer à progresser sur le marché asiatique. En outre, il a été décidé de se développer vers les marchés des Etats-Unis et du Moyen-Orient. Pour ce faire, **REALCO** cherche des synergies avec des partenaires qui agiront en tant que producteurs, distributeurs ou agents en fonction des particularités de chaque pays. En 2006, **REALCO** abordera de nouveaux pays: Canada, USA, Chine, Inde, Egypte, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis,... En 2005, **REALCO** a réalisé 22 % de son chiffre d'affaires à l'exportation (1.088.527 €) et 78 % (soit 3.942.688 €) en Belgique (voy. ch. 5.6.A.).

#### 4.10. Le marché

##### 4.10.1. Nettoyage

**REALCO** développe, produit et commercialise des produits destinés au nettoyage et à l'entretien général de la maison (principalement cuisine et sanitaire) et des cuisines ou ateliers industriels. La particularité des produits **REALCO** est qu'ils contiennent de fortes concentrations d'enzymes qui hydrolysent les macromolécules insolubles (graisses, protéines, polysaccharides) les rendant solubles et facilement éliminables par le rinçage.

Le nettoyage enzymatique est encore marginal et reste un secteur de niche. Il n'existe en effet pratiquement pas de produits de nettoyage enzymatiques concurrents aux produits proposés par **REALCO**, cette dernière étant la première entreprise à avoir associé enzymes et détergents. Cependant, les produits enzymatiques gagnent en notoriété, en part de marché et sont de moins en moins inconnus. Le grand public et les industriels sont maintenant dans une plus large mesure au courant de l'existence de tels produits. De plus, cette technologie progresse, offre de plus en plus de possibilités et d'avantages attrayants.

Le marché des produits enzymatiques est donc appelé à se développer. Premièrement, la connaissance de cette technologie par le public progresse, avec généralement une approche favorable étant donné les résultats positifs globalement obtenus. Ensuite, cette technologie offre des solutions réelles et efficaces et n'intervient donc pas seulement comme une alternative à d'autres solutions. De plus, cette technologie apporte des avantages conséquents par rapport aux technologies classiques. Ces avantages concernent entre autres l'environnement et la sécurité, deux domaines auxquels les législateurs et les utilisateurs portent de plus en plus d'attention.

Enfin, les biotechnologies, dont font partie les produits enzymatiques, sont en plein essor et sont présentées comme un futur secteur phare de l'économie. Le développement global de ce secteur, en partie au détriment de la pétrochimie, entraînera un plus grand intérêt pour les produits enzymatiques.

#### 4.10.2. Marché cible

Potentiellement, le marché des produits de nettoyage enzymatique est très large. La sensibilité croissante au développement durable par l'industrie, par le législateur et le consommateur final va pousser durablement la demande de solutions industrielles à base d'enzymes, et l'on s'attend à moyen terme à des taux de croissance annuels pour ce marché entre 5 % et 8 %.

Dans ce contexte, **REALCO** focalise principalement son attention sur le secteur de l'industrie alimentaire, de la restauration collective et du secteur hospitalier. En effet, ces secteurs sont très sensibles aux questions liées à un nettoyage en profondeur et une propreté microbiologique, du fait des problèmes actuels de contamination qui ont des conséquences désastreuses pour la santé humaine. Les enzymes, en plus des avantages précités, pourraient apporter la solution attendue ou un élément de solution.

En termes de taille, l'industrie agroalimentaire est l'un des principaux secteurs d'activité de l'économie européenne, avec plus de 26.000 entreprises et un turnover de plus de 600 milliards d'euros. En Belgique, premier marché de **REALCO**, le secteur agroalimentaire est également parmi les principaux secteurs d'activité économique, avec environ 6.500 entreprises.

En matière de restauration collective, il est aisé de réaliser l'ampleur du secteur puisqu'il concerne à la fois l'HORECA, la restauration collective (avec des firmes comme Sodexho, Eurest,...), les chaînes hôtelières, la restauration rapide (Fast Food),... Au niveau du milieu hospitalier, les chiffres sont beaucoup moins importants, même si le secteur reste relativement large (on recense 261 hôpitaux généraux pour la seule Belgique).

#### 4.11. La concurrence

La concurrence au niveau des produits enzymatiques est faible. Comme cela a été mentionné précédemment, il s'agit d'un secteur de niche où le nombre d'acteurs est encore très limité. Au niveau des produits à base de bactéries, comme les produits de traitement des eaux, le marché est bien fourni et présente différents acteurs qui possèdent une offre performante. Par contre, au niveau des produits enzymatiques de nettoyage, peu ou aucun des acteurs présents en Europe ne possède une gamme de produits, une expérience de terrain et une connaissance technique aussi avancées que celle de **REALCO**.

La concurrence vient donc plus des produits classiques (à base chimique). Il y a sur ce segment une concurrence très importante si l'on considère l'offre très large et les prix peu élevés pratiqués par les concurrents de **REALCO**, mais surtout la puissance des principaux acteurs, à savoir essentiellement des multinationales comme Henkel Ecolab et Johnson-Diversey pour le nettoyage et Suez-Degremont pour l'épuration des eaux. En Belgique, **REALCO** doit aussi composer avec des concurrents tels que la firme Ecover, qui se profile quant à elle comme producteur de produits écologiques, même si cette dernière ne commercialise aucun produit à base enzymatique (principalement en BtoC) et la firme Pollet (principalement en BtoB).

Cependant, les produits enzymatiques possèdent des avantages très importants par rapport aux produits classiques commercialisés par les firmes mentionnées ci-dessus, qui correspondent mieux à l'évolution des mentalités. D'autant que les projets de recherche et de développement menés par **REALCO** devraient lui permettre de mettre en avant et d'exploiter de nouvelles performances des produits enzymatiques qui leur apporteront un avantage conséquent et donneront à **REALCO** une plus-value concurrentielle:

- A. **Transformation de la souillure** (protéines, graisses, cellulose et autres polysaccharides) **de manière spécifique et irréversible** plutôt que son simple déplacement.
- B. **Augmentation des performances de nettoyage**: les formulations combinant activités enzymatiques et agents dispersants assurent le décrochage des souillures et leur maintien en dispersion, empêchant leur redéposition. La circulation de la solution enzymatique à travers, par exemple, un filtre à membrane, a pour objectif de décrocher les souillures, de les transformer et d'éviter de la sorte leur redéposition.
- C. **Moindre agressivité pour les utilisateurs et pour le matériel** avec comme conséquences positives, une plus grande sécurité pour les manipulateurs et une prolongation du cycle de vie des installations et autres matériaux en contact.

- D. Nettoyage des filtres à membrane:** un des soucis rencontré dans l'industrie est le nettoyage des filtres à membrane par voie classique. Les formulations enzymatiques de **REALCO** atteignent des performances non égales par récupération du flux initial.
- E. Température de l'eau de nettoyage plus faible:** les températures optimales pour les principales activités enzymatiques avoisinent les 50-60°C, alors que les températures requises pour un nettoyage à la soude sont généralement de 80°C. L'usage de produits à base d'enzymes implique donc une diminution des coûts énergétiques.
- F.** Grâce à leur capacité de dégradation des matières organiques, les enzymes assurent le maintien des **canalisations propres** (suppression des odeurs) et une diminution des coûts liés à la maintenance des ouvrages de pré-traitement des eaux usées (bacs à graisse, bacs de relevage).
- G.** La présence d'enzymes assure la **pré-épuración des eaux usées**: **REALCO** a montré l'impact positif des enzymes sur la croissance des microorganismes épurateurs en présence d'agents inhibiteurs comme certains détergents et a également démontré que l'hydrolyse des matières était l'état limitant dans tous processus d'épuration. En présence d'enzymes, la croissance des microorganismes est donc accélérée. L'effet d'un détergent enzymatique sur l'épuration n'est donc pas nul, ni défavorable, mais bien positif.
- H. REALCO** a développé des procédés enzymatiques qui permettent **l'élimination des biofilms**. L'industrie alimentaire ou les hôpitaux sont de plus en plus confrontés à la difficulté de supprimer de tels biofilms. **REALCO** a développé une gamme de produit performant pour leur élimination par voie enzymatique.

#### 4.12. Le marketing

Jusqu'à présent, **REALCO** a consacré peu de ressources financières à son marketing. A l'instar de nombreuses PME, **REALCO** ne dispose pas de budgets importants permettant de concurrencer les multinationales des secteurs de l'épuration des eaux ou du nettoyage. L'essentiel du marketing se fait donc par l'intermédiaire des forces commerciales de **REALCO**. Des actions de mailing ou des actions sur le lieu de vente, ciblés vers les particuliers, sont néanmoins lancées fréquemment afin de faire connaître non seulement les produits **REALCO**, mais aussi le rôle de l'enzyme. Toutefois, **REALCO**, de par son développement, a décidé de développer une politique de marketing et de communication plus cohérente. L'objectif est de simplifier les gammes de produits offerts à la clientèle privée et professionnelle. Une réflexion en profondeur, avec l'aide d'un consultant spécialisé, est en cours. De nouvelles fiches "produits", fardes et une modernisation des étiquettes, du logo,... seront prochainement proposées sur les différents produits **REALCO**.

#### 4.13. La clientèle

Comme cela a été indiqué précédemment (voir 4.7), la clientèle **REALCO** est de deux types: professionnelle et privée.

La clientèle professionnelle est composée, entre autres, des sociétés telles que Neuhaus, Baronie, Quintens, Food Impact, Colona, PGelatine, Profil Arbed, Piddy, Van De Kerckhove, Ansolive, Napoléon, Tovia, Merydis, etc.

Si la clientèle professionnelle est directement en contact avec **REALCO**, via ses équipes commerciales, la clientèle privée est ciblée par différents canaux de distribution:

- **Les grandes surfaces alimentaires (GSA)** telles que les hypermarchés Carrefour, les magasins Colruyt, Delhaize, GB, la chaîne de magasins DI,... Via ce canal, les produits sont commercialisés sous la marque OXYGEN.
- **Les grandes surfaces de bricolage (GSB)** où les produits sont commercialisés sous la marque **REALCO** : HUBO, BRICO BELGIUM, Mr.BRICOLAGE, GAMMA, BRICO PLAN IT, MENUQUIN, ORGA, CEAHOME, BEST TRADE, FREE TIME, SUPRABAZAR, SUPERSTOCK, PRO DIY.
- **Les autres distributeurs** tels que les **chaînes de jardin** (AVEVE, GARDEN RETAIL SERVICES, HORTA), les **chaînes de jouets** (DREAMLAND, MAXITOYS, KIDDOO), les **chaînes de distribution de matériaux de construction** (POINTMAT, BIGMAT, GEDIMAT, GROUPAMAT), les **chaînes d'aménagement** (OVERSTOCK, GIF) et les **drogueries** (magasins spécialisés et indépendants).

#### 4.14. Les fournisseurs

En ce qui concerne les enzymes, **REALCO** fait uniquement appel à la société danoise NOVOZYMES, avec qui elle a aussi entretenu des relations de partenariats. **REALCO** a en effet été liée au groupe danois par un contrat de distribution des enzymes en industrie dans le Benelux et en France (voir 5.2.1. - F).

Novozymes s'est spécialisée dans la fabrication d'enzymes peu polluantes et novatrices pour l'industrie et est active depuis 1941. Avec plus de 100 types d'enzymes et de microorganismes à son catalogue, Novozymes met au point toutes sortes d'enzymes industrielles, dont Cellulofit, qui permet d'augmenter la douceur et la vivacité de la couleur de tissus en coton, Carezyme, qui accentue la puissance des détergents, ou encore Vinoxym, qui optimise l'extraction du tanin lors de la fabrication du vin.

Ainsi, forte de son savoir-faire qui lui offre la possibilité d'allier progrès industriel et protection de l'environnement, NOVOZYMES peut se targuer de bénéficier d'une véritable envergure mondiale, avec une présence sur tous les continents. La société NOVOZYMES est cotée en Bourse de Copenhague depuis 2000. Elle réalise quelque 30 % de son chiffre d'affaires annuel aux Etats-Unis, 19 % en Asie et Australie et 9 % en Amérique latine.

Leader mondial dans la fabrication d'enzymes industrielles, Novozymes s'appuie sur un remarquable savoir-faire à la base du développement de nouvelles applications d'enzymes novatrices, et sur l'engagement fort du management pour la mise en œuvre d'un développement durable de l'entreprise. Selon les critères de durabilité analysés, Novozymes atteint des évaluations maximales clairement supérieures à la moyenne industrielle. Novozymes entretient des relations actives et un dialogue très ouvert avec les plus importants groupes d'intérêts; en particulier avec les groupes de clients et autres leaders d'opinion très critiques à l'égard des méthodes biotechnologiques.

Pour les produits servant de base à sa gamme non enzymatique, **REALCO** s'approvisionne chez l'ensemble de distributeurs locaux de ces produits.

#### 4.15. Les investissements

La société prévoit de réaliser au cours des prochaines années des investissements en immobilisations corporelles représentant en moyenne 150.000 EUR par an sur l'horizon 2006-2008 et compris entre 220.000 et 390.000 EUR sur l'horizon 2009-2015, augmentés d'investissements en bâtiments industriels de 1.200.000 EUR entre 2007 et 2012, l'activité de **REALCO** n'étant que peu capitalistique.

Le tableau ci-dessous présente les principaux investissements réalisés par **REALCO** au cours des 3 derniers exercices (ils sont tous financés par endettement), ainsi qu'au cours de l'exercice en cours:

	2003	2004	2005	2006
Brevets	16.755	0	7.295	0
Agencements des locaux	11.467	12.183	58.361	3.700
Machines d'exploitation	19.728	(*) 169.092	(**) 85.335	0
Outillage d'exploitation	17.087	38.318	39.871	0
Mobilier Atelier/magasin	0	0	2.174	0
Mobilier de bureau	1.251	743	4.617	4.250
Matériel de bureau	29.384	19.549	37.136	5.000
Voiture	2.091	0	0	0
Matériel mis en prêt	11.407	18.315	40.939	0
	109.170	258.200	275.758	12.950

Les prévisions d'investissement de 2007 à 2011 tiennent compte d'investissement en un hall de stockage, de bureaux et d'une ligne de production supplémentaire. La construction d'un nouveau hall industriel est prévue en 2007, ainsi que des bureaux en 2008 et l'ajout d'une nouvelle ligne de production en 2009 ou 2010.

(\*) achat & modernisation ligne "liquide", (\*\*) modernisation ligne "poudre"



#### 4.16. La production

**REALCO** produit sur son site de Louvain-la-Neuve l'ensemble des produits qu'elle commercialise actuellement, que ce soit sous la marque OXYGEN ou **REALCO**. La société possède une solide expérience de production, une infrastructure performante et des contacts privilégiés avec les fournisseurs de matières premières.

**REALCO** a développé un outil original de production, qui lui permet de maintenir une grande souplesse de réponses à toutes les demandes venant des industriels ou des distributeurs. Elle a également développé une expertise au niveau du traitement des produits enzymatiques dont la difficulté majeure réside dans la stabilité à long terme.

Les capacités de production actuelles de **REALCO** permettraient d'augmenter la production de 35 à 45 % par une augmentation de main d'œuvre sans modification de l'outil principal.

#### 4.17. Le contrôle de qualité

Des contrôles fréquents sont assurés pour veiller à la qualité des produits **REALCO**, basés généralement sur des mélanges de substances et de matières premières dont le dosage précis est essentiel. En cours de la fabrication des produits, un suivi est assuré par les équipes de production et celles du département "R&D". De même, des contrôles sont effectués afin de vérifier si les installations ont été correctement nettoyées lorsque la production d'un produit déterminé a pris fin.

Comme on l'a vu ci-avant, les exportations sur le marché japonais se développent au rythme de 20 à 30 % par an. Cela a obligé **REALCO** à optimiser sa qualité de production, afin d'atteindre un taux d'erreur zéro. Cette démarche qualitative a eu également un impact positif sur les produits distribués en Belgique et à l'étranger.

#### 4.18. Les ressources humaines et la culture d'entreprise

Les ressources humaines de **REALCO** s'articulent autour d'une équipe de cadres de haut niveau, directement placés sous la direction de l'administrateur délégué. En effet, lui répondent directement la Direction Production-Achats, la Direction Commerciale BtoB, la Direction Commerciale BtoC, la Direction R&D, la Direction Export, la Direction Marketing et le Back Office.

La culture de l'entreprise **REALCO** se décline en 3 mots : créativité, réactivité et transparence. L'enthousiasme est de mise, l'ambiance de travail est positive. Il en résulte que le personnel de **REALCO** est stable : il y a peu de turnover. Par contre, chaque engagement fait l'objet d'une recherche scrupuleuse afin de s'assurer que la personne puisse se sentir à l'aise dans la culture de l'entreprise. Cette culture d'entreprise partagée est donc bien un facteur de stabilité du personnel, dans la mesure où les collaborateurs sont motivés par le fait qu'ils participent au développement de la société, dans une ambiance de PME qu'ils trouveraient difficilement dans des grands groupes industriels internationaux.

#### 4.19. Les infrastructures

La société **REALCO** est installée dans le parc scientifique Einstein de Louvain-la-Neuve. Ses locaux couvrent une surface de 2600 m<sup>2</sup>. Celle-ci est partagée entre les laboratoires de recherche et de contrôle qualité, les installations de mélange et de conditionnement, le stockage des matières premières, le stockage des produits finis et les bureaux. Les installations liées à la production sont axées sur la préparation de formules pour produits liquides et poudres. Quatre lignes de conditionnement, trois pour produits liquides et une pour produits poudres, assurent le renouvellement des stocks.

#### 4.20. Les assurances

##### 4.20.1. Incendie

**REALCO** est assurée par une police qui couvre les dégâts d'incendie à 100 %, dégâts qui surviendraient aux biens et aux stocks se trouvant dans les immeubles situés dans le Parc scientifique de Louvain-la-Neuve.

#### 4.20.2. Vols

La police couvre à concurrence de 100 % les vols de biens ou de marchandises qui surviendraient dans les immeubles situés dans le Parc scientifique de Louvain-la-Neuve.

#### 4.20.3. Taux de change

**REALCO** n'utilise pas actuellement des produits financiers qui lui permettraient de maîtriser le risque de taux de change dans le cadre de ses achats ou de ses ventes. En effet, seul un faible risque sur le yen peut être relevé, mais il reste relativement marginal.

#### 4.20.4. Responsabilité vis-à-vis de tiers

Dans le cadre de son activité, **REALCO** est couverte par une assurance RC exploitation pour un montant maximum de 1.240.000 € par sinistre en dommages corporels et 125.000 € par sinistre en dommages matériels, pour tout dommage qu'elle pourrait causer à des tiers et dont elle serait responsable.

#### 4.21. Syndicat et adhésion

La société n'est liée à aucun syndicat.

#### 4.22. Litiges

A la connaissance de **REALCO**, il n'existe à ce jour aucun litige pouvant avoir, ou ayant eu dans le passé récent, une incidence significative sur l'activité, la situation financière ou le patrimoine de la société.

Toutefois, **REALCO** est en litige avec un ancien membre du personnel depuis 1999. Le procès est toujours en cours. De manière prudentielle, **REALCO** a provisionné la somme qu'elle serait amenée à verser au cas où elle perdrait ce procès. Chaque année, depuis 2002, la société provisionne également les intérêts judiciaires sur ces sommes.







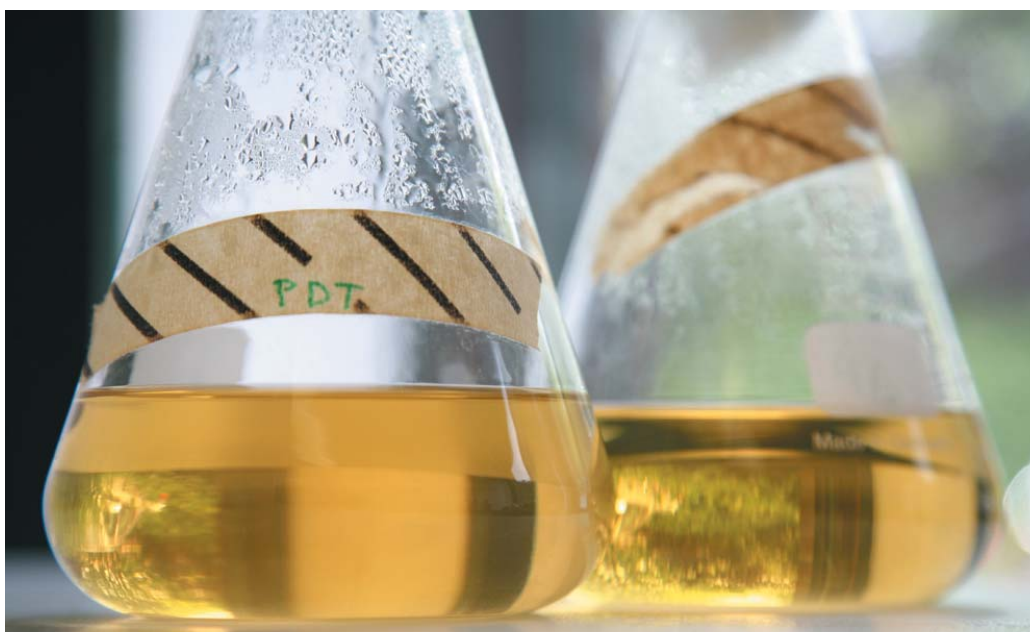


## 5. INFORMATIONS FINANCIÈRES

### 5.1. Bilans au 31 décembre (en euros)

#### 5.1.1. Situation active

ACTIF	2005	2004	2003
<b>ACTIFS IMMOBILISÉS</b>	<b>1.050.747</b>	<b>1.020.040</b>	<b>985.050</b>
Immobilisations incorporelles	15.521	17.632	30.489
Immobilisations corporelles	1.025.117	1.002.169	954.322
<i>Terrains et constructions</i>	611.266	735.847	844.016
<i>Installations, machines et outillage</i>	329.923	230.541	77.940
<i>Mobilier et matériel roulant</i>	51.440	19.848	23.789
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	32.488	15.933	8.577
Immobilisations financières	10.109	239	239
<b>ACTIFS CIRCULANTS</b>	<b>1.955.986</b>	<b>1.713.637</b>	<b>1.397.945</b>
Stocks et commandes en cours d'exécution	657.348	546.289	448.441
Créances à un an au plus	717.095	700.819	749.547
<i>Créances commerciales</i>	686.871	638.678	737.516
<i>Autres créances</i>	30.224	62.141	12.031
Placements de trésorerie	500	-	-
Valeurs disponibles	539.821	44.064	134.144
Comptes de régularisation	41.222	22.465	65.813
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>3.006.733</b>	<b>2.733.677</b>	<b>2.382.995</b>



### 5.1.2. Situation passive

<b>PASSIF</b>	<b>2005</b>	<b>2004</b>	<b>2003</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>1.145.660</b>	<b>845.364</b>	<b>754.176</b>
Capital	647.243	647.243	647.243
Réserves	41.500	26.984	21.194
Réserve légale	41.500	26.984	21.194
Bénéfice / (perte) reporté	405.002	168.365	80.359
Subsides en capital	51.915	2.772	5.380
<b>PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES</b>	<b>142.658</b>	<b>107.391</b>	<b>104.526</b>
Provisions pour risques et charges	107.473	103.090	99.338
Impôts différés	35.185	4.301	5.188
<b>DETTES</b>	<b>1.718.415</b>	<b>1.780.922</b>	<b>1.524.293</b>
Dettes à plus d'un an	645.670	713.820	635.550
Dettes financières	645.670	713.820	635.550
Dettes à un an au plus	1.071.941	845.208	887.603
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	171.156	136.679	139.829
Dettes financières	-	11.667	-
Dettes commerciales	614.254	509.523	517.796
Dettes fiscales, sociales & salariales	247.366	165.227	189.435
1. Impôts	69.733	27.350	59.934
2. Rémunérations et charges sociales	177.632	137.877	129.501
Autres dettes	39.165	22.112	40.543
Comptes de régularisation	804	221.894	1.140
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>3.006.733</b>	<b>2.733.677</b>	<b>2.382.995</b>



...niet-alkalen, in de voedingssector en in zwembadwater). Na desinfectie van oppervlakte- of drinkwaren of hun grondstoffen in of grondig spoelen met zuiver water. Werkzaam: 45gr/L didecyldimethylammoniumchloride / T-groep : Quaternaire ammoniumverbinding

## 5.2. Comptes de Résultats au 31 décembre (en euros)

	2005	2004	2003
<b>PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION</b>			
Chiffre d'affaires	5.031.215	4.341.557	4.496.013
Autres produits d'exploitation	301.630	225.921	438.365
Achats & variation de stock	(2.128.789)	(2.011.175)	(2.176.364)
Services et biens divers	(1.296.396)	(1.119.187)	(931.957)
Rémunérations	(1.317.031)	(1.086.511)	(1.078.958)
Amortissements	(236.848)	(223.210)	(236.825)
Réductions de valeur	154	15.780	3.396
Provisions pour risques et charges	(4.383)	(3.752)	(6.444)
Autres charges d'exploitation	(49.882)	(61.352)	(254.417)
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>299.671</b>	<b>78.071</b>	<b>252.809</b>
Produits financiers	27.418	11.279	10.369
Charges financières	(93.503)	(70.914)	(77.624)
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>(66.085)</b>	<b>(59.635)</b>	<b>(67.255)</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>233.586</b>	<b>18.436</b>	<b>185.554</b>
Produits exceptionnels	238.852	175.731	10.098
Charges exceptionnelles	(22.169)	(12.861)	(6.413)
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>216.683</b>	<b>162.870</b>	<b>3.685</b>
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>450.269</b>	<b>181.306</b>	<b>189.239</b>
Prélèvement sur les impôts différés	7.576	886	886
Impôts	(167.527)	(66.396)	(68.901)
<b>BÉNÉFICE DE L'EXERCICE À AFFECTER</b>	<b>290.318</b>	<b>115.796</b>	<b>121.224</b>



### 5.3. Tableau de Financement (en euros)

	2005 / 2004	2004 / 2003	2003 / 2002
<b>OPERATIONS D'EXPLOITATION</b>			
Résultat net	290.318	115.796	121.224
Dotation aux amortissements	236.848	223.210	236.825
Dotation aux provisions pour risques et charges	(3.193)	2.865	5.557
Subsides en capital pris en résultats	(22.282)	(2.608)	(2.607)
<b>Marge brute d'autofinancement (cash flow)</b>	<b>501.691</b>	<b>339.263</b>	<b>360.999</b>
Variation du besoin en fonds de roulement	(66.291)	164.070	1.085
Trésorerie d'exploitation	435.400	503.333	362.084
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(7.295)	-	(16.755)
Acquisitions d'immobilisations corporelles			
<i>Terrains et constructions</i>	<i>0</i>	<i>(12.185)</i>	<i>(11.468)</i>
<i>Installations, machines et outillage</i>	<i>(183.568)</i>	<i>(207.409)</i>	<i>(46.120)</i>
<i>Mobilier et matériel roulant</i>	<i>(43.926)</i>	<i>(20.292)</i>	<i>(64.516)</i>
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	<i>(40.969)</i>	<i>(18.314)</i>	<i>(11.407)</i>
	<i>(9.870)</i>		
Cessions d'immobilisations corporelles		-	(44.620)
Autres			
Trésorerie d'investissement	285.628	258.200	105.646
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>			
Augmentation (diminution) de capital	0	-	(14)
Dividendes distribués	(39.165)	(22.000)	(34.553)
Augmentation des dettes financières	24.112	214.949	52.732
Diminution des dettes financières	(136.679)	(139.829)	(149.794)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	109.884	-	-
Trésorerie de financement	(41.848)	53.120	(131.629)
<b>VARIATION DE TRESORERIE NETTE</b>	<b>107.924</b>	<b>298.253</b>	<b>124.809</b>
Trésorerie nette de début d'exercice	432.397	134.144	9.335
Trésorerie nette de fin d'exercice	540.321	432.397	134.144
Variation de la trésorerie nette	107.924	298.253	124.809



## 5.4. Règles d'évaluation des comptes annuels

### Principes généraux

Les règles d'évaluation sont établies conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés.

1°) Les investissements ont été comptabilisés à leur valeur d'acquisition hors TVA et les amortissements linéaires ont été calculés selon les taux suivants:

Brevet	20 %
Goodwill	20 %
Bâtiments	5 %
Agencements des locaux	20 %
Matériel d'exploitation	20 %
Gros outillage	20 %
Mobilier d'atelier	20 %
Mobilier de bureau	12,5 %
Matériel de bureau	25%-33,33 %
Voiture	20 %
Camionnette	25 %
Matériel mis en prêt antérieurement	50 % au lieu de 25 %

Cette modification de la règle d'évaluation, due au rythme de rotation accru, a été décidée par le Conseil d'Administration. Dans le même cadre de la révision de nos règles d'évaluation, il a également été décidé de fixer les modalités de transfert des créances clients en créances douteuses comme suit:

- créances clients de plus de 12 mois d'âge, transfert en créances douteuses avec réduction de valeur de 50 % de la créance HTVA.
- créances clients tombés en "faillite" ou créances clients de plus de 24 mois d'âge, transfert en créances douteuses avec réduction de valeur de 100 % de la créance HTVA.

2°) Les stocks sont évalués à leur valeur d'acquisition calculée selon la méthode F.I.F.O. en ce qui concerne les approvisionnements et les marchandises. Les produits finis sont repris selon leur prix de revient de fabrication. Le coût de revient de fabrication ne comprend pas les frais indirects de production.

3°) La valeur des encours sur les clients représente des créances normalement recouvrables.

4°) Toutes les dettes certaines, liquides ou probables ont été régulièrement comptabilisées.

*"L'entreprise doit résumer les règles d'évaluation arrêtées et actées dans le livre d'inventaire. Un résumé doit être suffisamment précis pour permettre au lecteur d'apprécier les méthodes adoptées ainsi que les méthodes et les principes utilisés pour la conversion des avoirs, des dettes et des obligations en devises étrangères ainsi que les méthodes de conversion des états financiers succursales et des sièges d'opération à l'étranger. Il en est de même pour le traitement des comptes annuels des différences de change et des écarts de conversion des devises. Les dérogations doivent également être mentionnées et justifiées: la différence chiffrée (ou estimée) doit être calculée et mentionnée pour chaque rubrique et sous rubrique. Si les règles d'évaluation arrêtées ne répondent plus aux critères imposés en matière de l'entreprise doit les modifier."*

En vue d'assurer l'image fidèle, il n'a pas été dérogé aux règles d'évaluation prévues dans cet arrêté.

Les règles d'évaluation n'ont pas été modifiées dans leur énoncé ni dans leur application par rapport à l'exercice précédent. Le compte de résultats n'a pas été influencé de façon importante par des produits ou des charges imputables à un exercice antérieur.

Les chiffres énoncés sont comparables à ceux des exercices antérieurs.

Autres informations requises pour que les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats de l'entreprise :

### *Règles particulières*

#### **Frais d'établissement**

Les frais d'établissement sont immédiatement pris en charge.

#### **Frais de restructuration**

Aucun frais de restructuration n'a été porté à l'actif au cours des exercices sous revue.

#### **Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont constituées de frais de dépôt des brevets qui concrétisent les activités de recherche de la société. Ils sont amortis en cinq ans.

### **5.5. Détail des principales rubriques du bilan**

Cette section intègre les annexes aux comptes annuels qui ont été déposés par **REALCO** auprès de la Banque Nationale de Belgique ainsi que des commentaires additionnels sur certains postes.

#### **5.5.1. Commentaires des postes de l'actif**

##### **A. Immobilisations incorporelles**

Ce poste intègre les concessions, brevets et licences de la société. Les frais de brevets représentent le coût de dépôt de ceux-ci, mais ne tiennent pas compte des frais de recherche et de développement y afférents. Ils sont amortis en 5 ans. La différence que l'on peut observer entre les exercices 2004 et 2005 s'explique par la désaffectation d'un des brevets déposés, lequel a été abandonné par la société.

##### **B. Immobilisations corporelles**

#### **Immobilisations – Exercice 2005**

<b>COÛT D'ACQUISITION</b>	<b>Valeur début d'exercice</b>	<b>Acquisitions</b>	<b>Transferts</b>	<b>Cessions</b>	<b>Valeur fin d'exercice</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>150.600</b>	<b>7.295</b>		<b>14.350</b>	<b>143.545</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>2.447.329</b>	<b>268.463</b>		<b>384.423</b>	<b>2.331.369</b>
<b>Terrains et constructions</b>	<b>1.323.717</b>			<b>29.698</b>	<b>1.294.019</b>
<b>Installations, machines et outillages</b>	<b>748.662</b>	<b>183.568</b>		<b>151.860</b>	<b>780.371</b>
<b>Mobilier et matériel roulant</b>	<b>261.089</b>	<b>43.926</b>		<b>157.248</b>	<b>147.768</b>
<b>Autres immobilisations corporelles</b>	<b>96.357</b>	<b>40.969</b>		<b>28.114</b>	<b>109.212</b>
<b>Matériel d'exploitation détenu en location-financement</b>	<b>17.503</b>			<b>17.503</b>	<b>0</b>
<b>Immobilisations financières</b>	<b>239</b>	<b>9.870</b>			<b>10.109</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2.598.168</b>	<b>285.628</b>	<b>0</b>	<b>398.773</b>	<b>2.485.023</b>

## Amortissements – Exercice 2005

COÛT D'ACQUISITION	Valeur début d'exercice	Dotations	Transferts	Retraits	Valeur fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	132.968	9.406		14.350	128.024
Immobilisations corporelles	1.445.160	227.442		366.350	1.306.252
<i>Terrains et constructions</i>	<i>587.872</i>	<i>106.684</i>		<i>13.286</i>	<i>681.271</i>
<i>Installations, machines et outillages</i>	<i>518.121</i>	<i>84.185</i>		<i>151.860</i>	<i>450.445</i>
<i>Mobilier et matériel roulant</i>	<i>241.241</i>	<i>12.159</i>		<i>155.587</i>	<i>97.813</i>
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	<i>80.423</i>	<i>24.414</i>		<i>28.114</i>	<i>76.723</i>
<i>Matériel d'exploitation détenu en location-financement</i>	<i>17.503</i>			<i>17.503</i>	<i>0</i>
Immobilisations financières	0	0			0
<b>TOTAL</b>	<b>1.578.128</b>	<b>236.848</b>	<b>0</b>	<b>380.700</b>	<b>1.434.276</b>
<b>Valeur comptable nette en fin d'exercice</b>					<b>1.050.748</b>

### *Terrains et constructions*

Ce poste intègre essentiellement le bâtiment que possède **REALCO** à Louvain-la-Neuve, repris dans les comptes 2005 pour un montant de 1.229.432 €. Une partie de ces immobilisations corporelles fait l'objet d'un amortissement au taux double, autorisé par la Région Wallonne dans le cadre d'une prime à l'investissement.

### *Installations, machines et outillage*

Ce poste se compose principalement du matériel industriel. Ce matériel est amorti en 5 ans.

### *Mobilier et matériel roulant*

L'amortissement pratiqué sur le matériel informatique est étalé sur 3 ans. Le mobilier de bureau est amorti en 8 ans et le matériel relatif au magasin et aux ateliers s'amortit en 5 ans. A noter que le matériel roulant est complètement amorti.

### *Autres immobilisations corporelles*

Elles portent sur le matériel mis en prêt chez les clients (pompes de dosage). Ce matériel est amorti en 2 ans.

### *C. Immobilisations financières*

A ce jour, **REALCO** ne possède pas de filiale ni d'autres participations financières. Le poste "Immobilisations financières" reprend par conséquent exclusivement les différents cautionnements constitués par la société, dont le plus important s'élève à 9.870 € en 2005, octroyé envers la Rijksuniversiteit Gent (R.U.G.) dans le cadre de la fourniture de produits à cette institution.

## Variations des capitaux propres

	A. Immobilisations incorporelles (Rubrique 21 de l'actif)	B. Immobilisations corporelles (Rubrique 21/27 de l'actif)	C. Immobilisations financières (Rubrique 28 de l'actif)
<b>a) VALEUR D'ACQUISITION:</b>			
Au terme de l'exerc. précédent	150.600	2.447.329	239
Mutation de l'exercice :			
- Acquisitions, y compris la production immobilisée	7.925	268.463	9.870
- Cessions, désaffectations. et retraits (-)	(14.350)	(384.423)	
Au terme de l'exercice :	<b>143.545</b>	<b>2.331.369</b>	<b>10.109</b>
<b>c) AMORTISSEMENTS ET REDUCTIONS DE VALEUR :</b>			
Au terme de l'exerc. précédent	132.968	1.445.160	
Mutation de l'exercice :			
- Actés	9.406	227.442	
- Annulés à la suite de cessions, désaffectations. et retraits (-)	(14.350)	(366.350)	
Au terme de l'exercice :	<b>128.024</b>	<b>1.306.252</b>	
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE (a)+(b)-(c)-(d)</b>	<b>15.521</b>	<b>1.025.117</b>	<b>10.109</b>

### D. Stocks

L'augmentation de ce poste est la conséquence de l'accroissement du chiffre d'affaires de **REALCO** en 2005. Le tableau ci-dessous présente l'état des stocks au 31 décembre 2005 comparé à l'état des stocks au 31 décembre 2004 :

	2005	2004
<b>Matières premières</b>	<b>149.712</b>	<b>111.004</b>
<b>Emballages commerciaux</b>	<b>132.677</b>	<b>137.347</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>223.856</b>	<b>213.317</b>
<b>Produits finis</b>	<b>151.103</b>	<b>84.621</b>

Précisons que les marchandises sont des produits achetés à des fournisseurs extérieurs et revendues avec marge à la clientèle. C'est le cas principalement du chlore destiné aux piscines. Les produits finis sont ceux relevant de la fabrication propre à **REALCO**.

Les emballages utilisés par la société sont polyvalents et ne sont donc pas liés à un produit en particulier. Cela permet une souplesse dans l'utilisation du stock d'emballages et réduit les risques de pertes. Les commandes d'emballages sont donc faites en fonction de la diminution du stock sur le principe "first in/first out".

### E. Créances à un an au plus

Etat des créances	Montant brut
<b>Actif circulant</b>	
Clients	642.910
Créances douteuses	7.757
Autres créances	36.204
<b>TOTAUX</b>	<b>686.871</b>

### **Créances commerciales**

Ce poste représente un montant de 686.871 €, en augmentation de 7,5 % par rapport à l'exercice précédent, soit une hausse proportionnellement moins importante que celle du chiffre d'affaires, grâce à une gestion efficace des débiteurs de la société. Il est à noter, à cet égard, que la gestion des débiteurs se fait en interne et sans recours à un quelconque système d'assurance crédit.

Les procédures en la matière peuvent être décrites comme suit :

- Après une période de trois mois et l'envoi de rappels, le recouvrement est confié au conseil juridique de la société.
- Les comptes sur lesquels il n'a plus été constaté de mouvement durant l'exercice précédent sont provisionnés à concurrence de 50 %.
- Le taux de pertes sur créances de **REALCO** peut être qualifié de particulièrement faible puisqu'il s'est établi pour l'exercice 2005 à 0,00028 % du chiffre d'affaires

### **Autres créances**

La diminution de ce poste s'explique notamment par le fait que les comptes 2004 reprenaient des subsides à recevoir pour un montant de 31.844 € qui, en raison du nouveau plan comptable, est passé en créances commerciales au compte 404200 pour un montant de 21.931 € et qui explique en partie l'augmentation des créances commerciales. A noter qu'au 31 décembre 2005, **REALCO** a payé une somme trop élevée à l'Administration de la TVA, reprise dans ce poste pour 18.373 €.

### **F. Placements de trésorerie**

Le montant repris correspond à la somme versée sur un compte à terme à moins d'un mois ouvert en décembre 2005.

### **G. Valeurs disponibles**

L'augmentation de ce poste provient essentiellement de l'augmentation générale de la trésorerie de **REALCO**. Il faut remarquer le montant de 124.715 € versé sur un compte-courant libellé en yen (JPY) ouvert auprès de la banque ING ne fait pas actuellement l'objet d'une couverture contre le risque de change.

### **H. Comptes de régularisation**

Ce poste est constitué essentiellement par des frais divers payés d'avance.

## **5.5.2. Commentaires des postes du passif**

### **A. Capital social**

Le capital de 647.243 € est représenté par 522.200 actions nominatives sans désignation de valeur nominale, détenues par :

<b>S.A. Oxygen</b>	<b>261.200 actions</b>
<b>S.A. Ecotech Finance</b>	<b>172.200 actions</b>
<b>M. Gordon Blackman</b>	<b>88.800 actions</b>
	<b>522.200 actions</b>

## Variations des capitaux propres

	Capital	Réserves	Résultats reportés	Dividende distribué	Subsides en capital	Totaux des capitaux propres
<b>Au 31.12.2002:</b>	<b>647.257</b>	<b>15.146</b>	<b>- 264</b>		<b>7.987</b>	<b>670.126</b>
<b>Exercice 2003:</b> Affectation du résultat Prélèvements	-14	6.048	80.623	34.553	-2.607	
<b>Au 31.12.2003:</b>	<b>647.243</b>	<b>21.194</b>	<b>80.359</b>		<b>5.380</b>	<b>754.176</b>
<b>Exercice 2004:</b> Affectation du résultat Prélèvements		5.790	88.006	22.000	-2.772	
<b>Au 31.12.2004:</b>	<b>647.243</b>	<b>26.984</b>	<b>168.365</b>		<b>-2.772</b>	<b>845.364</b>
<b>Exercice 2005:</b> Affectation du résultat Prélèvements		14.516	275.802	39.165	51.915	
<b>Au 31.12.2005:</b>	<b>647.243</b>	<b>41.500</b>	<b>405.002</b>		<b>51.915</b>	<b>1.184.825</b>

### B. Réserves

#### Réserve légale

Au 31 décembre 2005, 5% du bénéfice net de l'exercice ont été affectés à la réserve légale, portant celle-ci à 41.500 €.

#### C. Bénéfice / (perte) reporté

Outre le montant alloué à la réserve légale, le solde du bénéfice au 31 décembre 2005 a été réparti comme suit: 39.165 € ont été distribués sous forme de dividendes et le solde a été reporté à nouveau.

#### D. Subsides en capital

En date du 21 octobre 1996, le Ministère de la Région Wallonne a décidé d'octroyer à **REALCO** une prime à l'investissement sous forme de subside en capital pour un montant de 55.272,50 €. En date du 17 janvier 2000, une deuxième prime à l'investissement a été accordée à **REALCO** pour un montant de 16.757,60 €.

Conformément au prescrit de l'Arrêté Royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des Sociétés, ces montants ont été enregistrés au passif du bilan dans deux comptes distincts:

- a) subside en capital pour la base imposable (compte 150000);
- b) provision pour impôts différés pour 28 % du montant initialement reçu (compte 168000).

Chaque année, une quote-part correspondante à l'amortissement des investissements concernés par les subsides est reversée au compte de résultat (compte 753000), de même que la quote-part des impôts différés y afférente (compte 780000).

En 2001, la provision pour impôts différés a vu son taux passer de 28% à 40% suite à la modification de l'actionariat de **REALCO**. En effet, la majorité du capital de **REALCO** étant détenue par des personnes morales, **REALCO** a perdu le droit au taux réduit.

### E. Provisions pour risques et charges

Au 31 décembre 2005, ce poste est constitué par une provision pour passif social, relatif au licenciement pour faute grave d'un délégué commercial. Ce licenciement a été contesté par le travailleur et porté devant les tribunaux en 1999. A ce jour, ce litige est toujours pendant devant les tribunaux. Par prudence, la société a constitué une provision représentant l'indemnité de préavis éventuellement à payer en principal, majorée des intérêts judiciaires annuels, bien que ceux-ci fassent l'objet d'une contestation de la part de **REALCO** compte tenu de la durée de la procédure.

### F. Dettes

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
<b>Dettes à plus d'un an</b>				
<i>Dettes financières</i>	645.670	0	324.023	321.647
<i>Autres emprunts</i>	0	0	0	0
<b>Dettes à un an au plus</b>				
<i>Dettes à plus d'un an échéant dans l'année</i>	171.156	171.156	0	0
<i>Dettes financières</i>	0	0	0	0
<i>Autres emprunts</i>	0	0	0	0
<i>Dettes commerciales</i>	614.254	614.254	0	0
<i>Acomptes reçus</i>	0	0	0	0
<i>Dettes fiscales, sociales &amp; salariales</i>	247.365	247.365	0	0
<i>Autres dettes</i>	39.165	39.165	0	0
<b>TOTAUX</b>	<b>1.717.610</b>	<b>1.071.940</b>	<b>324.023</b>	<b>321.647</b>

### Dettes à plus d'un an

Elles sont composées uniquement des dettes financières auprès des établissements de crédit, qui se répartissent essentiellement comme suit :

	2005	2004
Crédit hypothécaire initial	121.158	149.666
Crédit hypothécaire pour transformations	168.493	186.229
Crédit de la Financière Wallonne des PMI	81.360	101.700
Crédit hypothécaire pour transformations (solde)	71.794	78.974
Crédit d'investissement	185.751	174.798
	<b>645.670</b>	<b>713.820</b>

Les crédits hypothécaires susmentionnés ont été accordés par la banque CBC. Ils sont assortis de sûretés soit en hypothèque (1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> rangs), soit sous forme de mandat hypothécaire (voir ci-après). Le crédit de la FWPMI est destiné à l'agrandissement du bâtiment de Louvain-la-Neuve. Il s'agit d'un crédit à taux réduit d'une durée de 10 ans octroyé en 2001, faisant l'objet d'un cautionnement. Le crédit d'investissement a été accordé par ING et est relatif au financement de l'achat de matériel d'exploitation, principalement du matériel de conditionnement. Au 31 décembre 2005, les engagements en matière de crédit de **REALCO** se décomposaient comme suit :

	Montant	Date de début	Dernière échéance	Taux	Reste dû	
					Plus d'1 an	Moins d'1 an
CBC Crédit hypothécaire Achat	342.093	Août 1995	7.127	Euribor +0,8%	121.158	28.508
CBC Crédit transformations	267.767	20/02/2001	4.434,05	5,95 %	168.493	17.736
CBC Crédit transformations 2	107.691	22/11/2001	1.821,77	5,80 %	71.794	7.179,4
FWPMI Agrandissements	198.315	9/03/2001	5.135,21	3,95 %	81.360	20.340
ING Investissements	263.000	28/06/2004	4.880,31	4,25 %	185.751	49.399

#### *Inscriptions hypothécaires accordées à CBC*

- 1) 198.314,81 € (8 millions de BEF) en premier rang lors de l'achat du bâtiment avenue Einstein, 15 à Louvain-la-Neuve en 1995
- 2) 123.946,76 € (5 millions de BEF) en deuxième rang lors de l'agrandissement du bâtiment en 2001

#### *Mandats hypothécaires accordés à CBC*

- 1) 166.088,66 € (6,7 millions de BEF) lors de l'achat du bâtiment en 1995
- 2) 309.866,91 € (12,5 millions de BEF) lors de l'agrandissement du bâtiment en 2001

#### *Cautionnement*

66.104,95 € (2.666.667 BEF), sous forme de garantie bancaire auprès de CBC, en faveur de la Financière Wallonne des PMI (FWPMI).

#### *Dettes à un an au plus*

#### *Dettes à plus d'un an échéant dans l'année*

Ce poste représente les montants à rembourser dans le courant de l'exercice, correspondants aux échéances des crédits accordés à **REALCO**.

#### *Dettes financières*

**REALCO** dispose de lignes de crédit non utilisées à ce jour: un crédit de caisse de 250.000 € accordé par ING et un crédit de 75.000 € sous forme d'avance en compte courant octroyée par la banque CBC. Ces deux lignes de crédit ne font l'objet d'aucune garantie.

#### *Dettes commerciales*

Elles sont principalement constituées par les dettes à l'égard des fournisseurs, lesquelles s'élevaient à 564.021 € au 31 décembre 2005 (contre 440.1985 € au 31 décembre 2004). Cette augmentation résulte principalement de l'achat de matières premières et d'emballages destinés à des fabrications à effectuer en tout début d'année 2006 en raison des commandes reçues de clients japonais et français.

#### *G. Comptes de régularisation*

Ce poste comprend en 2004 un montant de 221.894 EUR, correspondant à l'indemnité de fin de contrat versé par la société NOVOZYMES (voy. 5.2.1. F).



### 5.5.3. Engagements hors bilan

Au 31 décembre 2005, les garanties suivantes avaient été accordées par **REALCO** :

- Hypothèque pour 798.217 € en faveur de CBC
- Actifs gagés pour 214.949 € en faveur d'ING

La valeur comptable de Valeur comptable des immeubles s'élevait à 611.266 EUR (annexe A10 du schéma BNB) et la valeur comptable des autres actifs à 214.949 EUR (annexe A10 du schéma BNB).

## 5.6. Détails des principales rubriques du compte de résultats

### A. Chiffre d'affaires

La diminution du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation entre 2003 et 2004 s'explique par la fin du contrat de représentation d'enzymes qui, en 2004, n'a porté que sur 4 mois (le contrat a pris fin le 30 avril 2004) et s'est chiffré à 409.893 € (contre 1.062.815 € en 2003). Le chiffre d'affaires renseigné tient compte du total du chiffre d'affaires de l'activité principale de **REALCO** et de celui lié à la représentation des enzymes sur lequel la marge était moindre. Par ailleurs, l'augmentation du chiffre d'affaires de **REALCO** sur la période 2003 à 2005 est due principalement à une forte hausse des ventes de produits enzymatiques et des produits pour piscines (pour lesquels **REALCO** est leader en Belgique) et, ainsi qu'au doublement des ventes au Japon, à la suite du succès rencontré dans ce pays par les produits enzymatiques commercialisés par **REALCO**. Les principaux marchés à l'exportation de **REALCO** sont les suivants (avec leur chiffre d'affaires réalisé en 2005) :

France (586.943 €)	Suisse (20.144 €)
Japon (244.953 €)	Portugal (15.851 €)
Italie (87.977 €)	Pologne (14.763 €)
Tchéquie (29.700 €)	Pays-Bas (14.010 €)

De manière schématique, pour les exercices 2003-2005, la répartition du chiffre d'affaires de **REALCO** entre les différentes gammes de produits peut être présentée de la manière suivante :

	2003		2004		2005	
Nett entr "traditionnel"	1.264.363	28 %	1.331.004	31 %	1.456.428	29 %
Piscine	911.720	20 %	1.120.455	26 %	1.655.575	33 %
Enzymatique	1.257.114	28 %	1.480.625	34 %	1.919.212	38 %
Agence enzymes	1.062.815	24 %	409.473	9 %	0	0
TOTAL VENTES	4.496.012	100 %	4.341.557	100 %	5.031.215	100 %

### B. Autres produits d'exploitation

Ce poste comprend des subsides d'exploitation pour un montant de 117.587 € en 2005 et des plus-values sur réalisations de créances pour un montant de 61.123 €. Il s'agit d'une créance récupérée sur la société Glenwood, précédemment distributrice des produits **REALCO** pour la Flandre, contre laquelle un procès avait été entamé en 1992 pour non respect des conditions de distribution.

### C. Services et biens divers

L'accroissement de ce poste s'explique principalement par l'augmentation des frais de transport, conséquence de la hausse du chiffre d'affaires, et par l'augmentation des frais publicitaires en grandes surfaces, lesquels sont imposés par ces dernières. Les frais d'interimaires se sont élevés, en 2005, à 22.953 EUR.

### D. Rémunérations

L'augmentation des rémunérations observée sur la période 2003-2005 s'explique par l'accroissement du personnel de **REALCO** et résulte, entre autres, du développement des cellules "Marketing" et "Exportation", et du recours croissant de **REALCO** au travail intérimaire. De même, la société a mis en place un service technique

propre qui était auparavant sous-traité. Enfin une assurance-groupe a été mise en place fin décembre 2004 pour les membres du Comité de Gestion comme outil de motivation au même titre que l'octroi de chèques-repas et de chèques-formation. Cette assurance-groupe a représenté un coût de 10.410 € en 2005. Les contrats de travail ne prévoient pas d'autres avantages que ceux susmentionnés.

CATÉGORIES PROFESSIONNELLES	2005	2004	2003
<b>Employés</b>	<b>24</b>	<b>21</b>	<b>20</b>
<b>Ouvriers</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>4</b>
<b>TOTAL</b>	<b>31</b>	<b>27</b>	<b>24</b>

Les contrats de travail sont à durée indéterminée et concernent des emplois à temps plein.

VI. PERSONNEL ET FRAIS DE PERSONNEL	2005	2004
<b>1. TRAVAILLEURS INSCRITS AU REGISTRE DU PERSONNEL</b>		
a) Nombre total à la date de clôture	31	27
b) Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps-plein	28,1	25,7
c) Nombre effectif d'heures prestées	47.411	44.369
<b>2. FRAIS DE PERSONNEL (rubrique 62)</b>		
a) Rémunérations et avantages sociaux directs	944.664	791.475
b) Cotisations patronales d'assurances sociales	287.896	236.102
c) Primes patronales pour assurances extralégales		
d) Autres frais de personnel	84.471	58.934
e) Pensions		

#### **E. Amortissements**

Comme indiqué ci-avant, le matériel informatique est amorti en 3 ans, le mobilier de bureau en 8 ans et le matériel relatif au magasin et aux ateliers en 5 ans. Enfin, le matériel mis en prêt chez les clients est amorti en 2 ans. Une réduction de valeur d'un montant de 15.780 EUR a par ailleurs été comptabilisée au cours de l'exercice 2004, correspondant à l'extourne de créances client datant de plus de dix ans, et dont plus aucune suite n'était à attendre de la part de **REALCO**. Les nombreux retraits d'immobilisations comptabilisés au cours de l'exercice 2005 résultent d'un inventaire précis des immobilisations que possède **REALCO**. Les désaffectations portent principalement sur des immobilisés de plus de 15 ans d'âge, pour lesquelles il a été estimé inutile de les maintenir dans les tableaux d'amortissements.

Le tableau ci-dessous présente le détail des amortissements actés durant l'exercice 2005:

Actifs	Méthode L (linéaire) D (dégressive) A (autres)	Base NR (non réévaluée) R (réévaluée)	Taux en %			
			Principal		Frais accessoires	
			Min.	Max.	Min.	Max.
1. Frais d'établissement			0,00	- 0,00	0,00	- 0,00
2. Immobilisations incorporelles Brevets & Goodwill	L	NR	20,00	- 20,00	20,00	- 20,00
3. Bâtiments * Bâtiments & frais accessoires	L	NR	5,00	- 20,00	5,00	- 20,00
4. Installations, machines et outillage *						
Installations	L	NR	20,00	- 40,00	20,00	- 40,00
Machines d'exploitation	L	NR	20,00	- 40,00	20,00	- 40,00
Outillage d'exploitation	L	NR	20,00	- 40,00	20,00	- 40,00
5. Matériel roulant *						
Voitures	L	NR	20,00	-100,00	20,00	-100,00
Camionnettes	L	NR	25,00	- 25,00	25,00	- 25,00
6. Matériel de bureau et mobilier *						
Mobilier	L	NR	12,50	- 50,00	12,50	- 50,00
Matériel de bureau	L	NR	12,50	- 50,00	12,50	- 50,00
Matériel informatique	L	NR	33,33	- 33,33	33,33	- 33,33
7. Autres immobilisations corporelles Matériel mis en dépôt	L	NR	50,00	- 50,00	50,00	- 50,00

#### F. Autres charges d'exploitation

Ce poste prend en compte un montant de 10.179 € relatif à des "marchandises perdues" pour l'exercice 2005. Il s'agit de marchandises refusées par le client sous le prétexte qu'elles sont, soit arrivées en mauvais état chez le client, soit non conformes.

#### G. Produits exceptionnels

Ce poste est constitué pour 2005 à hauteur de 220.000 € par une indemnité de fin de contrat versé par la société NOVOZYMES (voy. point n°4.14). **REALCO** était en effet détenteur d'un contrat de distribution des enzymes en industrie dans le Benelux et en France, octroyé par son fournisseur NOVOZYMES. Ce contrat a débuté le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et devait s'achever le 31 décembre 2005. En raison de la multiplicité de ses distributeurs, NOVOZYMES a décidé de confier la distribution de ses enzymes à une seule société, Univar. NOVOZYMES, en accord avec **REALCO**, a donc mis fin au contrat anticipativement à la date du 31 mars 2004. **REALCO** a été indemnisée à concurrence du manque à gagner jusqu'à l'échéance normale du contrat. Cette indemnité compensatoire des commissions que **REALCO** auraient touchées si le contrat avait continué jusqu'à son échéance normale s'élève à 385.000 €. **REALCO** a toutefois estimé que la comptabilisation de cette indemnité résultant de la résiliation du contrat était à aligner sur la réalité économique de la perte de revenus récurrents de ce contrat. Cette indemnité a été affectée pour 9/21<sup>èmes</sup> en produits exceptionnels au cours de l'exercice 2004 et pour 12/21<sup>èmes</sup> en 2005. La fin de ce contrat n'a en rien altéré les bonnes relations commerciales entre **REALCO** et NOVOZYMES; cette dernière restant un fournisseur privilégié de **REALCO**.

#### H. Charges exceptionnelles

Les charges exceptionnelles sont constituées, en 2005, d'amortissements exceptionnels sur désaffectation d'immobilisations, et en 2004, de diverses régularisations de clients et de fournisseurs, ainsi qu'un rejet de déductions ONSS des années antérieures.

### 5.7. Affectation des résultats au 31 décembre

• Bénéfice de l'exercice	290.318,37 €
• Dotation à la réserve légale	-14.515,92 €
• Rémunération du capital en dividendes	-39.165 €
• Bénéfice de l'exercice à reporter	236.637,45 €

## 5.8. Bilan social

REALCO suit la convention paritaire de l'industrie chimique, mais a instauré des règles internes pour motiver ses collaborateurs basées sur un intéressement à l'évolution de l'entreprise.

### Année comptable du 01/01/2005 au 31/12/2005

#### I. Etat des personnes occupées

##### A. Travailleurs inscrits au registre du personnel

1. Au cours de l'exercice	Temps Plein	Temps partiel	Total ou ETP
Nombre moyen de travailleurs	27,8	0,8	28,1
Nombre effectif d'heures prestées:	47.013,6	397,5	47.411,1
<b>2. A la date de clôture de l'exercice</b>			
Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel	30	1	30,4
Par type de contrat de travail:			
Contrat à durée indéterminée	28	1	28,4
Contrat à durée déterminée	2		2,0
Par sexe:			
Hommes	21	1	21,4
Femmes	9		9,0
Par catégorie professionnelle:			
Employés	21	1	21,4
Ouvriers	7		7,0
Autres	2		2,0

#### II. Tableau des mouvements du personnel au cours de l'exercice

<u>A. Entrées</u>	Temps Plein	Temps partiel	Total ou ETP
Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel au cours de l'exercice	10	1	10,4
Par type de contrat :			
Contrat à durée indéterminée	4	1	4,4
Contrat à durée déterminée	6		6,0
<u>B. Sorties</u>	Temps Plein	Temps partiel	Total ou ETP
Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite au registre du personnel au cours de l'exercice	7		7,0
Par type de contrat			
Contrat à durée indéterminée	3		3,0
Contrat à durée déterminée	4		4,0

### III. Etat concernant l'usage, au cours de l'exercice, des mesures en faveur de l'emploi

Mesures en faveur de l'emploi

Nombre de travailleurs concernés

1. Mesures comportant un avantage financier	Nombre	Equivalents temps plein	Avantage financier
1.6. Réduction structurelle des cotisations de sécurité sociale	31	30,4	50.885,14
2. Autres mesures	Nombre	Equivalents temps plein	
2.4 Réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale des travailleurs à bas salaires	7	7,0	
<b>TOTAL DE L'EXERCICE</b>	<b>31</b>	<b>30,4</b>	

#### Résumé du comptage

FRAIS DE PERSONNEL :

##### TEMPS PLEIN :

TOTAL BRUT	927.164,04
FRAIS REMBOURSES	13.130,24
ABONNEMENT SOCIAL	6.327,60
ONSS EMPLOYEUR	262.858,26
<b>TOTAL</b>	<b>1.209.480,14</b>

##### MONTANTS SUPPLEMENTAIRES PATRONAUX : TEMPS PLEIN

ONSS PECULE DE VACANCES 9,50	10.994,84
ONSS REDISTRIBUTION CHARGES SOCIALES	1.222,14
ONSS EMPLOYEUR	7.487,43
<b>TOTA</b>	<b>19.704,41</b>
<b>TOTAL TEMPS PLEIN</b>	<b>1.229.184,55</b>

##### TEMPS PARTIEL :

TOTAL BRUT	8.131,26
ONSS EMPLOYEUR	1.935,89
<b>TOTAL</b>	<b>10.067,15</b>

##### MONTANTS SUPPLEMENTAIRES PATRONAUX : TEMPS PARTIEL

ONSS PECULE DE VACANCES 9,50	118,65
ONSS REDISTRIBUTION CHARGES SOCIALES	13,20
ONSS EMPLOYEUR	80,81
<b>TOTAL</b>	<b>212,66</b>

##### TOTAL TEMPS PARTIEL

10.279,81

##### TOTAL TEMPS PLEIN + TEMPS PARTIEL

1.239.464,36

CONVERSION TOTAUX EN TEMPS PLEIN ET TEMPS PARTIEL :

ETP TEMPS PLEIN	27,8
ETP TEMPS PARTIEL	0,3

AVANTAGES AU DESSUS DU SALAIRE :

QUOTITE PATRONALE TITRES-REPAS	6.426,86
--------------------------------	----------

## 5.9. Rapport du Commissaire sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2005

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur l'exécution de la mission de révision que vous nous avez confiée.

Nous avons procédé à la révision du projet des comptes annuels, établis en fonction des dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique, pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2005, dont le total du bilan s'élève à **3.006.732,70 €** et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de **290.318,37 €**. Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques complémentaires requises par la loi.

L'établissement des comptes annuels, l'appréciation des informations à reprendre dans le rapport de gestion, ainsi que le respect par la société du Code des sociétés et des statuts, relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion.

Notre contrôle des comptes annuels a été effectué conformément aux dispositions légales applicables en Belgique et aux normes de révision édictées par l'Institut des Réviseurs d'entreprises.

### **Attestation sans réserve des comptes annuels**

Les normes de révision précitées requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Conformément à ces normes, nous avons tenu compte de l'organisation de la société en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Les responsables de la société ont répondu avec clarté à nos demandes d'explications et d'information. Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes annuels. Nous avons évalué le bien-fondé des règles d'évaluation et des estimations comptables significatives faites par la société ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, compte tenu des dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique, les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2005 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société.

### **Attestation et informations complémentaires**

Nous complétons notre rapport par les attestations et informations complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes annuels :

- le rapport de gestion contient les informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas de contradictions évidentes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.
- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés. L'affectation des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.

*Bruxelles, le 8 mai 2006.*

**DEBAEKE E. & C<sup>o</sup> Soc. Civ. P.R.L.**  
Réviseurs d'entreprises  
Commissaire représentée par **Etienne DEBAEKE**









## 6. ADMINISTRATION ET DIRECTION

### 6.1. Conseil d'administration

#### 6.1.1 Compétences et mode de fonctionnement

##### 6.1.1.1. Composition (article 18 des statuts)

**REALCO** est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires, en tout temps révocables par elle et rééligibles.

Si une personne morale est nommée administrateur, elle est tenue de désigner un représentant permanent conformément aux dispositions applicables du Code des sociétés, qui exercera le mandat d'administrateur au nom et pour le compte de cette personne morale. Le mandat d'administrateur peut être cumulé avec l'exercice de fonctions régies par un contrat de travail.

Le mandat des administrateurs sortants, non réélus, cesse immédiatement après l'assemblée générale qui a procédé à la réélection.

La durée du mandat des administrateurs ne peut excéder six ans. Si le nombre d'administrateurs tombe, pour quelque raison que ce soit, en dessous du minimum prévu par la loi ou les statuts, les administrateurs dont le mandat est terminé restent en fonction aussi longtemps que l'assemblée générale ne pourvoit pas à leur remplacement.

Toutefois, lorsqu'à une assemblée générale de **REALCO**, il est constaté que celle-ci ne comporte plus que deux actionnaires, le conseil d'administration pourra être limité à deux membres. Cette limitation à deux administrateurs pourra subsister jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui suivra la constatation, par toute voie de droit, de l'existence de plus de deux actionnaires.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, le mandat des administrateurs est gratuit. Toutefois, le conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou missions spéciales une rémunération particulière à imputer sur les frais généraux.

##### 6.1.1.2. Vacance (article 19 des statuts)

En cas de vacance d'une place d'administrateur par suite de décès, démission ou autre cause, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

L'administrateur désigné dans les conditions ci-dessus est nommé pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

##### 6.1.1.3. Présidence (article 20 des statuts)

Le conseil d'administration peut élire parmi ses membres un président et, s'il le juge opportun, un vice-président.

En cas d'empêchement du président, l'administrateur le plus âgé, présent à la réunion, le remplace.

##### 6.1.1.4. Réunions (article 21 des statuts)

Le conseil se réunit sur la convocation et sous la présidence de son Président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, d'un administrateur désigné par ses collègues chaque fois que l'intérêt de **REALCO** l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les convocations mentionnent le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour de la réunion.

Elles sont envoyées au moins deux jours francs avant la réunion par écrit, lettre, courrier électronique, télécopie ou tout autre moyen de communication ayant pour support un document imprimé.

Dans les cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence, le délai de convocation peut être plus court. Si nécessaire, une convocation peut être effectuée par téléphone en complément des modes de convocations mentionnés ci-dessus.

Si tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés et marquent leur accord sur l'ordre du jour, il n'y pas lieu de justifier d'une convocation préalable.

Les réunions du conseil d'administration peuvent être valablement tenues par vidéo-conférence ou par conférence téléphonique. La réunion sera dans ce cas considérée comme ayant été tenue au siège social de **REALCO** pour autant qu'un administrateur au moins ait pris part à la réunion depuis ce siège.

#### **6.1.1.5. Délibérations (article 22 des statuts)**

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Si ce quorum n'est pas atteint, un nouveau conseil pourra être convoqué avec le même ordre du jour. Ce conseil ne pourra valablement délibérer que si deux administrateurs au moins sont présents ou représentés.

Tout administrateur empêché ou absent peut donner à un de ses collègues, par écrit, courrier électronique, télécopie ou tout autre moyen de communication ayant pour support un document écrit, délégation pour le représenter aux réunions du conseil et y voter en son lieu et place. Le déléguant est, dans ce cas, réputé présent.

Un administrateur peut aussi, lorsque la moitié des membres du conseil sont présents en personne, exprimer des avis et formuler ses votes par écrit, courrier électronique, télécopie ou tout autre moyen de communication ayant pour support un document écrit.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix, sans tenir compte des abstentions. En cas de parité, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer sur des points qui ne sont pas mentionnés à l'ordre du jour que si tous les administrateurs sont présents ou représentés et décident à l'unanimité de délibérer sur ces points.

L'administrateur qui a, directement ou indirectement, un intérêt opposé de nature patrimoniale à une décision ou à une opération relevant des pouvoirs du conseil d'administration doit se conformer aux dispositions de l'article 523 du Code des sociétés. Cet administrateur ne peut pas assister aux délibérations du conseil d'administration relatives à ces opérations ou à ces décisions, ni prendre part au vote. Si la majorité des administrateurs a un intérêt opposé à celui de **REALCO**, le conseil convoque dans les meilleurs délais une assemblée générale qui procédera à la nomination d'un administrateur ad hoc. La décision de nomination décrit de façon précise les pouvoirs de celui-ci.

Dans les cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs exprimé par écrit. Il ne pourra cependant pas être recouru à cette procédure pour l'arrêt des comptes annuels, l'approbation du rapport annuel et le capital autorisé. Le consentement par écrit des administrateurs sera inséré dans le livre des procès-verbaux du conseil d'administration.

#### 6.1.1.6. Procès-verbaux (article 23 des statuts)

Les délibérations du conseil d'administration, y compris celles adoptées au cours de vidéo conférences ou de conférences téléphoniques, sont constatées dans des procès-verbaux, signés par la majorité des membres présents.

Ces procès-verbaux sont inscrits ou reliés dans un registre spécial. Les délégations y sont annexées ainsi que les avis et votes donnés par écrit, courrier électronique ou télécopie ou autres documents imprimés.

Les membres du conseil pourront faire mentionner aux procès-verbaux leurs dires et observations, s'ils estiment devoir dégager leur responsabilité, sans préjudice à l'application des dispositions du Code des Sociétés.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux administrateurs ou par une personne chargée de la gestion journalière. Ce pouvoir peut être délégué à un mandataire.

#### 6.1.1.7. Compétence (article 24 des statuts)

Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration peut déléguer à un mandataire, qui ne doit pas nécessairement être actionnaire ou administrateur, tout ou partie de ses pouvoirs pour des objets spéciaux et déterminés. Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un comité de direction dans les limites prévues par l'article 524bis du Code des sociétés.

Le conseil d'administration détermine les pouvoirs, les attributions, les appointements et indemnités des personnes mentionnées à l'alinéa qui précède. Le conseil d'administration peut révoquer en tout temps la décision qu'il a prise à cet égard.

### 6.1.2 Composition

Le conseil d'administration de **REALCO** se compose actuellement des administrateurs suivants:

NOM	Age	Fonction	Administrateur depuis	Mandat échoit en
ECOTECH FINANCE SA représentée par Michel Savonet	59	Administrateur	2001	2007
OXYGEN SA représentée par Gordon Blackman	52	Administrateur délégué	2001	2007
TECHWASTE SA représentée par Michel Dellacollette	53	Administrateur	2001	2007
GENART Luc	53	Administrateur	2001	2007
MOSER Michel	47	Administrateur	2001	2007

M. **Michel Savonet** est licencié en Sciences commerciales et financières (HEC-Liège). De 1971 à 1981, il occupe diverses fonctions au sein de la Banque Bruxelles Lambert. En 1981, il est nommé chef du département financier de Cockerill-Sambre, dont il devient directeur financier en 1986. En 1991, il est nommé Président-Administrateur délégué du groupe Page (diversification environnement du groupe Cockerill-Sambre). En 1996, il devient Administrateur délégué d'Ecotech Finance.

Ingénieur Commercial et de Gestion (UCL-Promotion 1976), M. **Gordon Blackman** a travaillé à la Sogecom (Société de trading en produits pétroliers) à Luxembourg de 1976 à 1977, avant d'être responsable du lancement

de l'activité de trading en aluminium au sein de la Société Générale des Minerais à Bruxelles. De 1985 à 1991, il a occupé les fonctions de General Manager de la SOGEM à Lausanne (société de trading en aluminium appartenant au groupe Société Générale des Minerais-Union Minière). En 1991, il a repris la société **REALCO**.

Après une formation scientifique, M. **Michel Delacollette** a été proposé par l'Institut Inter-Universitaire Belge pour la Recherche Nucléaire et engagé au CERN à Genève (Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire). Dans le cadre d'un statut contractuel de boursier, il a mené des développements dans les extensions électriques à l'usage de la physique expérimentale. Après une formation complémentaire en management, il a exercé différentes fonctions dans divers groupes industriels belges: chef de projet (centrales nucléaires), chef de division (chaudières de récupération TGV), chargé de diversification (environnement et énergie). Il a rejoint la SRIW en 2002 en tant qu'administrateur de la société Techwaste S.A. avec des missions liées au développement de nouveaux projets dans les secteurs des énergies renouvelables, de la biotechnologie et des matériaux spéciaux, à l'étude de prises de participations financières et à la gestion des participations.

M. **Luc Genart** est ingénieur commercial et de gestion I.A.G. (UCL-Promotion 1977). De 1978 à 1981, il a occupé la fonction de directeur régional de production de la ROYALE BELGE. En 1982, il est nommé Organisation Manager des Assurances Accident de Travail A.S.G. De 1986 à 1989, il est directeur de TELACAM (Télécommunication appliquée à l'Assurance) et devient, en 1990, directeur commercial des Imprimeries PUVREZ à Bruxelles et G.P. Print à Quaregnon. Depuis 1998, il est administrateur délégué de l'imprimerie ACTUAL PRINT.

M. **Michel Moser** est ingénieur commercial diplômé de l'Université de Bruxelles (Ecole de Commerce Solvay) et post-gradué en commerce international. En 1983, il entre à la Société Générale des Minerais (Sogem) et y exerce diverses fonctions tant à Bruxelles qu'à New York, ou encore à Hong Kong. De 1995 à 2000, il dirige les activités de courtage de Sogemin Metals à Londres. Début 2000, il rejoint Umicore en tant que Vice-président Corporate Development and Investor Relations. Il est nommé au Comité de direction d'Umicore en mai 2003. Depuis la scission, il exerce la fonction de Chief Financial Officer de Cumerio. Nommé administrateur le 28 avril 2005, son mandat expire à l'Assemblée Générale Ordinaire de 2008.

### 6.1.3. Comités

Le conseil d'administration de **REALCO** peut créer en son sein et sous sa responsabilité un ou plusieurs comités consultatifs. La composition et la mission de ces comités consultatifs seront définies par le conseil d'administration. A ce jour, le conseil d'administration n'a pas constitué de tels comités.

## 6.2. Gestion journalière

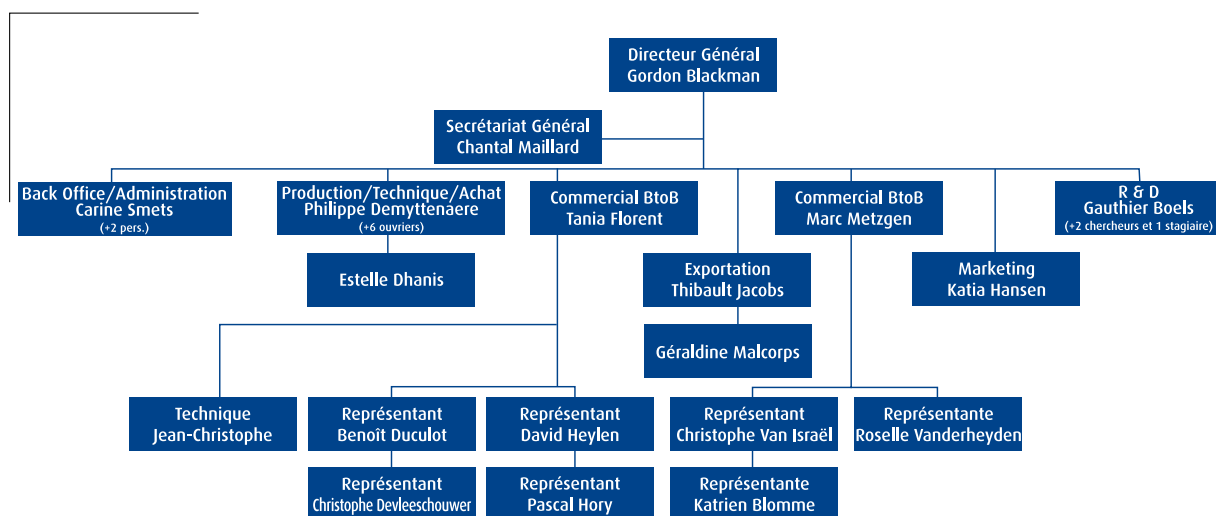
### 6.2.1 Gestion journalière

Le conseil d'administration, ou si un comité de direction a été constitué et que le conseil d'administration ne s'est pas dans ce cas réservé le pouvoir de déléguer la gestion journalière, le comité de direction, peut déléguer la gestion journalière de **REALCO** à un ou plusieurs administrateurs, qui porteront le titre d'administrateur-délégué(s), et/ou à une ou plusieurs personnes qui porteront le titre de directeur(s), sans que ceux-ci ne doivent être actionnaires.

Toute personne chargée de la gestion journalière peut déléguer à un mandataire, qui ne doit pas être actionnaire ou administrateur, une partie de ses pouvoirs pour des objets spéciaux et déterminés.

Le conseil d'administration peut révoquer en tout temps les personnes mentionnées aux alinéas qui précèdent. Il fixe par ailleurs les attributions, les pouvoirs et les rémunérations fixes ou variables, imputées sur les frais généraux, des personnes à qui il confère les délégations.

L'actuel administrateur délégué de **REALCO** est la société anonyme OXYGEN, représentée par M. Gordon Blackman.



## 6.2.2 Comité de direction

Le conseil d'administration n'a à ce jour pas constitué de comité de direction. Les statuts de **REALCO** prévoient cependant que, lorsqu'un comité de direction a été constitué par le conseil d'administration, conformément à l'article 524bis du Code des sociétés, ses pouvoirs et son fonctionnement sont soumis aux dispositions suivantes :

- A l'exception de la politique générale de **REALCO** et de tous les actes réservés au conseil d'administration par le Code des sociétés, tous les pouvoirs du conseil d'administration sont délégués au comité de direction.
- Le comité de direction sera composé d'au moins trois membres, qui ne doivent pas nécessairement être administrateurs, et qui sont désignés par le conseil d'administration. Si une personne morale est désignée en tant que membre du comité de direction, elle est tenue de désigner un représentant permanent conformément aux dispositions applicables du Code des sociétés, qui exercera le mandat au nom et pour le compte de cette personne morale.
- Le conseil fixe la durée du mandat des membres du comité de direction. Si le nombre de membres du comité de direction est, pour une quelconque raison, inférieur au seuil minimal fixé par les statuts, et tant que le conseil d'administration n'a pas pourvu aux postes vacants, les membres sortant resteront en fonction. Le conseil d'administration peut révoquer les membres du comité de direction à tout moment.
- Le conseil d'administration peut élire un président parmi les membres de ce comité. Les réunions du comité de direction seront convoquées par le président ou par deux/un de ses membres. Les dispositions des présents statuts relatives à la convocation, aux délibérations et aux procès verbaux des réunions du conseil d'administration seront applicables par analogie.
- Si un membre du comité de direction a, directement ou indirectement, un intérêt de nature patrimoniale opposé à une décision ou à une opération relevant des pouvoirs du comité de direction, il doit se conformer aux dispositions de l'article 524ter du Code des sociétés. Ce membre du comité de direction ne peut pas assister aux délibérations du comité de direction relatives à ces opérations ou à ces décisions, ni prendre part au vote.
- Le mandat des membres du comité de direction est exercé à titre gratuit, sauf s'il en est décidé autrement par le conseil d'administration.
- Le conseil d'administration surveille le comité de direction. Ce dernier rendra régulièrement des comptes au conseil d'administration, suivant les modalités définies par le conseil d'administration.

### 6.2.3 Représentation

En vertu de ses statuts, **REALCO** est valablement représentée dans tous ses actes, y compris la représentation en justice par deux administrateurs agissant conjointement et n'ayant pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du conseil d'administration, ou par le ou les délégués à la gestion journalière.

Lorsqu'un comité de direction au sens de l'article 524bis du Code des sociétés a été constitué, **REALCO** sera valablement représentée dans tous les actes relatifs aux pouvoirs du comité, y compris la représentation en justice, par deux membres du comité de direction agissant conjointement, n'ayant pas à justifier à l'égard de tiers d'une décision préalable du comité de direction.

Lorsque la gestion journalière de **REALCO** a été déléguée, **REALCO** est également valablement représentée dans tous les actes de gestion journalière par le ou les délégués à la gestion journalière, n'ayant pas à justifier vis-à-vis des tiers d'une décision préalable d'un quelconque organe de **REALCO**.

**REALCO** sera par ailleurs valablement représentée par tout mandataire spécial agissant dans les limites de ses pouvoirs.

**REALCO** pourra être représentée en pays étranger, soit par un de ses administrateurs, soit un directeur, soit par toute autre personne spécialement désignée à cet effet par le conseil d'administration. Ce délégué sera chargé sous la direction et le contrôle du conseil d'administration de représenter les intérêts de **REALCO** auprès des autorités des pays étrangers et d'exécuter toutes les décisions du conseil d'administration, dont l'effet doit se produire dans ces pays.

Il sera muni d'une procuration ou délégation constatant qu'il est agent responsable de **REALCO** dans ces pays.

### 6.2.4 Conventions conclues avec les administrateurs

Aucune convention n'a été conclue avec les administrateurs.

### 6.2.5 Rémunération des administrateurs

Le mandat d'administrateur n'est pas rémunéré. En conséquence, les membres du Conseil d'administration n'ont perçu aucune rémunération en 2005.

### 6.2.6 Informations sur les opérations conclues avec les membres des organes d'administration et de direction

La société OXYGEN a conclu avec **REALCO** une convention, en vertu de laquelle, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2000, OXYGEN perçoit des commissions de 15 % du montant net des factures, déduction faite des ristournes, remises de fidélité ou escomptes accordées aux clients, pour toute la gamme des produits "Oxygen" vendus en grande surface ou en vente par correspondance. Du 1<sup>er</sup> juillet 2004 au 30 juin 2006, OXYGEN (dont l'exercice social est décalé) a perçu au total 58.906 €.

#### 6.2.6.1. Intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur ou chez des clients ou fournisseurs significatifs de l'émetteur

Voy. 3.3.2.

#### 6.2.6.2. Prêts et garanties accordés ou constitués en faveur des organes d'administration et de direction

Néant.

#### 6.2.6.3. Options attribuées et exercées concernant les mandataires sociaux et les salariés

Voy. 3.2.2.

## 6.2.7 Intéressement du personnel

Voy. 3.2.2.

### 6.2.7.1. Liens entre REALCO et d'autres sociétés qui lui seraient liées via ses administrateurs ou dirigeants

Voy. 3.3.1.







## 7. EVOLUTIONS RÉCENTES ET COMPTES PRÉVISIONNELS

### 7.1. Evolutions Récentes

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, la croissance du chiffre d'affaires de **REALCO** suit la progression qu'elle a connue au cours des exercices antérieurs.

La croissance de ces dernières années, qui s'est élevée entre 10 et 15 % en moyenne a nécessité la mise en place des structures commerciales et de marketing pour aborder chacun les marchés BtoB et BtoC. Les économies d'échelle n'ont pas encore été possibles et toute marge dégagée est directement investie en recherche, en technique, en marketing et en collaborateurs commerciaux.

Au 30 avril 2006, une forte progression du secteur BtoB, de plus de 20 %, est assez encourageante car il s'agit essentiellement de produits enzymatiques. En ce qui concerne les produits destinés aux consommateurs, la progression est moindre en raison de la publication plus tardive de 550.000 folders publicitaires par rapport à l'année passée, et en raison des conditions climatiques qui ont fait débiter la saison "piscine" plus tardivement. Un rattrapage est attendu dans les 2 mois prochains.

Au niveau de l'exportation, une croissance de 15 % à fin mars a été ralentie fin avril, mais l'introduction de nouveaux clients en France et en Inde, ainsi que l'introduction de 3 nouveaux produits sur le marché japonais d'ici la fin de l'année, laisse augurer d'une progression sensible.

Les aides accordées par la Région Wallonne pour la recherche (via la DGTRE) et l'exportation (via l'AWEX) ont permis à **REALCO** de financer l'accroissement de son personnel. L'entreprise est aujourd'hui bien structurée et équilibrée au niveau des fonctions de recherche, de développement, techniques, de marketing, commerciales et de back office.



## 7.2. Business Plan

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Nett. entr. "traditionnel"	1.456.428	1.524.725	1.646.703	1.778.439	1.920.714	2.016.750
Piscine	1.655.455	1.957.401	2.055.271	2.158.034	2.222.775	2.289.458
Enzymatique	1.919.212	2.138.094	2.458.808	2.827.629	3.166.945	3.483.639
Agence enzymes	0	0	0	0	0	0
Dossiers "niches"	0	20.000	60.000	100.000	150.000	220.000
<b>TOTAL VENTES</b>	<b>5.031.215</b>	<b>5.640.219</b>	<b>6.220.781</b>	<b>6.864.102</b>	<b>7.460.434</b>	<b>8.009.848</b>
Autres produits d'exploitation	301.631	80.500	98.000	127.000	73.000	73.000
<b>TOTAL ACHATS</b>	<b>-2.128.789</b>	<b>-2.435.197</b>	<b>-2.669.568</b>	<b>-2.928.581</b>	<b>-3.163.059</b>	<b>-3.380.472</b>
<b>MARGE BRUTE</b>	<b>3.204.057</b>	<b>3.285.522</b>	<b>3.649.213</b>	<b>4.062.521</b>	<b>4.370.375</b>	<b>4.702.375</b>
Biens & services	-1.296.396	-1.340.116	-1.430.780	-1.578.744	-1.715.900	-1.842.265
Rémunérations	-1.317.031	-1.517.000	-1.562.510	-1.684.385	-1.809.917	-1.939.214
Amortissements	-236.848	-223.000	-234.000	-255.000	-256.000	-247.000
Autres charges exploitation	-54.111	-35.000	-45.000	-50.000	-55.000	-55.000
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>299.671</b>	<b>170.406</b>	<b>376.924</b>	<b>494.393</b>	<b>533.558</b>	<b>618.896</b>
Produits financiers	27.418	25.000	25.000	25.000	25.000	25.000
Charges financières	-93.503	-46.000	-48.500	-73.500	-73.500	-73.500
Subsides	238.852	25.000	25.000	25.000	25.000	25.000
Charges exceptionnelles	-22.169	-23.000	-23.500	-24.000	-24.000	-24.000
<b>BENEFICE AVANT IMPOTS</b>	<b>450.269</b>	<b>151.406</b>	<b>354.924</b>	<b>446.893</b>	<b>486.058</b>	<b>571.396</b>
Prélèvement sur impôt différé	7.576	7.574	7.574	7.574	7.574	7.574
Impôts	-167.527	-54.037	-123.213	-154.473	-167.786	-196.792
<b>BENEFICE APRES IMPOTS</b>	<b>290.318</b>	<b>104.943</b>	<b>239.285</b>	<b>299.993</b>	<b>325.847</b>	<b>382.178</b>

### Résultats futurs

On peut raisonnablement penser maintenir une croissance annuelle du chiffre d'affaires de 10 % en moyenne entre 2006 et 2009, puis de 7 % entre 2010 et 2015.

Le pourcentage du chiffre d'affaires de produit enzymatique est actuellement de 38 %. Il est clair que les marges dégagées sur ces produits sont plus importantes que pour les produits classiques.

Même si on peut penser que ce pourcentage peut augmenter dans les prochaines années, **REALCO** devra toujours maintenir un pourcentage de produits classiques pour couvrir les demandes des clients qui recherchent non seulement les avantages de l'enzyme mais aussi une gamme complète de produits.

Les résultats de la société en 2005 étaient très encourageants mais il faut noter qu'un montant de 150.000 € a été distribué sous forme de commissions et primes de fin d'année en guise de motivation pour le personnel commercial,

de recherche et les cadres, tous acquis au projet de développement de **REALCO**. Ces commissions et primes sont remises à plat en début de chaque année et sont un facteur non négligeable d'entraînement.

Le tableau des prévisions renseigne également le développement de produits niches toujours issus de nos recherches en biotechnologie. On peut citer le traitement bio méthanisation, le traitement phyto dont certains développements sont attendus avec le Groupe TOTAL et le nettoyage des filtres à membrane pour lesquels l'enzyme semble incontournable. Ces produits sont actuellement au stade des essais industriels. L'engagement d'une personne est prévu pour couvrir ces projets au niveau commercial en 2006.

**REALCO** a retenu des montants très raisonnables au niveau chiffre d'affaires. **REALCO** anticipe ainsi une croissance de son chiffre d'affaires de 10% (en 2006) à 5% (en 2015) pour les produits de nettoyage et d'entretien traditionnels, une croissance de 10% (en 2006) à 2% (en 2015) pour les produits pour la piscine, une croissance de 15% (en 2006) à 10% (en 2015) pour les produits enzymatiques et un chiffre d'affaires de 20.000 EUR (en 2006) à 420.000 EUR (en 2015) pour les produits de niche (correspondant aux nouveaux développements actuellement en cours chez **REALCO**). Au niveau des charges, les coûts d'achat ont été estimés comme un pourcentage du chiffre d'affaires de **REALCO** dans chaque ligne de produit. Les autres frais ont été estimés en fonction d'une analyse détaillée de l'évolution de la masse salariale, des frais généraux, etc.

La croissance attendue de 15% pour les produits enzymatiques après 2006 s'explique par l'investissement en personnel réalisé depuis la fin 2005 et par une meilleure reconnaissance de l'enzyme sur le marché. Au niveau des charges d'exploitation, celles-ci ont été estimées comme un pourcentage du chiffre d'affaires, ventilé ligne de produit par ligne de produit.

La levée des capitaux sur le Marché libre d'Euronext Brussels devra non seulement permettre de financer un nouveau bâtiment de stock de 800 m<sup>2</sup> en 2007, mais aussi la construction de nouveaux bureaux et d'un laboratoire, représentant ensemble une superficie de 1200 m<sup>2</sup> en 2008.

D'autre part, un développement par une croissance externe est également envisagé. **REALCO** recherche une société à reprendre sur les marchés voisins comme la France.

En conclusion, **REALCO** peut raisonnablement tabler une croissance annuelle du chiffre d'affaires de 10% en moyenne entre 2006 et 2009, puis de 7% entre 2010 et 2015 en appuyant sur les atouts de la société à savoir:

- La diversification
- Les produits niches en biotechnologie
- L'organisation structurée
- Le développement de l'exportation









